

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

ÉTUDE HISTORIQUE DES DROITS SUCCESSORAUX
DES
ENFANTS NATURELS EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Alcide DELMONT

Avocat à la Cour de Paris

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Lundi 14 Février 1898, à 1 heure

Président : M. EM. CHENON

Suffragants { MM. LEFEBVRE, professeur
BERTHÉLEMY, agrégé



PARIS

TYPOGRAPHIE & LITHOGRAPHIE A. COULOND

13, rue Monsigny, 13

1898

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

ÉTUDE HISTORIQUE DES DROITS SUCCESSORAUx
DES
ENFANTS NATURELS EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Alcide DELMONT

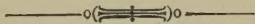
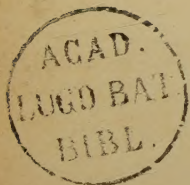
Avocat à la Cour de Paris

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Lundi 14 Février 1898, à 1 heure

Président : M. EM. CHENON

Suffragants { MM. LEFEBVRE, professeur
BERTHÉLEMY, agrégé



PARIS

TYPOGRAPHIE & LITHOGRAPHIE A. COULOND

13, rue Monsigny, 13

1898

A MES PARENTS

A MES AMIS

INTRODUCTION

La législation actuelle, réglant les droits successoraux des enfants naturels, est le produit de bien des influences qui se sont rencontrées sur notre sol. Il nous a paru intéressant de déterminer l'étendue de leur action respective et c'est ce que nous essayerons de faire dans cette étude. Nous nous attacherons aussi à montrer par quelles transformations successives ont passé, à travers les siècles, les droits successoraux des enfants naturels avant d'arriver à notre droit actuel. Ce seront surtout les causes de ces transformations que nous nous efforcerons de préciser sans entrer dans le détail des législations qu'elles auront produites.

Nous placerons, en tête de notre travail, comme un préliminaire, un exposé rapide de l'état du Droit romain, tel qu'il a été appliqué en Gaule, après la conquête de César. S'il n'a pas toujours exercé une influence prépondérante sur le développement des règles qui régissaient la situation des enfants naturels, il n'en est pas moins vrai que beaucoup de ses principes ont été admis.

Le Droit romain a été d'autant plus facilement suivi et a conservé d'autant mieux son influence, que certaines règles consacrées par lui l'avaient été sous l'influence de l'Eglise qui continuait à les défendre. Et l'action de l'Eglise, en cette matière

des enfants naturels, si voisine des questions de mariage et de légitimation dont la connaissance exclusive lui revenait naturellement, était considérable. C'est l'Eglise d'abord qui, en haine du concubinat, fit interdire au père naturel de rien laisser, à titre gratuit, à ses enfants. C'est elle, d'autre part, qui fit admettre ce principe si humain que les père et mère doivent toujours nourrir et entretenir les enfants issus d'eux. Et ce principe se conserva toujours, consacré encore aujourd'hui par notre législation.

Sous l'influence de l'Eglise, la Bâtardise devint une cause d'infériorité sociale et une raison d'incapacité, ainsi que nous le verrons, par l'étude de la période Carlovingienne et encore au début de l'époque féodale.

Ensuite l'étude des coutumiers du XIII^e siècle et des coutumes rédigées va nous montrer la législation, continuant à se transformer, dans le sens de la sévérité, mais poursuivant son évolution sous l'action d'idées nouvelles, qui sont nées du développement des institutions reçues.

La famille légitime fortement constituée sera considérée comme seule cause du lignage, qui seul peut engendrer le droit de succession. Et en appliquant ce principe que l'on sanctionnera par l'incapacité prononcée contre le bâtard de recevoir de ses auteurs, l'ancien droit arrivera à formuler contre l'enfant naturel des règles d'une rigueur exagérée.

Nous arriverons ainsi à la Révolution qui, dans son esprit égalitaire excessif, supprimera toute distinction. Son œuvre de réaction violente jettera dans la famille et dans la société un trouble, d'autant plus profond que les effets dangereux de l'assi-

milation des enfants naturels aux enfants légitimes seront aggravés encore par les lois sur le mariage et sur le divorce.

Une réaction encore devenait nécessaire. Elle se produisit en 1804, dans le sens d'une trop grande sévérité, à l'égard des enfants nés hors mariage. Le législateur du Code civil était trop près encore des excès de celui de la Révolution, pour faire une loi ne portant pas l'empreinte de l'esprit de réaction.

C'est la loi du 25 mars 1896 qui règle maintenant les Droits successoraux des enfants naturels. Elle n'est pas encore le dernier mot de la question, car, au lendemain de son application, s'élevaient déjà des difficultés auxquelles donnait naissance la qualité d'héritier, accordée à l'enfant naturel.

Nous dirons dans notre conclusion quelles modifications on pourrait peut-être encore apporter à la législation actuelle.

CHAPITRE PREMIER

DROITS SUCCESSORAUx DES ENFANTS NATURELS A ROME

La situation des enfants naturels en Droit Romain est bien différente, suivant qu'on l'envisage dans les premiers siècles de Rome, ou à la fin du Bas Empire. Elle est différente aussi, à toute époque, suivant que l'enfant naturel est considéré par rapport à sa mère, ou par rapport à son père. Nous allons jeter un coup d'œil sur les transformations de la législation romaine en cette matière, pour bien comprendre l'esprit du Droit Romain, tel qu'il était, au moment où il a été appliqué en Gaule ; c'est dans ce dernier état qu'il a exercé une influence sur la formation du Droit Français.

SECTION I. — DROITS DES ENFANTS NATURELS DANS LA SUCCESSION DE LEUR PÈRE.

Le système successoral primitif de Rome, établi par la loi des XII Tables, était fondé exclusivement sur la parenté civile. Il était en corrélation, d'ailleurs,

avec l'organisation de la famille, qui était exclusivement civile, elle aussi. C'était, en réalité, le *pater familias* seul, dans sa toute puissance, qui composait sa famille. C'était lui qui, soit en retenant sous sa puissance les enfants issus de ses *justæ nuptiæ*, soit en adoptant ou en adrogeant des étrangers, soit en émancipant ceux qui lui étaient soumis, déterminait quels seraient ses héritiers siens, créait ou supprimait un rapport d'agnation. La cognation, ou parenté naturelle, était, au regard du *jus civile*, dénuée de tout effet, puisque le droit de succession, principale conséquence du droit de famille, n'existait qu'entre personnes unies entre elles par un lien civil.

Ce principe posé, il en résulte que les enfants naturels ne pouvaient avoir aucun droit à l'hérédité paternelle, puisqu'aucun lien civil n'existait entre eux et leur auteur.

Cette première période cesse seulement au moment où le Préteur introduit les *bonorum possessiones*. Cette première modification a été apportée aux principes rigoureux de la Loi des XII Tables, à une date que l'on ne peut préciser, mais que l'on est à peu près d'accord pour considérer comme antérieure à l'introduction de la procédure formulaire (1).

Sous l'empire de cette législation primitive, quels sont les enfants que nous désignerons sous le nom d'*enfants naturels* ? Tous ceux qui ne seront pas issus

(1) On n'est pas d'accord sur la date exacte de celle-ci, les uns la plaçant en 580, les autres après l'année 600.

des *justæ nuptiæ*. Les unions régulières, comme le *matrimonium sine connubio*, c'est-à-dire le mariage contracté entre les pérégrins, n'ayant pas le *jus connubii*, de même que le mariage contracté *secundum leges peregrinorum*, le *contubernium*, ou mariage des esclaves, ne donnaient pas naissance à des enfants légitimes (*justi*). Des unions passagères, désignées sous le nom de *stuprum*, de l'union plus durable appelée *concubinatus*, naissaient aussi des enfants qui étaient tantôt des *spurii* ou *vulgo concepti*, tantôt des *liberi naturales*. Le concubinat qui se développa à Rome, sous l'influence de la prohibition des mariages entre patriciens et plébéiens, et entre ingénus et affranchis, devint une union autorisée à l'époque d'Auguste. Les seuls enfants légitimes étaient ceux issus des *justæ nuptiæ*, c'est-à-dire du mariage civil, que pouvaient contracter seulement les citoyens romains entre eux, ou avec des pérégrins, ayant le *jus connubii* (1). Et ces enfants seuls venaient à la succession de leur père, s'ils n'étaient pas sortis de sa famille par l'émancipation.

Les enfants naturels, eux aussi, pouvaient venir à la succession *ab intestat* de leur père ; mais ce n'était pas leur naissance qui leur donnait ce droit, c'est qu'ils bénéficiaient alors de la toute puissance du *pater familias*. Celui-ci, en effet, pouvait faire d'eux des *heredes sui* par l'adoption ou par l'adrogation. Et alors ils venaient au partage de la succession

(1) Gaius I, §§ 56 et 57.

paternelle, en concours égal avec tous ceux qui se trouvaient avec lui sous la puissance du *pater familias*. Ils pouvaient de même, comme les étrangers, recevoir à titre gratuit, entre vifs ou par testament, tout ce dont le *pater familias* pouvait disposer. Par contre, ils n'avaient aucun droit ni à des aliments, ni à aucun secours, si leur père voulait ne pas s'occuper d'eux.

En un mot, l'enfant naturel, quel qu'il fût, naturel simple, adultérin ou incestueux, était considéré, par rapport à son père, comme un étranger n'ayant aucun droit, mais ne subissant non plus aucune incapacité.

Quand le Préteur apporta des modifications à l'état de choses issu de la loi des XII Tables, quand il admit que des droits de succession pouvaient être accordés sur le fondement de la parenté naturelle, la situation de l'enfant naturel changea-t-elle vis-à-vis de son père ? La question est controversée.

M. Accarias admet que la création de la *bonorum possessio unde cognati* n'a entraîné pour l'enfant naturel aucun droit à la succession *ab intestat* de son père.

« A l'époque, dit-il, où fut créée la *bonorum possessio*
« *unde cognati*, le concubinat n'avait pas encore
« d'existence légale, le Préteur ne dut donc pas se
« préoccuper des enfants qui en naîtraient. Dès lors,
« pour croire qu'ils figuraient dans l'ordre des *cognati*
« il faudrait admettre que l'application de l'édit leur
« aurait été faite, soit par les lois caducaires qui
« organisèrent le concubinat, soit par des lois ou une
« jurisprudence postérieures. Mais cette supposition

« n'est guère conforme à l'esprit des lois caducaires
« tel que je le conçois, et elle n'est confirmée directe-
« ment ou indirectement par aucun texte. » (1)

M. Accarias admet bien que les enfants nés du concubinat avaient un père certain; il ajoute que cette certitude aurait pu faire donner la *bonorum possessio* à l'enfant naturel, mais qu'elle ne l'a pas fait.

Quelques auteurs, dit M. Accarias, ayant la même opinion que lui, tirent argument de la législation du Bas-Empire, qui exclut les enfants naturels de la succession de leur père. Ils soutiennent que cette législation n'a fait que continuer celle de l'époque classique.

Nous ne partageons pas cette opinion. Le dernier argument que nous avons rapporté en sa faveur — argument d'ailleurs dont M. Accarias n'admet pas la valeur — est tiré d'un fait susceptible d'une autre interprétation. Nous estimons, en effet, que la législation du Bas-Empire, loin d'avoir confirmé en la continuant celle de l'époque classique, a été au contraire une œuvre de réaction contre l'ancienne facilité du droit classique.

En effet, pourquoi ne pas admettre que la *bonorum possessio unde cognati* ait sanctionné la *ratio sanguinis*, dans les rapports de l'enfant naturel avec son père, quand on admet qu'elle la sanctionnait dans les rapports de l'enfant avec sa mère ? La *bonorum*

(1) Accarias, *Précis du droit romain*, Paris, 1886, t. I, p. 1251.

possessio est accordée à l'enfant, pour le faire venir à la succession maternelle par cela seul que la maternité est certaine; mais du moment que les adversaires de notre opinion admettent la certitude de paternité, résultant du concubinat, pourquoi repoussent-ils la conclusion nécessaire : admission de ces enfants à la succession paternelle, par la *bonorum possessio unde cognati*.

Nous avons dit aussi que l'union des personnes n'ayant pas le *jus connubii* ne pouvait produire d'effets civils. Cette exclusion rigoureuse des enfants de la succession de leur père, ne dut-elle pas être supprimée quand fut née la *bonorum possessio unde cognati*? et pourtant aucun texte non plus ne nous montre le Préteur faisant venir l'enfant né d'un *matrimonium sine connubio* à la succession paternelle par ce moyen. Il est probable, cependant, que le Préteur a dû l'utiliser pour appeler les enfants issus de cette union à la succession de leur père.

En admettant l'une ou l'autre opinion, l'on voit que la législation n'était point juste. Dans l'opinion de M. Accarias, tous les enfants non issus des *justæ nuptiæ* restaient étrangers à la succession de leur père. Dans l'opinion contraire, ils n'avaient pas chance d'arriver à cette succession, ne pouvant y être appelés qu'à défaut de *sui* et d'agnats; et il est fort rare qu'une personne meure sans laisser un seul agnat.

Remarquons toutefois que, sous le droit classique, comme à l'époque précédente, l'enfant naturel reste

capable de recevoir de son père, à titre gratuit, sans aucune limitation (1).

Mais, sous cette période, le père naturel a-t-il le devoir de subvenir aux besoins de son enfant, ou reste-t-il libre de toute obligation alimentaire comme sous la précédente ? Il serait difficile de penser que l'enfant naturel n'avait pas une créance alimentaire du moment que nous lui avons reconnu un droit dans la succession *ab intestat* de son père. Il nous faut pourtant avouer que nous n'avons aucun texte sur lequel nous puissions nous appuyer pour justifier notre opinion. Voët, qui croit à l'existence d'une créance alimentaire au profit de l'enfant naturel contre son père, argumente d'un rescrit d'Antonin le Pieux, rapporté par Ulpien (2).

Voët admet que l'expression *juste procreatam* se rapporterait aux enfants issus du concubinat comme à ceux issus de justes noces. Nous ne pouvons pas, comme lui, nous appuyer sur ce texte, car il ne nous paraît pas possible d'appliquer l'expression *juste procreatam* à un enfant né d'une union autre que les *justæ nuptiæ*.

Nous allons constater dans la situation des enfants relativement à la succession de leur père de grandes modifications sous la législation du Bas-Empire.

C'est Constantin d'abord qui, sous l'influence du christianisme hostile au concubinat, interdit au père

(1) L. 49, § 4, De leg. 3 XXXII.

(2) L. 5, § 5 D. De Agnosc et Alend. lib.

« Item rescripsit ut filiam suam pater exhibeat, si constiterit apud judicem *juste eam procreatam*. »

naturel de rien laisser à ses enfants nés *ex concubinato* (1).

Sous l'empire de la législation de cet empereur, les *vulgo concepti* se trouvaient mieux traités que les enfants issus d'un concubinat. La situation de ceux-ci était toute différente de ce qu'elle était à l'époque classique, celle des *vulgo concepti* restait la même, puisqu'ils n'avaient pas de père connu; ils n'étaient donc pas incapables de recevoir de lui des dispositions à titre gratuit.

La constitution de Constantin, trop sévère, ne fut pas longtemps en vigueur. Une quarantaine d'années après sa promulgation, les empereurs Valentinien, Gratien et Valens la modifièrent (2). L'enfant naturel n'a aucun droit dans la succession *ab intestat* de son père, mais celui-ci peut lui faire des libéralités. L'enfant naturel vient-il en concours, soit avec la postérité légitime, soit avec le père ou la mère du défunt, il ne peut recevoir de son père qu'un douzième de son bien. La portion du bien paternel dont peut bénéficier l'enfant s'élève au quart, s'il n'a en présence de lui que des parents autres que ceux cités plus haut.

Vers l'an 400, une constitution des empereurs

(1) C. Th. L. 5. De Nat. lib. IV, 6. Impp. Arradius et Honorius.

Legibus Constantini et Genitoris nostri præceptis edocti, præcipimus, ut exclusis naturalibus filiis, ad fiscum totum deferatur, quod ad ipsorum persona decedit.

(2) C. Th. de Nat. Lib. IV 6.

« § 4. — Placuit, manentibus ceteris, quæ de naturalibus liberis Constantinianis legibus cauta sunt, hæc tantummodo temperare, ut is, qui heredem heredesve filios ex legitimo matrimonio vel nepotes, qui filiorum loco habendi sunt, patrem quoque matremve dimittit,

Arcadius et Honorius (1) interdit aux pères de rien donner à leurs enfants adultérins et incestueux.

C'est à Justinien qu'il revient d'avoir, le premier, donné aux enfants naturels, par un texte formel, un droit dans la succession *ab intestat* de leur père.

Ce droit est quelquefois insignifiant, puisqu'il se réduit à une créance d'aliments, quand le défunt laisse des enfants légitimes ou une épouse. Si l'enfant naturel est seul, il reçoit un sixième dont il doit donner une part virile à la concubine de son père. Si le père a avantagé ses enfants naturels, les dispositions faites en leur faveur sont valables jusqu'à concurrence d'un douzième en présence des descendants légitimes et

si ex consortio cujushbet mulieris naturales susceperit, unam tantum bonorum suorum et heræditatis unciam naturalibus vel mulieri donandi aut relinquendi habeat facultatem. Si quis vero nullo ex his, quos excipimus, superstite morietur, atque ex muliere; quam sibi adjunxerat, naturalem pluresve dimittet, usque ad tres tantum, si volet, uncias tam in mulierem quam in naturales, quo maluerit jure, transcribat.

§ 6. — *Damus patrum arbitrio, si tamen legitima prole careant, nec filios vel nepotes ex filio matremve habeant, naturales filios, quos ex quolibet susceperint contubernio, eorumve matrem, tres bonorum suorum uncias largitate prosequi, seu ultima voluntate : matre vero vel ceteris personis, quæ ex connubio sunt, hoc est legitimis filiis vel nepotibus ex filio, viventibus vel existentibus, pater bonorum suorum unam tantum unciam naturalibus filiis eorumque genetrici largiendi aut relinquendi habeat potestatem.*

(1) L. 6. C. De inc. et inut. nuptiis V. 5.

§ 6. — *Si quis incesti vetitique conjugii sese nuptiis funutaverit proprias, quamdiu vixerit, teneat facultates : sed neque uxorum, neque filios ex hæditis habere credatur. Nihil prorsus prædictis, neque per interpositam quidem personam, vel donet superstes, vel moriturus derelinquat : dos si qua forte solemniter aut data aut promissa fuerit, juxta jus antiquum fisci nostri commodis cedat testamento suo extraneis nihil derelinquat : sed (sive testato, sive intestato) legibus ei et jure succedant, si qui forte ex justo et*

dans les mêmes limites qu'à l'égard d'un étranger, s'il n'a pas de postérité issue de ses *justæ nuptiæ* (1).

Remarquons aussi qu'à partir de l'empereur Justin (518-527), l'adrogation des enfants naturels avait été interdite et que cette interdiction avait été confirmée par Justinien (2).

De même Justinien confirma l'interdiction, faite par Arcadius et Honorius, aux pères naturels de rien donner à leurs enfants adultérins ou incestueux. Justinien motive cette prohibition dans sa *Novelle 89* en déclarant « ces enfants indignes de toute pitié, indignes de vivre, « et en leur refusant le droit de demander des aliments. « *Ulli nulla clementia nec alendus a parentibus.* »

legitimo matrimonio editi fuerint... Testandi sanc ita demum habcat facultatem, ut his tantummodo personis pro juris ac legum, quod voluerit arbitrio relinquat, quas succedere imperialis præcepti tenore mandavimus: ita tamen, ut (ab) hereditate defuncti penitus arceatur, si quis ex his, quos memoravimus in contrahendis incestis nuptiis consilium inisse monstrabitur. successuro in locum illius, qui post eum gradu proximus invenitur. Ea sane quas de viris cavimus, etiam de foeminis, quæ predictorum sese consortiis commaculaverint, custodiantur. Memoratis vero personis non extantibus (nostro) fisco lacus pateat.

(1) Nov. 89, cap. 12 §§ 2, 3, 4 et 6.

(2) Nov. 74, cap. 3; nov. 89, cap. 7.

74, cap. 3. — « Et nos non latuit quia etiam adoptionis modus erat antiquitus ab aliquibus ante nos imperatoribus super naturales ad legitimos transferendos non improbabilis æstimatus. Sed æque piæ memoriæ noster pater et constitutio ab illo prolata talia reprehendit. Manere ergo et illam in suis terminis volumus, quoniam castitatem diligenter consideravit, et incompetens est quæ bene exclusæ sunt rursus ad rempublicam revocare. »

SECTION II. — DES DROITS DES ENFANTS NATURELS DANS LA SUCCESSION DE LEUR MÈRE.

La différence profonde, qui existe entre la situation des enfants naturels par rapport à leur père et celle qu'ils avaient par rapport à leur mère, résulte de la nature même. Le fait de la maternité est un fait matériel susceptible d'être prouvé, *Mater semper certa est* ; telle est la formule que de tout temps la législation romaine a consacrée.

Commençons par indiquer un principe qui paraît avoir dominé la législation romaine, s'être appliqué à toutes les périodes, et qui découle de cette certitude même de la maternité. Il semble que de tout temps l'enfant naturel ait eu le droit de réclamer de sa mère des aliments (1).

Mais la *ratio sanguinis*, qui donnait toujours à l'enfant le droit de se faire nourrir et élever par sa mère, ne lui a pas toujours donné le droit de venir au partage de ses biens.

Sous l'empire de la loi des XII Tables, il n'existe entre les enfants, quels qu'ils soient, légitimes ou

(1) L. 5, § 4, De agnoscend et alend. Lib. XXV, tit. III.

« Ergo et matrem cogimus, præsertim vulgo quæsitos liberos alere : nec non ipsos eam ».

naturels, et leur mère, aucun droit de succession, basé seulement sur le lien du sang. Quand le mariage avait été contracté avec la formalité de la *manus*, la femme devenait l'agnate de son mari (*loco filice*) et de ses enfants (*loco sororis*), qui lui succédaient en vertu de cette parenté civile. Mais les enfants naturels de la femme ne devaient jamais être dans ce cas, puisqu'aucun lien civil ne pouvait s'établir entre elle et eux. L'enfant naturel restait donc toujours un étranger, par rapport à la succession *ab intestat* de sa mère. La succession testamentaire elle-même ne leur permettait pas d'obtenir les biens de leur mère, puisque, primitivement, aux temps où le testament se faisait *calatis comitiis*, la femme ne pouvant se présenter dans les comices, ne pouvait tester. De même dans la suite, quand les formes du testament se furent simplifiées, il resta encore inaccessible aux femmes, car fussent-elles ou non soumises à la *manus*, il leur fallait pour tester *l'auctoritas* de leur tuteur, ce qui était une cause de difficultés, même d'impossibilités.

Le Préteur n'avait pas spécialement en vue les enfants naturels, alors qu'il introduisait la *bonorum possessio unde cognati*, motivée seulement par son désir de sanctionner le lien du sang, car la situation des enfants légitimes était à peu près aussi désavantageuse que celle des enfants naturels. S'ils n'étaient pas issus d'un mariage contracté avec *manus*, ils étaient exclus de la succession maternelle par les agnats, même les plus éloignés de leur mère. Et cela arrivait très sou-

vent, car la *manus* tombait de plus en plus en désuétude. Le Préteur, pour remédier à cet inconvénient, introduisit, *supplendi juris civilis causâ*, la *bonorum possessio unde cognati*, par laquelle il appelait au même titre à la succession de leur mère tous les enfants issus d'elle, *ratione sanguinis*. C'était assimiler les *vulgo concepti*, les enfants nés d'un concubinat, les adultérins, les incestueux aux enfants issus des *justæ nuptiæ*.

Cette assimilation, résultant de la législation prétorienne, était mauvaise. Les enfants naturels, les plus défavorables, venaient en effet à la succession de leur mère, avec les mêmes droits que les enfants légitimes issus des *justæ nuptiæ*.

Mais si l'on peut dire en ce sens que l'enfant naturel avait un droit excessif, cette proposition n'est pas toujours vraie, la *bonorum possessio unde cognati* n'étant accordée que si le *de cujus* ne laissait aucun agnat. Le droit de l'enfant naturel, comme du légitime, pouvait donc être nul, si sa mère laissait un agnat, même très éloigné.

Il y avait donc encore à secourir les enfants par rapport à leur mère, à sauvegarder leur droit d'une façon plus efficace. Ce fut le *senatus-consulte* Orphitien qui le fit (1).

(1) Les Institutes rapportent le sénatus-consulte Tertullien qui a précédé de bien près l'Orphitien au règne d'Adrien, les auteurs sont pourtant à peu près d'accord pour dire que le sénatus-consulte Tertullien a été rendu sous le règne d'Antonin le Pieux ; car il y eut, sous le règne de cet empereur, en 168, un consul qui s'appelait Tertullus. Le nom d'Adrien, donné par les Institutes à l'empereur sous le règne duquel ce sénatus-consulte a été rendu, désignait simplement, d'après les auteurs dont nous citons l'opinion, Antonin le Pieux qui était le fils adoptif d'Adrien.

Les principes du *senatus-consulte* Orphitien se maintinrent jusqu'à Justinien, sauf quelques modifications que nous indiquerons.

L'assimilation de tous les enfants issus de la même mère est maintenue (1). Ils viennent tous en concours égal à sa succession, pourvu qu'ils soient citoyens romains et ingénus. Ils excluent tous les consanguins et les agnats (2). Primitivement, ils viennent en concours avec la mère de la défunte, mais les constitutions impériales préfèrent absolument les enfants à la mère (3).

Donc le droit des enfants naturels est absolument ferme dans la succession de leur mère et il est égal à celui de leurs frères et sœurs, enfants légitimes.

En l'année 389, une Constitution des empereurs Valentinien II, Théodose I^{er} et Arcadius vint donner aux petits enfants par les femmes des droits dans la succession de leurs aïeul et aïeule. Dans la succession de leur aïeul, les petits-enfants concourant avec des *sui* n'avaient droit qu'aux deux tiers de la portion qu'aurait eue leur mère. En présence d'agnats, les petits-enfants prenaient les trois-quarts de la succession de leurs deux aïeuls

(1) Inst. Lib. III. tit. IV, § 3.

Novissime sciendum est etiam illos liberos qui vulgo quæsi sunt, ad matris hereditatem ex hoc senatus consulto admitti.

(2) Inst. Lib. III, tit. IV. pr. De Senatus-consulto Orphitiano.
« Præferuntur consanguineis et adgnatis defunctæ matris. »

(3) Lib. III, tit. III. Inst. . 3:

« Præferuntur autem matri liberi defuncti, qui sui sunt, quive suorum loco sunt sive primi gradus sive ulterioris ».

maternels (1). Justinien, supprimant cette dernière restriction, leur donna l'hérédité entière et étendit ce droit aux enfants, quel que fût leur degré.

La *manus*, la tutelle perpétuelle des femmes, sont tombées en désuétude, et, à la fin de l'époque classique, toutes les libéralités entre vifs et testamentaires sont permises de la part de la mère au profit de ses enfants naturels. Et ce principe continue à être observé pendant toute la durée du Bas-Empire.

La seule restriction au droit des enfants naturels de succéder à leur mère ou de recevoir d'elle des libéralités, a été apportée par une Constitution des empereurs Arcadius et Honorius (2). Ces empereurs décidèrent que les adultérins ou incestueux n'auraient aucun droit dans la succession de leur mère comme dans celle de leur père. Cette même constitution interdit aussi à leur profit toute disposition entre vifs ou testamentaire. Nous savons que Justinien n'accorda aux adultérins aucun droit, qu'il ne leur permit même pas de réclamer des aliments.

Notons aussi une exception spéciale à la règle assimilant les *vulgo concepti* aux enfants légitimes par rapport à leur mère. Cette exception a été établie par Justinien

(1) Impp Arcadius et Honorius. 5 C. Théod. L. V. T. I. De leg. her Nepotes ex filia avis pro rata parte hac conditione succedant, qua et matres, si viverint, hereditatem patrum sibi cum fratribus vindi carent, scilicet ut mixtis matrum suarum dotibus avi hereditatem pro rata parte, quam lex divalis censuit, cum avunculis partiantur; nec amplius his quicquam de avilis facultatibus, quam legis dudum latæ sanctis comprehendit, scilicet detracta tertia partis ejus, quae eorum matri, si dotem jungeret, debebatur.

(2) L. 6 C. De inc. et inul. nup. V 5.

contre les *vulgo concepti* d'une femme *illustris*. Ils n'ont dans la succession de leur mère aucun droit de succession ni *ab intestat* ni testamentaire (1).

*
* *

Telles sont les transformations que subit la législation romaine, avant d'arriver à son dernier état, celui où nous la trouvons sous Justinien. Disons tout de suite que les travaux juridiques de cet empereur furent peu connus en Gaule avant le *x^e* siècle; le droit romain qui y était appliqué était celui du Code Théodosien.

Avant d'arriver à l'étude de la période franque, il nous faut déterminer dans quelles limites le Droit Romain a été observé en Gaule, avant l'invasion des Germains. Ce sera pour nous le moyen de fixer en même temps l'état de la législation en Gaule au milieu du *v^e* siècle.

Nous ne savons rien du droit successoral des Gaulois. Le seul texte qui nous soit parvenu, c'est le passage de César ayant trait aux constitutions de dot (2). Nous devons constater, toutefois, que jusqu'à la Constitution de Caracalla, accordant le droit de cité à tous les

(1) L. 5 C. Ad S.-C. Orph. IV 57.

(2) César lib. VI, § 49, « Viri quantas pecunias ab uxoribus dotis « nomine acceperunt, tantas ex suis bonis æstimatione facta, cum « dotibus communicant. Hujus omnis pecuniæ conjunctim ratio « habetur, fructusque servantur, Uter eorum vita superarit, ad eum « paros utriusque cum fructibus superiorum temporum pervenit. »

habitants de l'Empire, le Droit Romain n'était pas d'une application générale en Gaule. Certainement les colonies romaines étaient soumises à l'application du droit civil, mais les Pérégrins des *civitates in potestate*, quoique soumis, en droit, à l'arbitraire des magistrats, gardaient, en fait, la jouissance de leurs coutumes locales. Quant aux Pérégrins des *civitates liberæ et fœderatæ* ils en gardaient de droit la jouissance.

Jusqu'à l'année 216, date à laquelle le droit de cité est concédé à tout l'Empire, il y eut donc certainement en Gaule un autre droit que l'on suivait à côté du Droit romain. Mais à partir de ce moment, par le fait que tous ceux soumis à la domination romaine devenaient citoyens romains, les coutumes locales, bien qu'elles n'eussent pas été abrogées d'une façon expresse, tombèrent en désuétude. Le droit écrit pourtant n'avait pas force exclusive, puisque jusqu'à Constantin « La » coutume eut la double puissance de créer des règles » obligatoires et d'ôter leur force à de pareilles règles. » En un mot, elle faisait et défaisait la loi. »

L'édit de Constantin, promulgué vers l'année 310 (1), enleva à la coutume cette puissance qu'elle avait de défaire la loi. Constantin lui laissa sa valeur pour le cas où elle ne heurterait aucun texte écrit.

Mais l'application du Droit romain, qui avait tendu à se généraliser de plus en plus en Gaule, devait subir une restriction importante au commencement du

(1) L. 2, C., Quæ sit long. Consuet., VIII, 53.

v^e siècle. A ce moment, en effet, les invasions commencent à se produire. Nous allons voir, dans notre prochain chapitre, dans quelles limites le droit romain va se maintenir, et nous étudierons les dispositions de la législation des Francs, en ce qui concerne les enfants naturels.

CHAPITRE II

DROITS SUCCESSORAUx DES BATARDS SOUS LA PÉRIODE FRANQUE

Ce sont d'abord les Wisigoths et les Burgondes qui pénétrèrent sur le sol de la Gaule romaine : les premiers dans l'Aquitaine, les seconds dans le Sud-Est de la Gaule. Ils y pénétrèrent à titre de *federati*, et, tandis que les Romains continuent à jouir de leur droit, ils gardent, pour eux-mêmes, leurs coutumes propres ; c'est le système de la personnalité des lois qui apparaît ici.

Les Wisigoths ne restent en Gaule que pendant un siècle ; leur établissement, sous la domination du roi Ataulph, est un peu postérieur à l'année 400, et ils sont refoulés en Espagne par Clovis, en 507, après la bataille de Vouillé. La domination des Burgondes eut à peu près la même durée ; rendus tributaires par Clovis dès l'an 500, ils furent annexés à l'Empire franc en 534.

Des Burgondes, nous ne dirons rien : leurs coutumes exercèrent peu d'influence sur la formation de notre droit. Quant au recueil de Droit romain, le Papien, que Gondebaud fit composer pour ses sujets romains, il tomba assez vite en désuétude, devant l'influence croissante du Bréviaire d'Alaric.

Ce dernier ouvrage de Droit romain, composé, en 506, surtout d'après le Code Théodosien, pour être appliqué aux sujets romains des Wisigoths, devint, en Gaule, la source principale du droit romain. C'est la seule trace durable qu'ait laissée, en Gaule, le passage des Wisigoths. Leur *lex* nationale, comme celle des Burgondes, eût peu d'effet sur le développement de nos institutions.

Ces deux dominations éphémères cédèrent, nous l'avons dit, devant la puissance de Clovis, qui finit par conquérir ou soumettre la presque totalité de l'ancienne Gaule romaine. Dans la Gaule devenue franque, règne toujours le principe de la personnalité des lois. C'est dire que Clovis laisse à ses sujets gallo-romains l'usage de leur droit.

Il ne promulgue pourtant pas de recueil de Droit romain à leur usage. C'est le Code Théodosien d'abord, puis le Bréviaire d'Alaric qui forma leur législation.

Toutefois le Droit romain fut toujours moins connu et exerça dans le Nord moins d'influence que dans le Midi, qui, se trouvant plus rapproché de l'Italie, fut toujours soumis d'une façon plus intime à l'influence romaine. Le Droit romain y persista en subissant, certes, des transformations, mais toujours il y fut moins profondément modifié que dans le Nord. C'est ainsi que prit naissance la distinction des pays de coutumes et des pays de Droit écrit. Les observations que nous présenterons se rapporteront exclusivement à l'état et aux transformations de la législation, dans le pays coutumier. Dans un chapitre spécial, nous examinerons l'évolution subie en notre matière par le Droit écrit.

SECTION I. — PÉRIODE MÉROVINGIENNE.

La première question qui se pose est celle de savoir s'il existait, au début de la période Franque, une distinction entre les enfants légitimes et les enfants naturels.

Des arguments ont été proposés pour l'affirmative, comme pour la négative.

Pour soutenir que la distinction n'existait pas, on a prétendu que, dans les législations primitives, on ne fait aucune différence entre les enfants naturels et les enfants légitimes; on ajoute qu'il n'existe aucun texte relatif aux enfants naturels, dans la première rédaction qui nous est parvenue de la loi Salique.

Ces deux arguments ont été combattus. Il n'est pas exact que la différence entre les enfants légitimes et naturels n'ait pas été faite dans les législations primitives; car la loi des Hébreux l'a consacrée (1). D'autre part, si la loi Salique primitive ne parle pas des enfants naturels, c'est qu'elle était surtout destinée à régler des questions de droit pénal; il n'est donc pas étonnant que certaines matières de Droit civil n'y soient pas traitées.

M. Pardessus, dans sa XIV^e Dissertation sur la loi

(1) Deutéronome, chap. 23, vers 2.

Salique, soutient que les enfants naturels étaient distingués des légitimes, chez les Saliens :

« La différence que presque partout, dit-il, les législations ont faite entre les enfants nés en mariage et les enfants nés hors mariage, toujours connue en France jusqu'en 1793, qu'elle fut supprimée temporairement, était probablement admise par la législation des Francs, ce qui explique avec quelle facilité, dans une révision de la loi Salique, faite lorsque le Christianisme était la religion dominante, on adopta, par le § 16 du titre XIV déjà cité, la règle du Droit Canonique et du Droit Romain, suivant laquelle les enfants, nés d'un mariage prohibé, n'ont pas les droits d'enfants légitimes. »

On sait qu'il existait, dans les lois barbares, une grande différence entre les enfants nés d'un mariage autorisé et ceux issus d'un mariage prohibé. Si un serf du roi ou un lite était volontairement suivi par une ingénue, celle-ci perdait sa liberté (1). De même l'ingenu qui aurait contracté mariage avec l'*ancilla* d'autrui perdait sa liberté au profit du maître de l'esclave (2), et les enfants étaient esclaves.

La loi des Ripuaires contient des dispositions semblables à celles que nous venons de citer de la loi Salique, on pourrait même dire plus sévères (3). Dans ces

(1) *Lex salica emendata*, § 7. — Si vero femina quemque de illis sua voluntate secuta fuerit, ingenuitatem suam perdat.

(2) *Ibidem* § 11. — Si quis ingenuus ancillam alienam in conjugio acceperit, ipse cum ea in servitium implicetur.

(3) *Lex Rip.* t. 58, §§ 15 et 16.

conditions, disent les partisans de la théorie d'après laquelle il aurait été fait une distinction, comment n'aurait-il pas existé une différence entre les enfants nés d'un mariage valable et ceux nés hors mariage, alors que la différence était si grande entre ceux nés d'un mariage prohibé et ceux issus d'une union régulière.

D'autres auteurs, parmi lesquels M. L. Amiable (1), pour soutenir la théorie de la distinction, partent de ce principe que ce qui existe dans l'une des lois franques, sans être contredit par l'une des autres, doit être considéré comme admis par celle-ci. Et alors on s'appuie sur un passage de la loi des Lombards, émanée du roi Rotharis, où était faite la distinction des enfants naturels et des légitimes. Ces arguments d'analogie sont toujours dangereux.

Pour terminer la discussion de cette question, nous allons exposer les derniers arguments présentés par les auteurs pour qui le droit primitif des Francs assimilait les enfants naturels aux légitimes.

M. Pardessus, disent-ils, s'appuie sur le § 16 du titre XIV de la *lex emendata*, mais son argument perd toute sa valeur si ce § 16 n'existe pas dans la *lex emendata*. Nous savons, en effet, qu'une controverse très sérieuse existe sur ce point entre les savants qui se sont occupés de la loi Salique. M. de Savigny, dans son *Histoire du Droit Romain* (2), assure que ce texte man-

(1) *Revue histor. de Dr. Fr. et Etranger*, 1864, t. 10, p. 373

(2) *De Savigny H^{is} du Droit Romain*, t. II, § 34, note C.

que dans la *lex emendata*. Mais M. Pardessus soutient contre lui que ce texte est le 12 dans Hérold et qu'il existe dans tous les manuscrits de la même famille.

Ce texte, ajoutent d'autres auteurs, M. Kœnigswarter entre autres, paraît avoir été interpolé, parce que, n'existant ni dans le manuscrit de Paris ni dans celui de Wolfenbüttel, on le retrouve littéralement dans les notes d'Anien sur le Code Théodosien.

Peut-on dire, d'autre part, qu'il ait existé une différence entre les enfants issus d'un mariage et ceux issus d'une union irrégulière, par cela seul qu'une peine était prononcée dans une société aristocratique contre des individus qui se mésalliaient ? La disposition pénale contre les mésalliances n'est pas du tout, à notre avis, une preuve que la distinction ait été faite. On répète partout qu'un enfant doit être issu d'un mariage valable pour jouir de ses droits de famille. Où cela est-il dit et ne peut-on pas admettre facilement que le concubinat, dans certaines conditions, ait pu engendrer des effets qu'un mariage contracté entre certaines personnes ne pouvait produire ? Il est pourtant certain que l'on faisait une différence, au moins entre les enfants adultérins et les enfants légitimes. Grégoire de Tours nous dit (1) que l'on ne voulait pas donner au fils de Chilpéric les avantages qu'ont d'ordinaire les enfants, cette incapacité étant le résultat de ce que l'on ne savait pas si Frédégonde, l'épouse de Chilpéric, n'avait pas eu l'enfant d'un autre que de son mari. Le frère de

(1) Grégoire de Tours. *Historia Francorum* V. — VIII.

Chilpéric refuse de reconnaître l'enfant, comme étant de son frère, et demande qu'il lui soit présenté. Comme on tarde à le faire, malgré des promesses formelles, il accuse nettement Frédégonde d'avoir mis au monde un enfant adultérin. « *Credo alicuius ex leudibus nostris sit filius.* » Et Frédégonde, apprenant l'accusation qui pèse sur elle, fait témoigner par trois prêtres et trois cents gentilshommes que l'enfant a bien été engendré par Chilpéric. « *Et sic suspexio ab animis regis ablata est.* » La preuve de la paternité étant administrée, l'affaire fut ainsi terminée.

Les arguments présentés en faveur de l'une ou de l'autre opinion ont certainement de la valeur ; c'est pourquoi, après les avoir reproduits et en l'absence d'une raison définitive, nous hésitons à prendre parti. Nous sommes, toutefois, plutôt porté à croire qu'aucune distinction n'existait entre les diverses catégories d'enfants ; en effet, les formes du mariage n'étaient pas définitivement fixées : l'union était régulière par le fait seul que le père eût promis au fiancé de livrer sa puissance sur sa fille, que le prix, réel d'abord, fictif ensuite, eût été payé, et que la fille eût été livrée ; il était ainsi très facile de confondre les diverses unions régulières et irrégulières. On recommandait bien la rédaction des *libelli dotis*, mais en leur absence, le mariage n'était pas inexistant. La maxime : « *Nullum sine dote fiat conjugium ; nec sine publicis nuptiis quisquam nubere præsumat* » n'était pas encore en vigueur. Il n'y avait donc pas de moyen précis pour distinguer l'enfant naturel du

légitime, ne nous est-il pas permis de penser qu'il n'avait pas été fait de différence entre eux ?

*
* *

En admettant l'une ou l'autre opinion, quelle devait être la situation des enfants naturels ? Disons tout d'abord, d'après Tacite, que les Germains pratiquaient des mœurs pures, même austères, et que, dans ces conditions, le nombre des enfants naturels devait être très restreint.

S'il n'existait pas de différence entre les deux catégories d'enfants, l'assimilation entraînait des conséquences sur lesquelles il nous est inutile d'insister. L'enfant naturel concourait naturellement avec ses frères et sœurs légitimes avec qui il partageait l'héritage paternel.

Si, au contraire, il n'y avait pas d'assimilation, l'enfant naturel se trouvait exclu complètement de la succession de son père. Nous savons, par Tacite, que les Germains ne connaissaient pas le testament (1). La dévolution *ab intestat* de l'héritage était d'ailleurs la seule possible, puisque les Germains admettaient le principe de la communauté familiale,

Mais si les bâtards ordinaires ont été exclus de la succession paternelle, ceux des Rois ne l'ont pas été. Thierry, fils naturel de Clovis, partagea le royaume avec ses frères légitimes Clodomir, Childebert et

(1) Tacite, *Germanie*, § 20. — « Hæredes tamen successorum sui cuique liberi et nullum testamentum. »

Clotaire ; et Sigebert, bâtard de Dagobert, vint au trône avec Clovis II (1).

Les Lombards ont eu, en ce qui concerne les bâtards, une législation différente de celle des autres peuples barbares : ils étaient les seuls, semble-t-il, à consacrer un droit de succession au profit des enfants naturels. En effet, d'après l'édit de Rotharis, ch. 154, l'enfant naturel venait *ab intestat*, avec ses frères légitimes, à la succession de son père, où il prenait la moitié de la part des enfants légitimes. Plus tard, par suite d'une réforme faite sous le règne de Luitprand, sous l'influence de l'Église, les bâtards sont exclus de la succession et réduits à avoir seulement ce que leurs frères légitimes veulent bien leur donner.

Nous n'arrivons donc, sur cette première partie de la période franque, à aucune conclusion définitive. La question de savoir si les enfants naturels étaient distingués des légitimes reste douteuse, mention n'étant faite d'eux dans aucun texte. Il ne peut, dans ces conditions, que planer un grand vague sur leurs droits successoraux, en admettant que les enfants nés hors mariage aient eu une situation spéciale.

SECTION II. — PÉRIODE CARLOVINGIENNE.

Il nous tardait d'arriver à une époque où, avec des textes, des documents précis, nous ne serons plus dans

(1) Du Tillot. *Mémoires*. Liv. 2, Ch. I, liv. V et XLI.

la nécessité où nous avons été de faire des hypothèses, plus ou moins hasardeuses, pour essayer de déterminer le droit successoral des enfants naturels.

*
* *

La distinction est faite maintenant entre eux et les enfants légitimes, et les textes que nous étudierons nous montreront les bâtards, tant dans la société que dans leur famille, occupant une situation d'infériorité, par rapport aux enfants légitimes. C'est sous l'influence du Droit canonique que la loi et la coutume devinrent hostiles aux enfants non issus du mariage. L'Eglise avait, dès le début, pour faire respecter le mariage chrétien, visé à supprimer le concubinat. Il fallait d'abord le distinguer du mariage. C'était difficile, puisqu'il était admis d'une façon générale que le consentement des parties suffisait à former une union régulière. Les Pères de l'Eglise se contentèrent de recommander la rédaction d'un *libellus dotis* (1), qui devait servir à prouver le mariage. La bénédiction nuptiale devait surtout permettre de distinguer le mariage du concubinat. Mais l'observation de ces prescriptions n'était pas essentielle à la validité du mariage, la bénédiction nuptiale n'étant alors considérée que comme un pieux usage.

L'influence de l'Eglise devenant plus considérable, ses recommandations passent dans la loi. Nous trou-

(1) « Nullum sine dote fiat conjugium ». Concile d'Arles de 524.

vons, en l'année 755, un capitulaire de Pépin prescrivant « *ut omnes laici publicas nuptias faciant, tam* » nobiles quam innobiles » (1). Charlemagne, allant plus loin, exige, d'une façon formelle, que les mariages soient contractés devant l'Eglise (2).

Le mariage est, dès lors, réglementé, bien distinct des autres unions qui sont toutes irrégulières. Quelle sera la situation des enfants qui naîtront de ces autres unions ?

C'est encore sous l'influence de l'Eglise que les enfants nés hors mariage ont été traités différemment suivant qu'ils naissaient de deux personnes entre qui le mariage eut été possible lors de la conception « *ex soluto et soluta* », ou suivant, au contraire, que le mariage était interdit à leurs auteurs. Dans le premier cas, les enfants sont naturels simples ; dans le second, ils sont adultérins ou incestueux.

L'influence de l'Eglise est telle sur la formation du droit applicable aux enfants naturels que nous joignons l'étude de l'influence de l'Eglise à l'analyse de la législation sous la période carlovingienne. Ce système, que nous suivons, est justifié par cette considération que les règles de l'Eglise, en matière civile, n'ayant pas d'autorité, ne formant pas un système applicable, elles doivent être étudiées moins en elles-mêmes qu'à cause de l'influence qu'elles ont exercée sur la formation de la coutume et de la loi.

(1) Cap. de 755, cap. 15 ; Boretius 36.

(2) Baluze I, 1190.

L'Eglise exclut le bâtard de la succession de son père (1). Et cela est naturel, étant donné que le mariage est la seule union licite. Toute autre union, pour l'Eglise, est coupable, et c'est par elle, d'abord, que la bâtardise sera considérée comme un déshonneur. Le bâtard portant une tâche ne peut pas avoir les mêmes droits que les enfants légitimes et sera frappé de certaines incapacités. Les ordres sacrés lui seront fermés, sauf dispense, comme ils le sont à tous ceux qui ne sont pas absolument sans reproche; il ne pourra venir à la succession de ses parents pas plus que ses parents ne pourront venir à la sienne. L'exclusion des enfants naturels de la succession *ab intestat* de leur père est aussi une peine prononcée contre ceux-ci dans la personne de leurs enfants.

La prohibition était-elle étendue à la succession de leur mère ? Nous le croyons avec d'Aguesseau. « Il » semble, nous dit cet auteur, que l'esprit du droit » canonique est aussi d'exclure l'enfant naturel du » bien de sa mère ; cependant, il ne pense pas qu'il » y ait de texte précis pour cela, (2) »

Mais si l'Eglise excluait l'enfant né hors mariage de la succession de ses parents, parce qu'elle ne voulait pas qu'un bâtard put jouir des mêmes avantages concédés à l'enfant légitime, elle pensait que l'enfant,

(1) *Corpus Juris Canonici*, lib. IV, tit. XVII, ch. X.

« *Nati ex matrimonio, contracto contra publicæ honestatis justitiam, illegitimi sunt et ab hereditate parentum excludendi* ».

(2) *Dissertation sur les bâtards*, tome VII, p. 401.

quel qu'il fût, avait le droit de vivre. Les empereurs chrétiens ne s'étaient pas contentés d'exclure les enfants naturels des biens de leurs parents, mais encore ils avaient interdit aux père et mère des adultérins et incestueux de faire, à leur profit, même des dispositions à titre d'aliments.

Le Droit Canonique estima que l'enfant avait toujours droit à des aliments, parce qu'il n'est pas admissible que ceux qui ont mis au monde un enfant puissent ne pas le faire vivre. Il étendit sa disposition aux hypothèses où l'enfant naturel se présentait dans les conditions les plus défavorables. Le pape Cœlestin III répond à une consultation qui lui est demandée, sur le point de savoir si le mariage peut être autorisé entre un homme qui, étant marié, a cohabité, pendant dix ans, avec une femme autre que la sienne et de qui il a eu dix enfants. Il flétrit cette situation, en disant qu'il la considère comme très grave, à cause de la durée de l'union irrégulière et du nombre des enfants qui en sont issus ; mais il ajoute que, même dans ces conditions là, les deux auteurs doivent subvenir aux besoins de leurs enfants (1). Ce canon nous prouve, mieux que toute autre disposition, quelles étaient les tendances de l'Église. Jugeant qu'il y avait nécessité de punir, pour la faute qu'ils avaient commise,

(1) Corpus juris canonici. Liv. IV, tit. VII, ch. V.

« Multiplicitas prolis et a susceptæ magis eorum crimen exaggeret et diuturnitas temporis peccatum non minuat, sed augmentet. »

Et il ajoute *in fine* :

« Sollicitudinis tamen tuæ intererit, ut uterque liberis suis procreatis provideat, et secundum quod eis suppetunt facultates, sustentationi eorum necessaria subministret ».

les parents dans la personne de leurs enfants, elle devait décider que la faute étant plus grande, le châtimant devait être plus considérable: mais jamais elle n'allait jusqu'à méconnaître cette vérité si profonde que les parents sont toujours tenus de nourrir et entretenir leurs enfants. En effet, dans l'espèce de notre texte, la faute est énorme, et malgré cela les enfants ont encore une créance alimentaire.

Telles étaient les prescriptions de l'Église, dans une société en voie de formation, où les prêtres et les évêques tendaient à accaparer la réglementation de toutes les questions; ces principes devaient exercer une influence prépondérante. Nous allons le constater en examinant qu'elle fut, sous les Carlovingiens, la situation des enfants naturels, par rapport à la succession de leurs parents.

*
* * *

Dès le règne de Charlemagne, nous trouvons dans la loi Salique, révisée par cet empereur, un texte prévoyant la situation et réglant les droits des enfants naturels incestueux. Nous avons vu déjà qu'on a discuté la question de savoir si ce texte existait réellement dans la *lex emendata* ou était le fait d'une interpolation postérieure. Nous estimons avec M. Pardessus que ce § 16 ne se trouve pas dans la loi Salique, par le fait d'une interpolation. Et alors nous voyons que l'enfant incestueux est, dans la loi même des Francs, exclu de la succession de ses parents et noté d'infamie (1).

(1) *Lex Salica emendata*.

* VIV. § 16. — Si quis sororem, aut fratris filiam; aut certe alterius gradus consubrinam, aut fratris uxorem aut avunculi, sceleratis

Nous trouvons encore d'autres textes officiels, à côté de celui que nous avons cité : deux capitulaires qui nous montrent d'une façon bien certaine que, pendant cette seconde partie de la période franque, *tous* les enfants naturels étaient exclus de la succession de leurs parents. L'un de ces actes refuse d'une façon formelle, au fils naturel, la qualité d'héritier de son père. On ne doit pas plus donner le titre d'héritier à l'enfant né en dehors du mariage, qu'on ne peut donner à la *concubina* le titre d'*uxor* (1).

C'est probablement au moment où le concubinat fut définitivement prohibé que se plaça le second capitulaire, privant les enfants nés hors mariage de la qualité d'héritiers. Après avoir énuméré les conditions auxquelles le mariage doit satisfaire pour être valable, le texte porte, *in fine*, que si ces conditions existent, de l'union sortiront des enfants qui seront les héritiers de leurs parents (2). C'est donc un principe entré définitivement dans la loi, que l'enfant né en dehors du

nuptiis sibi junxerit, huic pænæ subjaceat, ut a tali consortio separetur. Atque etiam, si filios habuerint, non habeantur legitimi heredes sed infamia sint notati. »

(1) Capit. Liv. VII. 59.

De uxoribus et concubinis.

Non omnis mulier viro juncta uxor est viri, neque omnis filius heres est patris. Itaque aliud est uxor aliud concubina. Et alibi : Non est dubium eam mulierem non pertinere ad matrimonium in qua docetur nuptiale non fuisse mysterium.

(2) Capit. CCCCLXIII. Canciani T. III p. 355.

Et biduo vel triduo orationibus vacent et castitatem custodiant : u boni soboles generentur et Domino suis inactibus placeant. Taliter enim et Domino placebunt, et filios, non spurios, sed legitimos atque hereditabiles generabunt.

mariage n'est pas l'héritier de ses parents. Nous en trouvons, dans un autre capitulaire, une application formelle relativement aux enfants incestueux (1).

A l'époque précédente, si la distinction des enfants naturels et des enfants légitimes avait été faite, s'ils ne venaient pas les uns et les autres, au même titre, à la succession de leurs parents, les bâtards en étaient exclus d'une façon complète, puisque le principe « *nul-lum testamentum* » était en pleine vigueur. Mais l'Église, pour des raisons bien diverses dans l'examen desquelles nous n'avons pas à entrer, avait fait apporter à ce principe des restrictions qu'elle avait tirées du Droit romain. Si c'est sous son influence que les bâtards ont été exclus de la succession de leurs parents, c'est grâce à elle aussi que les conséquences rigoureuses du principe d'exclusion purent être atténuées.

Aucun texte officiel ne vient nous prouver que des testaments ou des donations entre vifs aient pû être faits en faveur des bâtards; mais nous ne croyons pas, pourtant, que leur qualité ait été, pour eux, une cause d'incapacité de recevoir. Dans le recueil des formules de Marculfe (2), nous ne rencontrons aucune trace d'actes de ce genre. Au VII^e siècle, le testament commençait seulement à être introduit, et la distinction des enfants naturels des légitimes n'existait peut-être pas encore; or, comme le recueil de Marculfe date de cette

(1) Capit. 410. VI^e liv.

Quod incesti non sint legitimi heredes, sed infamia notati.

(2) M. de Savigny estime que le recueil de Marculfe date de l'année 660. Histoire du Droit Romain au moyen-âge. II ch^r IX. trad. Guenoux p. 106.

époque, il n'y a donc rien d'étonnant à ce que nulle mention n'y soit faite de dispositions testamentaires au profit de bâtards. C'est dans l'appendice de Marculfe (1) seulement que nous trouvons une indication.

Dans la 52^e formule de l'appendice de Marculfe, nous retrouvons une véritable institution d'héritier. Cet acte intervient dans des conditions telles que le doute n'est pas possible sur la nécessité où l'on était de dresser la *chartula dotis* pour la validité du mariage. C'est un homme qui prend une femme pour en faire son épouse et qui omet de faire dresser la *chartula*. Ses enfants, dans ces conditions, sont appelés *liberi naturales*, et n'ont aucun droit à sa succession *ab intestat*. La formule de l'appendice nous rapporte l'acte par lequel le père fait venir ses enfants à sa succession (2). C'est donc, pour nous, la preuve que le mariage était réglementé d'une façon sérieuse, que toute union non accompagnée de la rédaction de *libelli*

(1) Ibidem. L'appendice dut être composé vers l'année 960.

(2) Marculfe appendix, form. 52. Canciani, t. II, p. 266. — De Rozière, form. 130.

Lex et consuetudo exposcit ut quæcumque persona naturales filios habuerit, et alios plures non habuerit, si eos in sua voluerit instituere hereditate, qualiter voluerit, et suo penitus arbitrio faciendi hoc quod voluerit, liberam habeat potestatem. Ideoque ego ille, dum non est incognitum, ut fœminam aliquam bene ingenuam ad conjugium fociavi uxorem, sed talis causa, vel tempora me oppresserunt, ut chartulam libelli dotis ad eam, sicut lex declarat, minime concessit facere, unde ipsi filii mei secundum legem naturales appellantur, et filios in ea generavi, quibus baptismo nomen imposuimus illos et illas. — Et la formule s'achève par la désignation de tous les biens, auxquels cette institution s'applique.

dotis ne donnait pas naissance à des enfants légitimes ayant des droits dans la succession de leurs parents. Cette formule nous prouve, en même temps, que les dispositions testamentaires étaient permises en faveur des enfants naturels. Une restriction, toutefois, est admise sous l'empire de cette *lex et consuetudo*, dont parle la formule *in principio* et qui ne doit être autre que le roit Dromain ; c'est que l'enfant naturel ne peut être institué que si son auteur ne laisse pas d'enfants légitimes.

Nous nous demandons pourtant si ce principe, posé dans la 52^e formule, est absolument exact. Nous trouvons, en effet, une autre formule dans le recueil de de Rozière, où semble consacré pour le père de famille le droit d'instituer héritiers ses enfants naturels, alors même qu'ils doivent venir en concours avec ses enfants légitimes.

Cette formule est encore, pour nous, une preuve nouvelle que la certitude de paternité ne faisait pas naître, au profit des enfants naturels, des droits dans la succession de leur père. C'est un homme qui a eu une fille de son esclave et qui l'a affranchie ; pour la faire venir à sa succession, il est obligé de faire, en sa faveur, une institution d'héritier. Nous avons déjà établi, par l'analyse de la précédente formule, que les dispositions, à titre universel, pouvaient être faites par un père naturel à ses enfants. La nouvelle formule est intéressante en ce qu'elle est en opposition avec l'autre sur la possibilité d'appeler le bâtard en concours avec les descendants légitimes.

La 137^e formule du recueil de de Rozière admet, en effet, que l'enfant naturel peut être institué héritier valablement, alors même que, par cette institution, il sera appelé à concourir avec des enfants légitimes. Et, qui plus est, le père, dans l'acte qu'il dresse, prévoit, décide formellement que son bâtard devra prendre des parts égales à celles de ses frères et sœurs légitimes (1).

Voilà donc deux textes qui, d'accord pour constater que l'enfant naturel ne vient pas à la succession *ab intestat* de son père, admettent, l'un, qu'il peut être appelé à la succession testamentaire en concours avec les enfants légitimes, et l'autre, qu'il ne peut pas être institué si le père a des enfants nés de son mariage.

On peut tenter une conciliation de ces textes en disant que l'institution de l'enfant naturel, en présence de descendants légitimes, était interdite par la loi romaine, la *lex et consuetudo*, dont parle la 52^e formule,

(1) Form. 137 de de Rozière.

Hereditaria. — Dulcissima filia mea illa, ille. Dum non est innotum sed per populum divulgatum et patefactum quod ego in ancilla mea, nomine illa, tibi generavi, et postea ante domno illo rege, jactante denario, secundum lege salica tibi ingenua demissi, et tu minime in hereditate mea sociare polebas, propterea ego hanc cartulam hereditaria in te fieri et adfirmare rogavi, ut, si tibi Dominus jusserit quod mihi in hunc seculo suprestitis apparueris, de omnes res meas, tam ex alode parentum meorum quam et ex meum contractum mihi obvenit, in hereditate succedas, tam terris... etiam... quantumcumque de meum moriens dereliquero; in omnes res meas in hereditate apud germanus tuus filios meos succedas et equalantia inter vos exinde dividere vel exæquare faciatis, et quod ad parte tua exinde recipis, quicquid exinde facere volueris, liberam et firmisimam in omnibus habeas potestatem faciendi.....

mais que, sous l'empire du Droit non écrit de la coutume, cette institution restait autorisée.

Nous avons pensé, avec d'Aguesseau, que le Droit Canonique avait dû tendre à l'exclusion des enfants naturels de la succession maternelle comme de celle de leur père. Nous n'avons pas de texte qui nous permette de résoudre cette question ; nous estimons toutefois que le Droit Franc a dû arriver, en ce qui concernait la succession de la mère, au même état où nous l'avons trouvé, relativement à la succession du père naturel. Nous pouvons donc dire que le bâtard, à l'époque Carlovingienne, était traité, par rapport à la succession de ses parents, comme un étranger. Le Droit Romain tel qu'il était appliqué en Gaule. c'est-à-dire le Droit du Code Théodosien, faisait venir l'enfant naturel à la succession *ab intestat* de sa mère et, l'excluant de celle de son père, limitait la quotité qu'il pouvait recevoir de lui. Le Droit Franc, sous l'influence des principes de l'Église, rectifie le système du Droit Romain admettant l'égalité entre l'enfant naturel et le légitime, par rapport à leur mère. De plus il considère le bâtard comme étranger, par rapport à la succession de son père, sans d'ailleurs le frapper d'aucune incapacité de recevoir à titre gratuit.

C'est dire du même coup que le Droit Romain du Code Théodosien donnait à l'enfant naturel, à l'égard de sa mère, une réserve qui constituait toujours à son profit une créance alimentaire ; tandis que, sous la période Franque, nous ne trouvons aucun texte

qui assure aux enfants même un droit aux aliments par rapport à leurs parents.

Cela nous étonne, vu que le Droit s'est développé pendant la période franque, sous l'influence des principes de l'Église qui avait toujours admis l'obligation, pour tous les parents, de nourrir leurs enfants. En l'absence d'un texte, nous n'admettrons donc pas d'une façon définitive que l'enfant naturel n'ait pas eu un droit aux aliments, dans la succession de ses parents. Nous nous refusons d'autant plus à formuler une opinion définitive, que nous nous trouvons dans ce x^e siècle où les documents sont fort rares, et où il serait fort hasardeux de tirer une conclusion quelconque de l'absence d'un texte sur une question.

Nous sommes arrivés à la fin de l'époque barbare, les coutumes se forment déjà ; nous allons voir bientôt quelle solution elles adoptent sur notre question ; ce sera l'objet de notre prochain chapitre.

CHAPITRE III

DES RÈGLES DU DROIT COUTUMIER ANCIEN RELATIVES AUX DROITS SUCCESSORAUx DES ENFANTS NATURELS.

Sous l'influence persistante du Droit Romain et du Droit Canonique, nous allons constater que le Droit coutumier, jusqu'à la rédaction des coutumes, a admis, en ce qui concerne les droits successoraux des enfants naturels, à peu près les mêmes règles que nous avons vu appliquer à la fin de l'époque franque. Pendant cette période, qui s'étend de Hugues Capet (987) jusqu'à l'ordonnance de Montil-les-Tours (1453), par laquelle Charles VII décide que les coutumes seront rédigées, nous rencontrerons peu de textes officiels. La coutume n'est constatée nulle part, ceux qui invoquent une de ses dispositions doivent prouver que cette disposition existe. Ils arrivent à ce résultat par de véritables enquêtes : enquête par *turbes*. Pour trouver le droit de l'époque, nous devons le rechercher dans les travaux des jurisconsultes.

Nous procéderons comme précédemment en étudiant, d'abord, la situation de l'enfant naturel dans la succession *ab intestat* de ses parents, ensuite, sa

capacité de recevoir entre vifs ou par testaments, et, enfin, quel droit il pouvait avoir à des aliments.

*
* *

Les bâtards des grands et des princes, qui à la période précédente étaient, comme ceux des rois, héritiers de leur père, sont de même que ceux-ci privés de leurs droits successoraux. Nous tirons cette conclusion, par argument *a contrario*, d'une ordonnance qui établit exceptionnellement l'égalité entre les enfants légitimes et illégitimes de Raymond de Montauban (1). Nous pouvons dire en effet, d'une façon à peu près certaine, que l'usage était d'exclure les bâtards des grands de la succession de leurs auteurs, puisqu'une ordonnance était nécessaire, pour faire venir les enfants naturels de Raymond de Montauban à la succession de leur père.

Les autres enfants naturels restent d'une façon certaine, comme sous la période précédente, étrangers à la succession *ab intestat* de leurs parents. Nous trouverons au contraire quelques modifications apportées à leur situation, vis-à-vis de leur mère. C'est pourquoi

(1) *Recueil des Ordonnances*, tome IX, 37.

« Quod quocumque continget dictum dominum Raymundum seu ejus heredes vel successores imposterum mori testamento condito vel non condito, sive habeat heredes masculos vel femellos, legitimos ex suo corpore procreatos, vel non, quod hereditas et bona eorum universa mobilia et immobilia, sive habeant naturam feudi vel retrofeudi, perveniant ad heredes scriptos, quicumque sint scripti heredes, in eo casu in quo testamentum fecerint: ubi vero mortui fuerint nullo testamento condito, quod in eo casu bona sic decedentis perveniant ad proximiores, cujuscumque condicionis existant, sive sint agnati sive cognati, usque ad infinitum... »

nous étudierons, d'abord, le droit commun et ensuite la situation qu'ils avaient par rapport à leur mère.

Le premier texte que nous citons prévoit le cas d'un bâtard qui meurt laissant ses parents, bâtards eux aussi (1). Ses biens iront à la justice et non à ses parents. « Quar bastard ne peut riens demander, par « sa mauvaise condicion ne par lignage, ne par autre « raison. » Ce passage, sans prévoir spécialement le cas d'un enfant naturel qui vient à la succession de ses parents, le résout pourtant d'une façon formelle. Et le Grand Coutumier de Normandie formule la même règle, d'une façon aussi explicite : « Aucun ne peut être hoir à bastard, que les enfants « qu'il a de sa femme épousée. Et jà soit ce que bas- « tard ne doye estre héritier de l'héritage à aucun « homme » (2). Ce principe est confirmé par un jugement de l'Echiquier de Normandie de 1243 (n° 706). Nous le trouvons aussi appliqué aux Assises de Jérusalem. Chaque fois qu'il y est parlé de la succession des fiefs, on ne voit désigner comme héritiers que les enfants légitimes (3).

(1) *Etablissement de Saint-Louis*. Liv. I, ch. 98.

« El se il moroient sanz oir et sans lignage, si escherroit il avant à la joustise que au bastart, ou à la seignorie de cui il tiendroît ; quar bastart ne puet rien demander ne par lignage, ne par autre raison, par sa mauvaise condicion, »

(2) *Grand Coutumier de Noruandie*, ch. 27.

(3) *Assises de Jérusalem*. Cour des Barons, ch. 155.

« Se aucun requiert fié qui die qui li seit escheu de par aucun sien ancestre et il le requiert come dreit heir de celui de par qui il dit que le fié li est escheu à avoir cel fié, et le seignor set qu'il y a plus droit heir de lui avoir le dit fié, il deist respondre : « Vous me requerès cel fié come le plus dreit heir de tel. »

Jean Desmares nous exprime, lui aussi, que l'enfant naturel est exclu de la succession de ses parents, parce qu'il n'a pas de ligne, pas de « hoirs » (1), et Bouteiller, à la fin du xiv^e siècle, formule aussi le même principe (2).

Nous ne voulons pas terminer, sans rapporter l'opinion de l'auteur le plus autorisé du temps, Beaumanoir, qui refuse, d'une façon énergique, aux enfants naturels le droit de succéder : « ils n'ont droit en nul descendement » (3). Et bien plus, s'ils se mettent en possession des biens de l'un de leurs auteurs, ils doivent les restituer aux héritiers légitimes, car les garder serait agir à tort et contre Dieu, et au péril de leur âme.

Il semble admis d'une façon absolue en pays cou-

(1) Jean Desmares, *Décisions*

N° 239 « Bastards ne succèdent point de coustume de la vicomté de Paris, ne ainsi de la Ville, ains succède le Roy, puisque il n'a hoirs de son corps ou en ligne descendante et directe à iceluy bastard. »

(2) Bouteiller, *Somme Rurale*, ch. 95.

« Les hoirs voulaient succéder. Le seigneur dessous qui c'estait disoit avoir et lui appartenir comme seigneur et comme chose épave. Car jacoit ce que les enfants fussent légitimes, toutefois ils ne pouvaient faire ligne : car leurs père et mère n'avaient point de ligne, et sans ligne succession ne se peut appréhender. Car nul ne se pouvait dire hoir ne de ligne aux enfants : car ils n'avaient de par père ne de par mère qui leur peut appartenir à ligne légitime. »

(3) Beaumanoir. *Cout. de Beauvoisis*, ch. XVIII, art. 19. Edit. Beugnot, t. I p. 290.

« Bien sacent tuit cil qui sont bâtards et qui bien le sevent, par le connaissance de lor mere ou en autre manière, qu'il n'ont droit en nul descendement. Et s'il s'i metent porce que nul ne les debat, parce c'on n'en set pas la vérité, por ce ne demeure pas qu'il ne le tiengnent à tort et contre Dieu et el peril de lor ames. Et s'il voelent fere ce qu'il doivent selon Dieu, ils sont tenu au rendre a cex qu'ils sevent qui sont droit hoir et loial. »

tumier, d'après ces textes, que l'enfant naturel ne vient pas à la succession *ab intestat* de ses parents. Cette proposition serait trop absolue, car si elle n'est pas contredite en ce qui concerne la succession du père, il n'en est pas de même, pour celle de la mère naturelle.

Les deux textes que nous allons rapporter pour prouver que l'enfant naturel venait, d'après certaines coutumes, à la succession *ab intestat* de sa mère sont du XIII^e siècle.

C'est d'abord la coutume de Riquebourg-Saint-Vaast — concédée par une charte de 1239 — dont l'article 22 est ainsi conçu : « Ly enfant venu de songuant par-
« tirent à l'héritage de leur mère » (1).

C'est ensuite aux Assises de Jérusalem un texte qui, d'une façon formelle, appelle l'enfant naturel à la succession de sa mère, alors même qu'elle a des enfants légitimes : « il n'y a entre eux aucune différence puisque tous sont ses enfants » (2).

(1) Coutume de Riquebourg publiées par M. Bouthors dans le Recueil des Coutumiers d'Amiens, art. 22 p. 505.

(2) *Assises ee la Cour des Bourgeois*, ch. 60. (Edit. Beugnot p. 285.)

« Encore ce pourrait parler d'une autre manière de heirs à qui doivent escheir aucuns biens, des quels n'en ais onques oy parler, quant a ceste manière ; c'est assavoir, que les enfants d'une feme qui a plusieurs enfans, desqué les uns sont nés estant la feme mariée, qui sont appelés enfans leaus ; et les autres sont nés non estant ladite feme mariée, qui sont appelés bastards : Ce il pevent hériter as biens de lor dite mère, auci les uns coume les autres...

« Et dons porroit ici dire plainement, se me semble, que tous les enfans de la mère si pevent hériter à ces biens, et ceaus qui sont nés d'elle mariée ou non mariée. Et ci à grand achaizon et raizon en ce faire, celonc la droite vérité ; car tous les enfans, et les uns et les

Nous ne croyons pas que tel ait été le droit commun. Il se trouve plutôt relaté par les auteurs cités précédemment, d'après lesquels les enfants naturels seraient exclus sans distinction de la succession de leurs père et mère. Les raisons mêmes, par lesquelles ces auteurs expliquent l'exclusion, sont de nature à nous permettre de dire qu'elle était générale. L'influence de l'Église et celle du Droit romain s'étaient exercées sur la formation du droit en notre matière. Le Droit romain avait été écarté par le Droit canonique qui, lui, avait admis l'exclusion générale des enfants de la succession de leurs auteurs. La règle du Droit romain, qui permettait à l'enfant né hors mariage de venir à la succession de sa mère, ne pouvait pas être admise par une législation qui basait l'exclusion du bâtard de la succession paternelle, non sur l'incertitude de la paternité, mais sur l'indignité de l'enfant et sur la nécessité de faire subir une punition aux parents, dans la personne de leurs enfants. Les mêmes raisons existaient pour faire exclure les bâtards de la succession maternelle, et c'est ce qu'avait fait, nous l'avons vu, la législation de la période Carlovingienne.

Maintenant, l'influence de l'Église est moindre, le Droit romain n'est plus observé et la législation pourtant admet le même principe de l'exclusion complète. C'est que, une idée nouvelle s'est dégagée des règles déjà

autes, sont de son ventre yssus et en celle engendrés par home, sans différence nulle de la naturel heuvre yssant d'elle, et encores sott il de pluisours homes, à cui sont les enfans nés en mariage de pluisours homes, quant la feme a pris plus d'un baron. Et par cestuy aucement que tous sont par elle yssant d'elle en une manière, ne peut ni ne doit avoir nulle différence que tous ne soient ces enfans. »

reçues. Il a été admis, et cela vers le milieu du ^{xiii}e siècle que les successions ne pourraient être attribuées que sur le fondement de la parenté légitime, et qu'ainsi les bâtards, étant comme des étrangers, par rapport à leurs auteurs, ne pourraient rien recueillir d'eux *ab intestat*. Nous avons vu que tous les jurisconsultes, dont nous avons cité l'opinion, nous parlent de cette absence de lignage qui prive les bâtards de tous droits dans la succession de leurs auteurs. Et cette absence de lignage « *nec genus nec gentem habet* » faisait prononcer contre eux d'autres déchéances. C'est pour cette raison, nous dit Beaumanoir, qu'ils n'étaient pas admis aux *maladreries* (1). Et Beaumanoir lui-même formulait expressément ce principe que le bâtard n'avait pas de lignage. « Quar bastard, par notre coustume, n'a point de lignage » dit-il (2).

C'est donc sur le fondement de l'idée nouvelle que l'enfant naturel est privé de tout droit dans la succession, et il n'est pas, en définitive, comme on le voit, mieux traité par le Droit coutumier primitif qu'il ne l'était à la fin de l'époque franque. Exclu d'une façon générale de la succession *ab intestat* de ses parents, il n'est appelé qu'exceptionnellement à celle de sa mère par certaines coutumes.

*
* *

La situation subit-elle une modification en ce qui concerne les dispositions à titre gratuit, entre vifs ou testamentaires, qui peuvent être faites au bâtard?

(1) Beaumanoir. *Cout. de Beauvoisis*. LVI. 4

(2) Ibidem. LX. 8.

Nous avons trouvé, à la période précédente, deux formules contenant de véritables institutions d'héritier, faites au profit d'enfants naturels. Nous avons d'ailleurs remarqué que l'une d'elles ne permettait d'instituer le bâtard que s'il n'était pas en concours avec des enfants légitimes. C'est la règle admise de façon générale, sous le Droit coutumier primitif. L'enfant naturel continue à être traité en étranger, n'ayant aucun droit, mais ne subissant aucune incapacité; s'il ne peut recueillir tous les biens de ses parents en présence d'enfants légitimes, c'est que ceux-ci ne peuvent point être dépouillés. Mais en principe sa capacité de recevoir est entière. La coutume de Gand, concédée vers 1188, autorise les donations entre vifs faites à son profit, sans aucune restriction (1).

Nous trouvons, aux Assises de la Cour des Bourgeois, un texte très précis à ce sujet. Il est d'ailleurs d'un très grand intérêt, car il statue sur plusieurs espèces (2). Nous pouvons en conclure d'abord que toute disposition au profit des adultérins était interdite : « Si un homme tient une femme qui

(1) Pierre Oudegherft. *Annales de Flandre*, ch. 79.

(2) *Assises de la Cour des Bourgeois*, ch. 178. (Edit. Beugnot p. 119.)

« S'il avient que uns homs tient une feme qui n'a point de baron, en son hostel, ne il n'a point de feme, et gist oluy, et ont enfans, bien comande la raison, et l'assise que a ces enfans peut il bien laisser et en sa vie et à sa mort ces héritages et son aver par dreit, parce qu'il n'en ait autres enfans leaus, ou pere ou mere, ne le peut faire, c'il ne les veillent acueillir par leur bone volonté; mais s'il les ja accuillent au frerage bien pevent puis atant aver l'un frère comme l'autre, par dreit et par l'asise de Jérusalem. »

n'a point de baron et que lui n'ait pas de femme ». Aux seuls enfants issus de cette union, ce texte va permettre de donner ou de laisser, à titre gratuit. L'enfant naturel est né *ex soluto et soluta*, ses parents n'ayant ni enfants légitimes, ni père, ni mère, il peut recevoir tous les avantages « *en sa vie et à sa mort* », il est donc dans ce cas aussi capable que n'importe qui ; mais si le bâtard se trouve en présence d'enfants légitimes des père ou mère de ses auteurs, il ne peut recevoir quelque don ou legs que du consentement de ces héritiers légitimes. Cette nécessité de l'autorisation des héritiers légitimes est une trace de l'influence des lois barbares où était pratiqué la communauté des biens. On trouve, en effet, une disposition de ce genre dans la loi des Lombards (1).

Le Grand Coutumier de Normandie est aussi formel (2) : si un père laissant des *hoirs* fait à son enfant bâtard une donation entre vifs, s'il lui vend quelque chose de son héritage, ou qu'il le lui fasse tenir de quelque manière, c'est un acte nul qu'il accomplit, puisque ses héritiers pourront le faire déclarer tel après sa mort. De ce texte, nous tirons, par argument *a contrario*, que s'il n'y avait pas d'« *hoirs* » la donation ou l'acte quelconque de transfert de propriété serait valable.

(1) Loi des Lombards, liv. II, tit. VIII, §§ 5 et 6.

(2) *Grand Coutumier de Normandie*. Edit. de Gruchy, ch. 36, p. 112.
« L'on doibt sçavoir que aucun ne peut donner à son fils bastard aucune chose de son héritage, ne vendre ne engaiger ne mettre en aucune manière en sa main, que les hoirs ne puissent rappeler dedens l'an et jour que le père sera mort. Et se cil qui ainsi tient la chose le nye, et le plet est meu dedens l'an et le jour, il doibt estre terminé par l'enquetre du pays. »

Il semble, à la lecture de ces deux textes, que toute donation faite à un enfant bâtard, par l'un de ses auteurs ayant en même temps des enfants légitimes, doive être annulée complètement. Un texte que nous retrouvons dans Beaumanoir vient préciser la question d'une façon très satisfaisante (1).

L'enfant naturel venant seul, n'ayant pas en présence de lui des héritiers légitimes, peut recevoir comme un étranger. Il ne subit aucune déchéance. Tous les meubles et conquêts et le quint des propres peuvent lui être laissés valablement. Et s'il se trouve en présence d'enfants légitimes, le legs est validé dans les limites nécessaires, pour permettre à l'enfant naturel de garder ce qui lui est nécessaire pour sa subsistance.

Bouteiller, dans sa Somme Rurale, nous apprend aussi que l'enfant naturel peut être avantagé par ses père et mère, ainsi qu'un étranger.

*
* *

Nous ne trouvons aucune disposition précise obligeant les parents à nourrir leur enfant naturel. Pour-

(1) Beaumanoir, chap. XVIII, n° 20. (Edit. Beugnot, t. I, p. 290.)

« Voirs est que en testament pot bien li hons ou le feme laisser à ses enfans bâtards, por cause de pitié, aussi comme il ferait à estranges persones, c'est à savoir de lor muebles ou de lor conquès ou le quint de l'iretage. Ne porquant, se lis hons ou le feme qui a enfans bâtards et enfans loiax n'a fors muebles et conquès, noz ne noz acordons pas qu'ils puissent estre laissié as bâtards et nient as loiax hoirs. se li oir loial ne l'ont meffet vers le père ou vers la mère, si comme nos déismes el capitre qui de ce parole. Donc disons nous en tel cas, que le plus grans partie en doit estre laissié as hoirs loiax, et aucune

tant il y a dans la coutume d'Alais, accordée vers 1222, un article d'après lequel un homme, reconnu en justice être le père d'un bâtard, était tenu de la moitié des frais de nourriture de celui-ci, pendant trois ans.

Malgré l'absence de dispositions sur ce point, il nous est impossible d'admettre que, dès cette époque, l'enfant n'ait pas eu une créance alimentaire contre ses parents. L'influence du Droit canonique est trop profonde sur la formation du Droit, en notre matière, pour que les principes de l'Église aient pu ne pas être appliqués en ce qui concerne le droit des enfants naturels aux aliments. Bacquet écrivait plus tard (1) : « En France, *canonica humanitate*, les bastards peuvent demander aliments à leurs père et mère naturels ou à leurs héritiers, soit enfans légitimes qui leur succèdent, ou autres parents ».

Le droit de l'Église avait exercé son action d'une façon complète avant l'ordonnance de 1453, et pourtant nous ne trouvons pas mention de la dette alimentaire des parents naturels. Ce ne serait pas une raison suffisante de dire que cette dette n'existait pas. Nous trouverons en effet le principe, que les parents naturels sont tenus de nourrir leurs enfants, fixé dans toutes les coutumes lors de leur rédaction, ce qui semble

cause en doit on lessier as bastards pour lor soustenance. Mais se uns hons ou une feme n'a nul enfant loial, mais il a enfans bastards bien lor pot laisser ses muebles et ses conquès et le quint de son héritage, ou tout ou en partie ; mais s'il muert sans eus laisser aucune caze, il n'emporte rien ne que ferait uns estranges. »

(1) Bacquet, *Droit de Bâtardise*, chap. V.

prouver que déjà il existait dans la coutume non écrite.

La situation des enfants naturels est maintenant à peu près définitivement réglée, l'évolution de leurs droits est faite. Les bâtards ne changeront presque pas d'état avant la Révolution. L'étude de la période suivante nous conduira donc à constater encore l'application de la théorie d'après laquelle le bâtard, n'ayant pas de lignage, ne peut avoir de droit dans aucune succession autre que celle de ses enfants légitimes. Nous verrons même tirer de ce principe ses dernières conséquences. On restreindra le droit des bâtards de recevoir à titre gratuit, et cela dans le but de sanctionner leur incapacité de succéder.

Mais les enfants naturels pouvaient voir améliorer leur état, augmenter leurs droits par la légitimation. Nous n'avons pas à entrer dans le détail de cette institution qui reste en dehors du cadre de notre étude. Dès le moment, en effet, où l'enfant est légitimé, ce n'est plus comme enfant naturel qu'il vient à la succession de ses parents. Or, nous envisageons exclusivement le droit des enfants naturels.

CHAPITRE IV

DROITS SUCCESSORAUx DES BATARDS D'APRÈS LES COUTUMES RÉDIGÉES

La rédaction des coutumes ne crée pas un droit nouveau, elle ne fait que constater, que fixer le droit existant. C'est pourquoi nous trouverons, dans les textes officiels, les mêmes règles que les auteurs nous avaient indiquées quand ils s'occupaient des coutumes non encore écrites. Pourtant, la renaissance des études de Droit Romain a eu lieu, l'œuvre de Justinien est maintenant connue. Elle aurait pu faire donner aux enfants nés hors mariage un droit de succession *ab intestat*, de même qu'il leur en avait été accordé un dans le dernier état du Droit Romain. Mais la législation romaine reste sans influence sur le droit coutumier auquel les principes de l'Eglise avaient imprimé, en cette matière, une direction définitive, confirmée encore par l'idée nouvelle sur laquelle on se fondait pour exclure le bâtard. La famille est constituée, le mariage en est la base, et la parenté légitime, seule, pourra faire naître un droit de succession. Le bâtard n'ayant pas de parents, continuant à être considéré comme un étranger, vis-à-vis de ses auteurs, ne pourra avoir aucun droit à leur succession.

Le principe de l'exclusion de la succession *ab intestat* se maintient dans son intégrité. Quelques dérogations encore y sont apportées en ce qui concerne la mère ; nous y reviendrons après avoir examiné le droit commun.

Nous pouvons dire, en effet, que l'exclusion était le droit commun. Nous trouvons, dans d'Aguesseau (1), la liste des coutumes qui excluaient formellement les enfants naturels (2) ; et leurs dispositions devaient être étendues à celles qui étaient restées muettes sur cette matière. C'était tellement le droit commun que Loisel faisait de la règle de l'exclusion le sujet d'une de ses maximes : « Bâtards ne succèdent point » (3). Cette règle se conserva jusqu'à la fin de l'ancien régime. Pour justifier cette opinion, nous pouvons invoquer l'autorité de Jehan Bacquet (4). Les bâtards sont exclus

(1) D'Aguesseau, *Dissertation sur les Bâtards*, t. VII, p. 423.

(2) Ce sont celles de : Paris, art. 158 Melun, 297 et 301 ; Auxerre, 34 ; Sens, 31 ; Estampes, 128 ; Montfort, 106 ; Mantes, 175 ; Senlis, 172 ; Clermont, 153 ; Valois, 91 ; Calais, 135 ; de la Sale-de-l'Isle, 60, t. 2 ; d'Artois, 150 ; Nivernois, 22, c. 34 ; Bourgogne, 3, ch. 8 ; Cambray, 11, t. 12 ; Ponthieu, 17, t. 1 ; Bar, 73 ; Sedan, 197 ; Tournay, 3, t. 23 ; Arras, 31 ; Montargis, 5, ch. 15 ; Lisle, 13, t. 1 ; Normandie, 147 et 175 ; Blois, 146 ; Valensay, 15, ch. 3 ; Bourbonnais, 185 ; Auvergne, 10, ch. 12 ; Marche, 221, ch. 19 ; Poitou, 297 ; Angoumois, 96 ; Bretagne, 476.

(3) Loisel, *Inst. Cout.* liv. I, tit. I, règle 45.

(4) Jehan Bacquet, *Traité de Bâtardise*, œuvres II, p. 149.

« En quatrième lieu, les bâtards sont semblables aux Aubeins demeurant en France pour le regard des successions. Car tous, ainsi que les étrangers, ne succèdent en France à leurs pères, oncles ou autres parents. Aussi, en France, le bâtard ne succède ni à père, ni à mère, ni à aucun parent *omniaque successionum genera et jura ei adempta sunt*, comme incapables d'hériter et venir a succession, *cum nec genus, nec gentem habeat*, n'ait race, ne gent, ne ligné. »

Et plus loin :

« Et est observé en toute la France, que les bâtards ne succèdent ni à père, ni à mère, ni à frère, oncle, cousin, ni à aucun parent. »

de la succession de tous leurs parents, parce qu'en somme ils n'ont aucun parent ; l'idée dominante est donc bien, comme nous le voyons, que le bâtard ne peut succéder parce qu'il n'a pas de lignage ; et Bacquet nous dit que l'exclusion était l'usage générale du royaume. Brodeau pense de même et nous donne la notion de la sévérité des coutumes pour l'admission des enfants à la succession de leurs parents (1). Pour qu'un enfant puisse succéder *ab intestat* à ses auteurs, il lui faut être légitime ou légitimé d'une façon valable. Les lettres de légitimation qui, à l'époque précédente, mettaient le bâtard sur un pied d'égalité avec les enfants légitimes ne lui créent plus de droit de succession ; elles ne peuvent plus « donner aux bâtards » que le droit de porter le nom de leur père et de » porter les armes de sa maison avec une brisure de » gauche à droite ; mais elle ne donne pas le droit de » parenté légitime ni celui de succéder, à défaut de » parents légitimes ; les lettres de légitimation, avec » clause de succéder, ne sont plus d'usage » (2). On ne peut donc être héritier légitime que moyennant l'existence de conditions bien déterminées ; une ordonnance de Louis XIII, de 1639, vient encore, dans ses

(1) Brodeau. D. I. 21.

« *Moribus nostris* en tous les pays qui sont régis par coutumes, les bâtards sont incapables de succéder *ab intestat* et à père et à mère et autres parents, demeurant pour ce regard la disposition du Droit civil abrogée ; ce qui a été même jugé par les derniers arrêts à l'égard des bâtards légitimés, qui ne sont point admis aux successions *ab intestat* nonobstant la clause de leurs lettres de légitimation. »

(2) Pothier. *Traité des success.* ch. I, sect. II, § 6.

articles 5 et 6, déclarer incapables de succéder les enfants nés de mariages clandestins et ceux nés en concubinage dont le père n'a épousé la mère qu'au lit de mort (1).

Et enfin Pothier, aux derniers moments du Droit coutumier, vient confirmer que le principe de l'exclusion des enfants de la succession *ab intestat* est encore en vigueur : « Les bâtards jouissent de l'état civil de tous les citoyens, mais ils n'ont pas les droits de la famille » (2).

L'incapacité du bâtard de succéder, quoique de droit commun, n'était pourtant pas une règle partout suivie. Quelques coutumes, suivant les principes du Droit romain, avaient admis que, dans ses rapports avec sa mère, l'enfant naturel ne devait subir aucune déchéance, ne considérant pas, en cela, que l'absence

(1) Ordonnance de 1639.

« Art. 5. — Désirant pourvoir à l'abus qui commence à s'introduire dans notre royaume, par ceux qui tiennent leurs mariages secrets et cachés pendant leur vie, contre le respect qui est dû à un si grand sacrement, nous ordonnons que les majeurs contractent leurs mariages publiquement, et en face de l'église, avec les solemnités prescrites par l'ordonnance de Blois, et déclarons les enfants qui naîtront de ces mariages, que les parties ont tenus jusqu'ici, ou tiendront à l'avenir cachés pendant leur vie, qui ressentent plutôt la honte d'un concubinage, que la dignité d'un mariage, incapables de toutes successions, aussi bien que leur postérité. »

« Art. 6. — Nous voulons que la même peine ait lieu contre les enfans qui sont nés des femmes que les pères ont entretenues, et qu'ils épousent lorsqu'ils sont à l'extrémité de la vie : comme aussi contre les enfans procréés par ceux qui se marient après avoir été condamnés à mort, même par les sentences de nos juges rendus par défaut, si avant leur décès ils n'ont été remis au premier état, suivant les lois prescrites par nos Ordonnances. »

(2) Pothier. *Traité des personnes*, p. 413.

de parenté légitime, de lignage, fut la seule cause de l'exclusion du bâtard de la succession de ses auteurs. Mais, au contraire, la maternité étant un fait matériel, susceptible d'être constaté, d'être prouvé, ces coutumes avaient pensé que la bâtardise ne devait pas être une cause de déchéance contre l'enfant, dans ses rapports avec sa mère naturelle ; et alors les coutumes dont nous parlons lui laissaient la plénitude des droits que tout enfant peut avoir vis-à-vis de sa mère. Sans entrer encore maintenant dans la discussion de la question de savoir si le droit de ces coutumes mérite d'être approuvé ou critiqué par le jurisconsulte, constatons toutefois que la loi qui reconnaît aux enfants ayant une mère certaine quelques droits à sa succession est conforme au droit naturel.

Les diverses coutumes qui ont admis la règle que « nul n'est bâtard de par sa mère » lui ont donné une application plus ou moins large. Le principe, pourtant, s'il avait été appliqué d'une façon complète, aurait dû conduire à l'assimilation de tous les enfants issus d'une même mère. Quelques coutumes seulement admirèrent cette conséquence en décidant formellement, avec le Droit Romain, dont elles suivaient les principes, que les enfants naturels devaient venir à la succession *ab intestat* de leur mère, avec des droits égaux à ceux de leurs frères légitimes. Sur ces coutumes, nous l'avons dit, l'influence du Droit Romain est absolue ; elles ont rejeté complètement les principes nouveaux d'après lesquels la bâtardise, n'engendrant aucune

parenté, ne peut faire naître aucun droit de succession. Il est bien certain, en effet, que si ces coutumes avaient admis ce principe, elles n'auraient pas plus appelé les bâtards à la succession de leur mère qu'à celle de leur père.

La certitude de la paternité ne peut jamais exister en dehors du mariage. Parmi ces coutumes qui expriment la règle du concours des bâtards avec les enfants légitimes, nous pouvons citer celles de Valenciennes et de l'Aleu (1). Remarquons tout de suite que le Droit Romain, tandis qu'il exerçait cette influence décisive sur certaines coutumes du Nord, tombait en désuétude dans le Midi, où la règle de l'exclusion était seule admise ainsi que nous allons le prouver dans un prochain chapitre.

La coutume de Valenciennes, dont nous avons cité les articles, ainsi que celle de l'Aleu, appelaient-elles aussi le bâtard à la succession des parents maternels? Avec d'Aguesseau, nous admettons l'affirmative sur cette question et nous ne pouvons mieux faire pour justifier notre opinion que de rapporter le raisonnement de cet auteur :

« Puisque les coutumes de l'Aleu et de Valenciennes

(1) Coutume de Valenciennes.

« 121. — En succession maternelle, n'y a bâtards, tellement que les bâtards naturels tant seulement succèdent à leur mère aussi bien que autres enfants procréés en leal mariage. »

« 122. — Et si ledit bâtard étant seulement naturel décédé sans disposer de ses biens, ou délaisser enfant légitime et naturel, sa mère succède en ses biens et héritages et si sa mère était allée de vie à trépas, en ces cas succéderont les plus prochains héritiers du côté d'icelle tant seulement es biens venant de par icelle sa mère. »

« ne s'expliquent point en ce qui concerne la succession
« des parents maternels, cependant il est aisé de voir
« que leur esprit a été d'y appeler les enfants naturels,
« aussi bien qu'à la succession de leur mère. La coutume
« de Valenciennes ne permet pas d'en douter, puisque,
« dans l'art. 122, elle admet les parents maternels à la
« succession du bâtard. Or, les successions étant réci-
« proques, il s'ensuit nécessairement que les bâtards
« sont aussi appelés à la succession des parents mater-
« nels » (1).

Nous mettrons dans une deuxième classe les coutumes qui, tout en admettant les principes du Droit Romain, y ont apporté toutefois une restriction. L'enfant, comme en Droit Romain, aux termes de ces coutumes, a un droit de succession *ab intestat* par rapport à sa mère; il succédera même seul, excluant les parents autres que les descendants légitimes. Mais l'influence des autres principes se fait sentir quand nous voyons ces coutumes priver l'enfant naturel de tout droit dès qu'il vient en concours avec des enfants légitimes (2).

Nous ne trouvons aucune difficulté avec ces deux premiers groupes de coutumes, puisqu'elles résolvent formellement la question du concours des enfants naturels avec les légitimes. Mais quelles solutions adopter avec les coutumes de Saint-Omer, Saint-Omer en Ar-

(1) D'Aguesseau. *Loc. et op. cit.* p. 425.

(2) Coutume d'Aire.

« Art. 26 — Par la coutume de ladite ville et banlieue, tous bâtards succèdent après le trépas de leurs mères en leurs biens, meubles et immeubles, étant en ladite ville et banlieue, pourvu qu'elles ne aient aucuns enfants légitimes. »

tois, Théroanne, par exemple, qui ne s'expliquent pas sur les cas de concours? Il est très difficile, et nous le verrons, de formuler une opinion définitive. La coutume de Théroanne portant que « nul n'est bâtard de par sa mère » semble admettre l'assimilation complète; pourtant elle n'appelle pas le bâtard à la succession des parents maternels. On pourrait soutenir que la coutume de Saint-Omer en Artois admet toutes les conséquences du principe, puisqu'elle fait venir formellement l'enfant naturel à la succession de ses parents maternels. Aucun argument ne peut être tiré de la coutume de Saint-Omer. Toutes ces raisons n'ont pas une force définitive. Si l'on peut dire que l'admission de la règle « nul n'est bâtard de par sa mère » permet de croire à l'assimilation complète des bâtards aux légitimes, l'on peut dire en sens contraire que cette assimilation n'était pas complète, puisque la coutume de Théroanne ne donnait pas aux enfants nés hors mariage le droit qu'avaient les légitimes de venir recueillir la succession de leurs parents maternels. Et cette confusion d'arguments vient encore être augmentée par ce fait certain que des coutumes admettant la règle « nul n'est bâtard de par sa mère » excluaient les illégitimes s'ils devaient concourir avec des enfants nés en mariage. C'est Bouteiller qui nous le dit:

« Si sçaches qu'à la coutume de Flandre, de Cassel
« et de Thernois, nul n'est bâtard de par sa mère,
« et incertaine chose est du père, et emportent de par
« leur mère succession, voire quand la mère n'a nuls
« enfants vivants de loyal lit au jour de son trépas (1). »

(1) Bouteiller. *Somme Rurale*. Liv. I, ch. 95, *in fine*.

Pour notre part, sans formuler une opinion ferme, car nous ne voulons rien affirmer que nous ne puissions justifier par un texte, nous pensons qu'il ne faut pas adopter la même solution pour toutes les coutumes qui ne s'expliquent pas sur le cas de concours. Certaines, et pour nous, c'est la minorité, ont dû admettre l'assimilation complète, comme l'avait fait la coutume de Valenciennes. Les autres, au contraire, la plupart, comme la coutume d'Aire, subissant l'influence si grande du Droit canonique, n'ont dû adopter les principes du Droit Romain qu'avec le tempérament de l'exclusion du bâtard pour le cas de concours avec des enfants légitimes.

Telles étaient les règles admises par les coutumes qui estimaient que nul n'est bâtard de par mère. Une autre difficulté naît relativement à leur étendue d'application.

Les auteurs qui se sont décidés pour la non application de ces coutumes ont invoqué, à l'appui de leur opinion, les raisons mêmes en vertu desquelles les bâtards sont exclus de la succession de leurs parents. Rebuffe (1) considère que la règle d'après laquelle les enfants naturels ne peuvent pas succéder à leurs auteurs est, en quelque sorte, une règle d'ordre public, que son inobservation serait contraire aux bonnes mœurs, à la moralité, et que, pour cette raison

(1) Rebuffe. Sur l'art. 39 de l'Ord. de Louis XII de 1512, p. 383,

elle ne peut pas être levée par une coutume contraire ; Chopin (1), Maynard (2) sont du même sentiment.

Nous préférons admettre, avec Du Moulin (3), que ces coutumes, statuant expressément sur le cas de concours et appelant les bâtards à la succession de leur mère, devaient être suivies dans l'étendue de leur territoire. Et c'est aussi l'avis de Salvaing (4) ainsi que de Domat (5). Cette considération, que l'exclusion des enfants de la succession de leur mère est une règle d'ordre public, ne peut avoir de valeur que pour les coutumes qui l'admettent. Nous ne la trouvons exprimée nulle part et elle n'est écrite dans aucun acte ayant une force générale sur tout le Royaume. Il est donc certain que l'on ne peut pas admettre ce motif d'ordre public pour écarter l'application de règles coutumières expressément formulées.

Citons, avant de terminer cette discussion, l'avis de d'Aguesseau. Pour lui : « dans cette diversité d'opinions, il semble que ce soit l'usage seul qui doive « déterminer ; il faut donc s'informer de cet usage ». D'Aguesseau (6) est, au fond, du même avis que Du Moulin. Il recommande de s'enquérir de l'usage ; mais

(1) Chopin. *Traité du Domaine*, liv. I, ch. 10, n° 40.

(2) Maynard, liv. 9, ch. 34.

(3) Du Moulin. Note sur l'art. 1^{er} de la Coutume de Saint-Omer.

(4) Salvaing. *Traité des fiefs*, ch. 56 et 66.

(5) Domat. *Titre des héritiers*, sect. 2, n° 8.

(6) D'Aguesseau. *Loc. et op. cit.*

cela est inutile puisque, déjà, cet usage est constant par le seul fait qu'il est constaté dans la coutume.

*
* *

Si la situation de l'enfant naturel n'a presque pas subi de modifications au point de vue des successions *ab intestat*, il n'en est plus de même en ce qui concerne sa capacité de recevoir, à titre gratuit, de ses parents. Le droit coutumier, tel que nous l'avons analysé, à la période précédente, n'avait pas décidé que les bâtards seraient incapables de recueillir des dons gratuits de leurs auteurs. Les coutumes, si elles avaient continué à subir, dans leur développement, l'action du Droit canonique, seraient nécessairement, par l'effet de ses principes, arrivées à interdire aux parents de faire à leurs enfants naturels les mêmes avantages qu'ils pouvaient procurer à des étrangers. N'oublions pas, en effet, que l'Eglise, partie de cette idée que le mariage étant la seule union honnête et permise toute autre conjonction est défendue et doit être punie, avait décidé de châtier les parents naturels dans la personne de leurs enfants, en déclarant ceux-ci incapables de venir à la succession de leurs auteurs. Si, par le moyen de donations et de testaments, l'enfant naturel pouvait recueillir les mêmes avantages reconnus de plein droit aux descendants légitimes, toute sanction de la faute disparaissait, la tâche du bâtard ne devenait plus, pour lui, une cause d'infériorité. Quand les coutumes autorisaient l'enfant né hors mariage à être avantagé sans restriction, elles étaient encore dans une période d'évo-

lution où les principes mêmes qu'elles avaient adoptés n'avaient pas encore donné toutes les conséquences dont ils étaient susceptibles.

Il est assez curieux de constater que l'influence de l'Eglise ayant cessé, les mêmes résultats auxquels devait conduire l'application de ses principes se soient produites. Nous avons vu déjà que l'idée ancienne de la punition à infliger aux parents naturels dans la personne de leurs enfants n'était plus la raison d'être de l'exclusion des bâtards de la succession *ab intestat* de leurs auteurs. Une idée nouvelle, l'absence de lignage, avait fait assimiler les bâtards à des étrangers vis-à-vis de leurs père et mère et avait fait décider qu'ils n'auraient aucun droit dans leur succession. C'est la nécessité de sanctionner cette incapacité de succéder, qui fit admettre la règle nouvelle de l'incapacité des bâtards de recevoir à titre gratuit. Sous l'influence de ce principe nouveau, nous constatons une transformation complète dans les coutumes rédigées qui admettent des règles toutes différentes de celles que nous avons rencontrées jusqu'ici.

Cette raison que nous donnons de l'incapacité des bâtards de recevoir à titre gratuit de leurs auteurs est celle qu'indiquent les auteurs du Nouveau Denizart. « Cette incapacité, y est-il dit, est prononcée pour assurer l'exécution de la loi qui rejette les bâtards de la succession et qui serait inutile, si les pères pouvaient éluder en faisant des dispositions universelles en leur faveur » (1).

(1) *Nouveau Denizart*. Bastard n° 6. § 4.

Pour certains jurisconsultes, il n'y aurait pas contradiction entre la possibilité pour les père et mère de disposer à titre gratuit en faveur de leurs enfants naturels et l'incapacité dont sont frappés ces enfants de venir à la succession *ab intestat* de leurs auteurs. Ils tirent argument de ce qu'il avait été admis dans l'ancien droit coutumier et qu'il est encore reconnu aujourd'hui que les enfants naturels, privés de tout droit dans la succession des parents de leurs auteurs, restent pourtant capables de recevoir d'eux comme les étrangers ordinaires.

Ces arguments ne peuvent s'appliquer à notre situation, car la législation, en déclarant les enfants naturels incapables de succéder à leurs auteurs, a voulu faire respecter l'ordre social, et sa prohibition serait inefficace si elle pouvait être tournée par le moyen de dispositions à titre gratuit. Il importait donc de les interdire. Si au contraire elles n'ont pas été défendues aux parents des père et mère du bâtard, c'est qu'on n'avait pas les mêmes raisons de se défier des entraînements de leur affection, ces entraînements étant très naturels de la part des auteurs immédiats de l'enfant naturel.

Les coutumes n'ont pas toutes admis les mêmes règles, en ce qui concerne cette incapacité du bâtard de recueillir des libéralités de ses parents. Elles ont adopté d'une façon plus ou moins stricte la règle de l'incapacité. La sévérité sera plus grande encore dans la suite, mais nous remarquerons que les coutumes rédigées interdiront surtout les dispositions à titre universel,

celles à titre particulier restant toujours permises, sauf en ce qui concernait les *avoltres*.

Si leur tendance générale est la sévérité, leurs moyens d'y arriver sont bien différents. Les unes, comme les coutumes d'Anjou (art. 345) (1), du Maine (art. 357), de Melun (art. 297) (2), permettent les dispositions par donations entre vifs, en interdisant les dispositions testamentaires à peine de nullité. Si les père et mère des bâtards leur laissaient des biens par testament, la disposition était sans valeur et le bâtard ne pouvait en recevoir qu'une partie à titre de donation d'aliments. Nous formulons cette conclusion avec Dupineau, le commentateur de la coutume d'Anjou, qui nous dit sur cet article 345 :

« Cessant la donation suivant la forme définie par cet article, on peut laisser des aliments à tous bâtards que ce soit, parce que l'éducation des enfants est de droit naturel. Bien plus, si on ne leur a pas laissé des aliments, ils leur sont donnés par office du juge. D'où vient que si la donation faite aux bâtards n'est pas valable de droit, elle doit être confirmée jusqu'à la concurrence de leurs aliments. »

(1) Coutume d'Anjou. Art. 345.

« Homme ou femme, soit noble, soit coutumier, ne peut donner à son enfant bastard ou bastarde, aucun de ses biens ou chouses par testament ne autrement, si du vivant et santé dudit donneur, ne lui en est baillé possession, réelle et actuelle, et qu'il en jouisse dès lors. »

(2) Melun, art. 297. — Le bâtard n'est capable de succéder à ses père et mère ou autres parents, sinon qu'il ait été légitimé ; mais peut bien recevoir don d'eux fait entre vifs, pourvu que le donnant se désaisisse, par tradition actuelle, ou par acte équipollent à icelle, comme rétention d'usufruit, constitut, précaire et autres semblables.

Voilà pour la forme ; des différences existent aussi au point de vue de l'étendue de l'incapacité. Remarquons, dès maintenant, et nous y reviendrons, que les enfants naturels en concours avec des légitimes n'avaient jamais droit qu'à des aliments. Nous ne parlerons donc, pour l'instant, que des enfants naturels qui venaient seuls. Certaines coutumes, celle du Poitou par exemple, n'autorisaient en leur faveur que des dispositions alimentaires (1) ; d'autres, comme celle de Melun, faisant au bâtard, par rapport à ses père et mère, un sort plus favorable, prohibaient seulement les donations « immodérées et immenses » (2) ; mais cette coutume de Melun était à peu près seule à étendre cette règle aux autres parents, et elle ne s'appliquait pas, sur ce point, hors de son territoire. D'autres encore fixaient d'une manière plus formelle ce que le père naturel pouvait donner à ses enfants. Ce sont les deux coutumes de Bretagne et de Normandie qui autorisent, celle-ci la donation de sommes mobilières, la première, la seule constitution d'un usufruit à titre d'aliments (3). C'est encore la coutume de la Marche qui autorise la mère naturelle à donner à son enfant « pour

(1) Coutume du Poitou, art. 297.

« Les bâtards ne succèdent à père ne à mère, toutefois le père et la mère pour les alimenter, nourrir et entretenir selon leur état, leur peuvent faire donation. »

(2) Coutume de Melun, art. 298.

Aussi peut le bâtard recevoir don et legs testamentaires, de ses dits père et mère et autres parents, ainsi que personne étrange, pourvu que ledit don, ne soit immodéré et immense.

(3) Coutume de Bretagne, art. 476. — Coutume de Normandie art. 447.

« le nourrir et alimenter »... « la tierce partie de tous ses biens par testament » (1).

Une exception pourtant, à cette sévérité très grande, était admise par la plupart des coutumes, en ce qui concernait les donations faites par contrat de mariage. Le mariage, en effet, permettait d'élargir le droit de recevoir des enfants naturels. Citons seulement, comme exemple, le texte de la coutume d'Auvergne (2).

On admettait encore, exceptionnellement, que le père naturel pouvait faire son bâtard son héritier *déficientibus omnibus hæredibus, ad excludendum fiscum* (3).

Loisel résume, dans une de ses règles, l'état de la coutume. « Maître Martin Doublé tenait que bâtards ne » pouvaient recevoir legs de père ni de mère, ce qui » se doit entendre de legs excédans leur nourriture » (4). Hátons-nous de dire que la formule de Loisel est bien trop stricte, les dispositions des coutumes que nous avons rapportées en sont la preuve. Si, la coutume du Poitou n'autorise que les dispositions ayant un caractère alimentaire, les autres accordent un droit de disposition un peu plus étendu.

(1) Coutume de la Marche, art. 221.

« Bâtard ne succède point à père n'a mère; néanmoins si la mère » pour le nourrir et alimenter, lui fait donation dans les termes de » la Coutume (qui est de la tierce partie de tous ses biens par testament) telle donation est bonne et valable. »

(2) Auvergne, chap. 14, art. 47.

« En faveur du contrat de mariage, l'on peut faire toutes donations et dispositions par convenance de succéder ou autrement, au profit de son bâtard, contractant mariage, *dempta legitima liberis.* »

(3) Brodeau. *Nouvelles Remarques*. D. I.

(4) Loisel. *Inst. Cout.* Liv. I, l. I, règle 43.

Nous pouvons d'autant plus dire que la formule de Loisel n'est pas exacte, que la jurisprudence était en sens contraire des dispositions de la coutume. Alors que depuis la fin du ^{xv}^e siècle les coutumes rédigées formulaient la règle de l'incapacité des bâtards de recevoir de leurs auteurs à titre universel, la jurisprudence continuait à autoriser les dispositions de ce genre au profit des enfants naturels, jusque vers le milieu du ^{xvii}^e siècle.

Charondas le Caron, dans ses notes sur le Grand Coutumier de Normandie, nous cite des arrêts dans lesquels s'affirmait cette jurisprudence.

« Les bâtards sont incapables de succéder, comme souvent a été jugé par arrêt de la Cour, et entre autres du 7 septembre 1584 ; toutefois, ils sont capables de donations et lais, comme témoigne Bouteillier en la *Somme rurale*, encore qu'ils aient été faits par le père ou la mère, comme a été jugé par arrêts du 14 avril 1579, à la prononciation de Pâques 1584 et autres, ce qu'il faut limiter pour le regard des bâtards des Prêtres, dont j'ai, d'ailleurs, traité plus amplement. »

La seule restriction qui était apportée à ce principe atteignait les enfants adultérins et incestueux, ainsi qu'il ressort d'un arrêt rapporté par Brodeau (1).

« Par nos mœurs et nos usages, les bâtards, autres qu'adultérins et incestueux, sont capables, comme les personnes étrangères, de toutes sortes de donations et dispositions faites aux termes des coutumes, même

(1) Brodeau D. I, §§ 23 et 24.

d'une donation entre vifs universelle de tous biens, sans rien réserver. Jugé en la coutume d'Auxerre par arrêt du 27 mars 1584. »

Nous trouvons, au même recueil, un arrêt du 26 mars 1557 qui réduit aux aliments un legs excessif fait par un prêtre à ses bâtards : « la Cour montra bien qu'elle faisait une différence entre les bâtards et les *spurijs presbyterorum* qui sont incapables de donations d'héritage en propriété ». Nous pouvons conclure encore de cet arrêt, par argument *a contrario*, que les bâtards ordinaires sont capables de bénéficier des dispositions universelles faites à leur profit. Nous allons rapporter une dernière attestation de la fixité de la jurisprudence que nous trouvons dans l'ouvrage d'Henrys (1).

« Pour ce qui est de la jurisprudence, les arrêts avaient toujours confirmé les donations universelles faites aux enfants naturels par leurs parents, quand il n'y avait pas d'enfants légitimes, suivant les arrêts rapportés par Anne Robert, liv. 2., chap. 14., etc..

« Mais depuis environ quatre-vingts ans, l'on prétend que la jurisprudence a changé et qu'il faut distinguer entre les donations universelles et les particulières ; les premières sont interdites et les secondes permises. »

Le moment auquel fait allusion ce passage est le milieu du *xvii^e* siècle. La jurisprudence, en admettant que les bâtards ne pouvaient pas être, par rapport à leurs auteurs, de pire condition que des étrangers, se trou-

(1) Observations sur la X^e question d'Henrys Liv. VI, ch. 3.

vait en opposition avec les décisions de la coutume. La pratique appliquait les anciens principes alors que ces principes avaient été abrogés. Cette contradiction ne pouvait pas se perpétuer. Au milieu du ^{xvii}^e siècle, les parlements adoptèrent le système des coutumes; ils ne le firent pas tout d'abord d'une façon définitive. On trouve, sur notre espèce, au début, des arrêts absolument en opposition les uns avec les autres.

« Le 26 mai 1656, il a été jugé qu'il n'est pas permis, « sous forme de legs d'une grosse somme de deniers, « de faire, en effet, son bâtard son héritier, et la Cour, « en déclarant le legs bon et valable, le réduisit à une « somme une fois payée » (1).

Peu de temps après, un arrêt déroge à la théorie qui ne faisait que d'être posée. C'est Brodeau encore qui nous apprend que, le 19 mai 1663, « il est jugé qu'un legs de six cent mille livres, fait à un bâtard, a été déclaré bon et valable, et ordonné que la somme de trente mille livres serait prise sur ce legs pour être appliquée à l'hôpital général ». Cet arrêt est le dernier qui reconnaît encore au bâtard le droit de recevoir autre chose que des legs modiques. En s'appuyant sur un arrêt du 28 mai 1709, Henrys nous dit (2) :

« La jurisprudence est, à présent, certaine que les bâtards, indistinctement, ne peuvent recevoir de leurs ascendants que des legs modiques ou d'aliments, à cause de l'honnêteté publique. »

Au Nouveau Denizart, nous trouvons la même con-

(1) Brodeau D. I, 37 et 38.

(2) Henrys. *Op. et loc. cit.*

clusion, formulée en termes aussi énergiques : « Aujourd'hui on ne souffre plus que des enfants naturels reçoivent de leurs pères et mères des dispositions universelles » (1). En ce sens, encore deux arrêts des 14 septembre 1746 et 19 avril 1755 (2).

La jurisprudence est devenue si sévère qu'elle renchérit même sur les dispositions de la coutume ; elle prive le bâtard du droit de recevoir des parents de ses auteurs. Merlin nous rapporte un arrêt par lequel le Parlement de Paris annule un legs fait à un enfant naturel par son aïeul (3). Et Pothier nous apprend que la jurisprudence, pour sanctionner l'incapacité du bâtard de recevoir à titre gratuit, avait considéré ses enfants comme des personnes interposées et ne pouvant ainsi rien recevoir des auteurs de leurs père et mère.

« Nous ne pourrions pas plus laisser aux enfants de » notre bâtard, quoique issus de son légitime mariage, » que nous ne pourrions laisser à notre bâtard » (4).

Cette jurisprudence si sévère se généralisa d'une façon rapide. Merlin nous dit pourtant qu'elle s'établit difficilement en Flandre. En 1693 encore, « on admettait, en Flandre, comme on l'avait fait longtemps en France, que les bâtards pouvaient être » institués, par leurs père et mère, légataires universels, » et, à ce titre, recueillir tout ce que ceux-ci laissaient » de biens libres. Arrêt du Parlement de Flandre du 16

(1) *Nouveau Denizart*. Bâtard, n° 6, § 4.

(2) Merlin. *Répertoire*. Bâtards, sect. I, n° 3.

(3) Merlin. *Op. et loc. cit.* sect. I, n° 4.

(4) Pothier. *Traité des personnes et des choses*, n° 116.

» juillet 1693, qui adopte cette opinion fondée, d'ailleurs,
» sur les textes les plus précis du Droit Romain.

« Le premier arrêt qui a porté atteinte à cette juris-
» prudence a été rendu le 14 septembre 1746 » (1).

Et à partir de ce moment, l'incapacité de recevoir autre chose que des dons modiques devient la règle invariablement suivie. L'exception même que les coutumes rédigées avaient faite pour les donations à cause de mariage est supprimée. « La nouvelle jurisprudence, » nous dit Brodeau, étant fondée sur l'honnêteté publique, doit avoir lieu, même dans les coutumes qui » admettaient la validité des donations faites aux » bâtards, par contrat de mariage, par leurs père et » mère, nonobstant leurs dispositions ; de même en » pays de droit écrit » (2).

Et pour finir sur cette matière des libéralités qu'il est permis aux parents naturels de faire à leurs enfants, pour résumer l'état de la doctrine et de la jurisprudence à la fin de l'ancien régime, à la veille de la Révolution, nous ne pouvons mieux faire que de rapporter l'opinion de Pothier :

« Les enfants bâtards sont incapables de legs universels de leurs père et mère ; mais il est permis de leur faire des legs particuliers, même d'héritages. Si, néanmoins, ils étaient excessifs et absorbaient la plus grande partie du bien du testateur, ils seraient réductibles *arbitrio judicis*... Les bâtards adultérins ou incestueux étant beaucoup plus défavorables que les simples

(1) Merlin. *Répertoire. Bâtards*, sect. I, n° 3.

(2) Brodeau. *Nouvelles remarques. D. I.*

bâtards ne sont capables de recueillir aucun don et legs de leurs père et mère, si ce n'est de simples aliments » (1).

« Cette prohibition, nous dit Brodeau, de donner aux « bâtards adultérins autre chose que des aliments et rien « du tout en fonds et propriété, a lieu même en ce qui « est laissé obliquement à titre de substitution, ainsi « qu'il est dit en l'arrêt donné en Chambre de l'Edit le « 16 Janvier 1630 » (2).

*
*
*

Mais les bâtards, privés du droit de succéder, et ainsi mis au même rang que des étrangers, dépouillés de la capacité de recevoir à titre gratuit, avaient toujours le droit de demander à leurs parents ce qu'il leur fallait pour vivre. C'était la seule compensation que leur avait accordée le Droit canonique. L'Eglise en effet avait, dès les premiers temps, ainsi que nous l'avons vu, exercé sur ce point une salutaire influence. C'est elle qui la première avait décidé que les parents, quelque pût être la qualité et la condition des enfants, avaient toujours, dans tous les cas, un devoir impérieux : celui de les faire vivre. Et les auteurs sont d'accord pour reconnaître que c'est sous l'influence de l'Eglise qu'un droit aux aliments a été reconnu aux bâtards contre leurs parents. « En « France, nous dit Bacquet (3), *canonica humanitate*, les « bâtards peuvent demander aliments à leurs pères et

(1) Pothier. *Op. et loc. cit.*

(2) Brodeau, D, I, 27.

(3) Bacquet. *Droit de Bâtardise*, ch. 5.

« mères naturels ou à leurs héritiers : soit enfants légitimes qui leur succèdent, ou autres parents : *et hoc verum cujuscumque fuerint filii naturales, sive nati ex soluto et soluta, sive spurii, sive adulterini, ut notatur in dicto cap. cum haberet.*

« Adeo que les filles naturelles *poterunt petere dotem* et contraindre le père naturel qui les a reconnues et avouées, leur donner quelque somme de deniers pour aider à les marier... Mais tout cela est arbitraire, selon la qualité des personnes et quantité de leurs biens ».

L'existence d'une dette alimentaire au profit des bâtards était reconnue par la plupart des coutumes d'une manière expresse. « Si aucun avait enfants bâtards jeunes et non puissants d'eux pour user de leur corps, ils doivent être pourvus sur les biens de leurs pères ou de leurs mères » (1). Et il était admis que les coutumes où ne se trouvait aucune disposition à cet égard devaient suivre les règles de celles qui chargeaient les parents naturels d'une obligation alimentaire (2). Et qui plus est, cette extension doit avoir lieu même aux coutumes où se trouvaient des dispositions contraires. Certaines d'entre elles admettaient en effet « que le bâtard, depuis qu'il est né, doit être entendu hors de pain » ; c'était ne lui reconnaître aucun droit, pas même un droit aux aliments. Mais ces coutumes étaient en opposition avec la jurisprudence, qui appliqua toujours la maxime : « Qui fait l'enfant doit le nourrir. » Loisel nous indique ces décisions des coutumes et de la jurisprudence dans une

(1) Coutume de Bretagne, art. 478.

(2) Brodeau. *sur Louet*, Let. A, sect 4.

de ses règles qui prouve non seulement que la plupart des coutumes accordaient aux bâtards des aliments, mais encore qu'ils en obtenaient dans celles mêmes qui leur en refusaient (1).

Et cette règle ne se démentit jamais jusqu'à la fin de l'ancien régime. Brodeau nous dit « qu'il est reçu et approuvé, en France, par une coutume générale que les aliments sont dûs aux bâtards de quelque condition qu'ils soient. Qui fait l'enfant doit le nourrir. Et cela a été jugé par plusieurs arrêts » (2).

L'obligation alimentaire incombait, en principe, aux deux parents ; mais il avait toujours été admis que c'était le père d'abord qui devait être recherché pour la remplir, que la mère n'en était tenue qu'à son défaut. C'est cette théorie que consacre l'art. 478 de la coutume de Bretagne que nous avons citée : « ... Ils pourront être pourvus sur les biens de leur père ou mère ». C'est le mot *ou* qui est employé, non la conjonction *et*, ce qui indique bien que la mère, citée la dernière, n'est tenue qu'à défaut du père. Mais la jurisprudence changea dans les premières années du XVIII^e siècle. D'Aguesseau, en constatant la nouvelle jurisprudence, nous confirme qu'antérieurement la mère n'était jamais tenue qu'à défaut du père. « Depuis quelques années, dit-il, la jurisprudence a changé, et j'ai vu juger que lorsque la mère était majeure, aussi bien que le père, l'obli-

(1) Loisel. *Ins. Cout.* Liv. I, t. I, Règle 41.

« Quelques coutumes disent qu'un bâtard, depuis qu'il est né, est entendu hors de pain ; mais l'on juge que, qui fait l'enfant, le doit nourrir. »

(2) Brodeau. *Recueil d'Arrêts.* Let. D. nombre 1, § 19.

« gation de nourrir le bâtard était égale, et qu'ils
« devaient, l'un et l'autre, y être condamnés conjointe-
« ment, et la Cour a suivi, en cela, le sentiment de
« Pothier sur l'art. 187 de la coutume de Bour-
« bonnais » (1).

A défaut des père et mère, les autres ascendants ne pouvaient être contraints de fournir des aliments au bâtard. La Tournelle de Paris le jugea par arrêt du 27 avril 1614 (2).

Quelle était l'étendue de l'obligation du parent tenu de la pension alimentaire ? Cela devait être estimé, ainsi que le dit Bacquet, » selon la qualité des personnes et quantité de leurs biens ». D'après la Thaumassière (3), la dette des parents n'était jamais que du strict nécessaire. Nous estimons pourtant que la fixation de la pension était toujours laissée à l'appréciation du juge qui avait même le droit de forcer le père à faire apprendre un métier à ses bâtards. Certaines règles, toutefois, devaient déterminer la décision du juge, qui n'était pas absolument souverain. Nous trouvons l'une de ces règles consacrée dans un arrêt de Paris, du 18 juin 1707 : « Il est de l'intérêt de la République que les enfants soient élevés selon la condition et les biens des pères ». Et l'arrêt « condamne l'intimé (le père) à faire apprendre à ses bâtards un métier honorable, si mieux il n'aime leur donner à chacun une pension alimentaire de deux cents

(1) Daguesseau. *Dissert. sur les bâtards*, p. 436.

(2) Brodeau. D. I, n° 20.

(3) Sur l'art. 30 de la *Coutume du Berry*.

livres par an » (1). Le juge était donc à peu près tout puissant pour déterminer la pension ; devant prendre pourtant en considération le besoin du réclamant et la fortune des parents poursuivis. Notons toutefois que, sous l'influence du Droit canonique, les filles pouvaient réclamer, à titre d'aliments, une constitution de dot de leurs père et mère.

..

Nous pouvons dire qu'en pays coutumier, à la fin de l'ancien régime, la situation de l'enfant naturel était très mauvaise, puisque son incapacité de succéder à ses auteurs était sanctionnée par la prohibition qui leur était faite de lui donner à titre gratuit. Il est certain qu'une société ne peut être fortement constituée que si la famille est bien organisée. Mais la coutume et la jurisprudence avaient exagéré les mesures qu'il est certes nécessaire de prendre en faveur de la famille légitime : l'exclusion des enfants nés hors mariage, de la succession de leurs auteurs, par les collatéraux ordinaires ou par le fisc, était profondément injuste ; de même que leur incapacité de recevoir, à titre gratuit, de leurs auteurs autre chose que des aliments. Il n'est pas admissible que l'enfant naturel puisse être réduit à une simple créance alimentaire, alors que ses auteurs laissent une fortune

(1) Augeard. *Recueil d'arrêts notables*, t. II, p. 26.

considérable. Cette seule compensation de l'exclusion n'était certainement pas suffisante. La législation que nous venons d'analyser était trop contraire aux instincts mêmes de l'homme pour ne pas provoquer une réaction violente. Elle se produisit sous la Révolution ; nous l'étudierons dans un prochain chapitre.

CHAPITRE V

DROITS SUCCESSORAUx DES ENFANTS NATURELS DANS LES PAYS DE DROIT ÉCRIT

Tandis que dans le Nord de la Gaule le Droit Romain n'eut qu'une application restreinte, la population gallo-romaine y étant assez clairsemée, dans le Midi, où elle était plus dense, le Bréviaire d'Alaric conserva son autorité jusqu'au x^e siècle, et, par lui, le droit du Code Théodosien, qu'il avait adopté.

Nous avons indiqué que le Code Théodosien contenait, au point de vue du droit des enfants naturels, les règles posées par les Empereurs Valentinien, Valens et Gratien. Nous n'avons donc pas à insister sur cette période. Le bâtard est un étranger dans la succession *ab intestat* de son père, il subit même une incapacité dans sa succession testamentaire.

Le Bréviaire d'Alaric garde, jusqu'au x^e siècle, la valeur d'un texte officiel pour ceux à qui il s'applique. Le droit de Justinien n'a pas encore pénétré en France et n'y pénétrera réellement qu'à la fin du xii^e siècle.

Mais dans le Midi, comme dans le Nord, l'Eglise exerce son influence sur la législation. Le Droit Romain lui donnait satisfaction au point de vue des rapports du

bâtard avec son père, puisque l'enfant naturel ne venait jamais à la succession *ab intestat* de son auteur. Elle approuvait ce principe, qui sous son influence avait acquis une telle puissance, que, même après la divulgation du droit de Justinien en France, nous ne trouvons, dans aucun acte, la preuve que l'enfant naturel, ailleurs qu'en Dauphiné, ait pu jamais venir à la succession *ab intestat* de son père.

Disons, toutefois, qu'à titre exceptionnel, les bâtards de Raymond de Montauban avaient obtenu, en 1404, par une Ordonnance de Charles VI, le droit de succéder, en concours égal avec les enfants légitimes, aux biens de leur père (1).

Au point de vue des dispositions à titre gratuit, la situation de l'enfant naturel fut toujours très désavantageuse dans le pays de droit écrit. A un moment, dans les pays de coutume, le bâtard avait eu une pleine capacité de recevoir, mais il n'en fut jamais de même dans le Midi.

Les restrictions que le Droit Romain avait apportées à la capacité des bâtards de recevoir à titre gratuit de leur père y étaient suivies. Nous avons vu déjà que, avant Justinien, l'enfant naturel ne pouvait recueillir de son père qu'un douzième ou un quart de ses biens, selon la qualité des parents avec qui il venait en concours; que Justinien augmenta un peu sa capacité de recevoir et lui accorda un droit dans la succession de son père. Mais, nous l'avons dit, c'est le Bréviaire d'Alaric qui fut observé jusqu'au xii^e siècle.

(1) Ord. des Rois de France. t. IX, p. 37.

A partir du ^{xiii}^e siècle, la même idée qui dans le Nord continua à faire exclure les enfants naturels de la succession de leur père s'introduisit aussi dans les pays de droit écrit. Là comme en provinces coutumières la parenté légitime est considérée comme pouvant seule engendrer le droit de succession, et comme le bâtard n'a *nec genus, nec gentem*, il est étranger en ce qui concerne la succession paternelle. De plus, comme dans le Nord, la nécessité d'une sanction à cette incapacité de succéder avait fait admettre l'interdiction de laisser aux bâtards des legs considérables. C'est ce que nous dit Olive à la fin du ^{xvii}^e siècle (1).

« La coutume de France, aspre ennemie du vice et soigneuse gardienne des bonnes mœurs, détestant non seulement les accouplemens vagues et impudiques mais réprouvant encore le concubinage, que Constantin avait déjà condamné de son temps, déclare toute sorte de bastards incapables des successions testamentaires et légitimes de leurs pères et mères ; sauf le pouvoir de recueillir le fruit de quelque lais modéré pour le soutien de leur vie. Et c'est un droit inviolablement observé dans nos jugemens. »

Et Olive nous apprend, en même temps, que le Parlement de Toulouse, quoique religieux observateur du Droit Romain, ne donnait au bâtard aucun droit de succession par rapport à sa mère et prononçait contre lui l'incapacité de recevoir des dispositions considérables. A la fin du ^{xvii}^e siècle, c'était certes une règle géné-

(1) Olive. *Arrêts notables du Parlement de Toulouse*. Ch. XXIV

ralement admise en pays du droit écrit. Il est certain pourtant que, pendant très longtemps, le bâtard avait été l'héritier de sa mère suivant les règles du Droit Romain. Mais, sous l'influence des principes de l'Église que Olive constate encore à la fin du ^{xvii}^e siècle, et sous l'action de cette règle que les bâtards n'ayant pas de lignage ne peuvent succéder, on les avait aussi privés de la succession de leur mère, dans le Midi comme dans la plupart des coutumes du Nord. Les auteurs constatent unanimement cette règle de la législation à son dernier état (1). Pourtant une exception avait été faite pour le cas où le bâtard devait concourir avec le fisc : dans ce cas exceptionnel, la succession de sa mère lui était attribuée (2). Et nous retrouvons encore dans Henrys l'attestation que la règle, d'après laquelle le bâtard était exclu de la succession de sa mère, avait été reçue par tous les Parlements des pays de droit écrit, et il cite ceux d'Aix et de Bordeaux comme exemples, le Droit Romain y étant plus qu'ailleurs strictement observé (3).

Remarquons encore que la règle Romaine, en disparaissant tout à fait dans le Midi, avait persisté dans certaines coutumes du Nord que nous avons citées déjà et aux termes desquelles le bâtard succédait à sa mère.

Et nous avons vu déjà aussi, par le passage d'Olive

(1) Imbert. *Enchiridion*, titre : Si l'on peut donner ou léguer à un bâtard. — Maynard. Liv. 5, ch. 30, liv. 8, ch. 49. — Boniface. *Arrêts rapportés par...* t. III, liv. I, tit. 23 et 1.

(2) Albert. *Recueil d'Arrêts du Parlement de Toulouse*, mot. Bastard, art. 2.

(3) Henrys. Liv. 6, ch. 3, quest. 9.

rapporté plus haut, que les dispositions considérables au profit des bâtards étaient interdites à leurs père et mère. Brodeau nous confirme l'opinion de cet auteur, en nous rapportant un Arrêt du Parlement de Provence « donné le 25 Février 1672, par lequel la Cour a déclaré nulle la donation universelle faite par disposition testamentaire par une mère, au profit de sa fille adultérine et, en conséquence, a adjugé l'hérédité entière à l'héritier *ab intestat* » (1).

C'était la jurisprudence seule qui avait changé, excluant l'enfant naturel de la succession de ses parents, car le droit écrit était resté le même.

On continua à admettre en Dauphiné, plus tard que dans les autres provinces de droit écrit, l'application des règles du Droit Romain relatives aux droits successoraux des enfants naturels. Nous nous sommes réservé de parler d'une façon spéciale de la législation de cette province, qui pour beaucoup d'auteurs était plus favorable aux bâtards que celle des autres pays de droit écrit (2).

Il nous faut constater qu'en Dauphiné la législation de Justinien exerça une influence sur la fixation des droits des enfants naturels dans la succession de leur père.

En effet, en 1625 encore, à un moment où la coutume exclusive des bâtards est générale, où presque partout elle est sanctionnée par leur incapacité de recevoir autre chose que des dons modiques, nous voyons prononcer par le Parlement de Grenoble, le 9 Mars, un arrêt dans

(1) Brodeau. D. I, 45.

(2) Salvaing. *Usage des Fiefs*. Ch. 66.

lequel est consacrée cette règle du Droit de Justinien que les enfants bâtards, en l'absence de légitimes, ont droit à deux onces (1/6) dans la succession de leur père (1). Leurs droits ne furent jamais plus considérables, car autrement l'ordonnance de 1404 de Charles VI, dont nous avons déjà parlé, rendue en faveur des bâtards de Raymond de Montauban, n'aurait eu aucune utilité.

Et M. Claude d'Expilly, Président du Parlement de Grenoble en 1619, exposait que le droit écrit doit être seul appliqué en Dauphiné et que, par là même, la situation des enfants naturels doit être régie par le Droit Romain qui, admettant le concubinage, admet que le fils peut succéder à la mère et la mère au fils. Quant à l'influence du droit canonique, elle est nulle, puisque si le concubinage est prohibé par le droit canon *quo ad peccatum sed non quo ad successionem*, ainsi que l'a admis Bartole *in l. in concubinato. Num, 2, D. de concubinato*, et tous ceux qui ont traité cette matière.

Et l'auteur ajoute :

« Nous avons parlé de la succession entre la mère et le fils bâtard ; la même succession a lieu entre les plus proches parents du côté maternel, lesquels succèdent au bâtard, et lui à eux s'il est plus proche ; car encore que du côté paternel il n'y ait aucune agnation, ni droit de succession, *si ce n'est en deux onces*, pour le regard de leur père, ils ont pourtant le droit de cognation, succèdent à leur mère et aux parents maternels. Tous les docteurs s'y accordent. »

(1) Brodeau. D. I, 41. — Basset, t. I, liv. IV, tit. II, ch. 5.

Mais, déjà en 1624, on exprimait le vœu que les bâtards fussent exclus de la succession maternelle par les coutumes qui les y admettaient encore, et cela « pour la sainteté des mœurs aussi bien que pour la sainteté de la justice ».

Pourtant, le 8 juillet 1662, le Parlement de Grenoble rendait un arrêt que nous rapporte Merlin (1) et par lequel il attribuait aux parents maternels d'un bâtard les biens de celui-ci, preuve certaine qu'il existait, au profit du bâtard, un droit dans la succession de sa mère. Mais la règle du Droit Romain était admise avec la même restriction qu'y avait apportée la Constitution des empereurs Arcadius et Honorius, relativement aux enfants adultérins; en effet, le 29 janvier 1659, le Parlement de Grenoble jugeait qu'ils n'étaient pas capables de succéder à leur mère (2).

L'arrêt de 1662 est le dernier qui appelle les bâtards à la succession *ab intestat* de la mère.

En Dauphiné, comme ailleurs, fut sanctionnée après cette date l'opinion contraire. Le bastard, comme le dit Bartole, « *nec genus, nec gentem habet* ». Le Droit Romain qui l'appelle à la succession de sa mère fonde sa vocation sur cette considération que le concubinat est une union licite. Mais, le concubinat étant prohibé en France, les enfants qui en sortent n'ont plus de droit de succession. D'ailleurs, était-il dit, l'exclusion des bâtards est de droit public et est juste, parce qu'elle est

(1) Merlin. *Répertoire Bastard*, sect. I, n° 2.

(2) Brodeau. D. I, 42.

fondée sur l'honnêteté publique. Et on tirait argument de ce fait que l'existence du droit de bâtardise étant reconnue sur tout le territoire du Royaume, c'était la preuve que le bâtard était considéré comme un étranger à l'égard de ses auteurs, n'ayant pas plus le droit de recueillir leurs biens, que eux les siens.

Ces arguments finirent par produire effet dans tout le pays de droit écrit, et l'incapacité du bâtard y fut admise. Elle y fut aussi sanctionnée comme en pays coutumier par l'incapacité qui frappa l'enfant naturel de recevoir, à titre gratuit, autre chose que des dons modiques. Nous trouvons, dans ce sens, un arrêt du Parlement de Toulouse, du 6 juillet 1741 (1) qui consacra définitivement cette règle.

En un mot, à la fin de l'ancien droit, dans le Midi comme dans le Nord, la législation a adopté les mêmes principes. Les influences ont pourtant été différentes, quoique les résultats atteints soient identiques. Le pays de droit écrit comme les pays coutumiers ont adopté des règles trop sévères, en ce qui concerne les droits des enfants naturels, dans la succession de leurs parents. C'est pourquoi une réforme sérieuse était nécessaire, dans le Midi comme dans le Nord; nous verrons dans quel sens elle fut accompli par le législateur de la Révolution.

(1) Merlin. *Répertoire Bastard*, I, n° 4.

CHAPITRE VI

DROITS DES ENFANTS NATURELS DANS LA SUCCESSION DE LEURS PARENTS PENDANT LA PÉRIODE INTERMÉDIAIRE.

Loi du 12 Brumaire, an II.

Nous avons vu combien était triste la situation des enfants naturels sous l'ancien régime. Il était indispensable d'améliorer leur condition, et cette tâche devait tenter le législateur de la période révolutionnaire. Comme tous les privilèges devaient être abolis, comme l'égalité devait être établie, la situation des bâtards devait subir naturellement des transformations. N'oublions pas que le principe de la Révolution était « de laisser subsister « dans toute leur étendue la souveraineté du peuple, l'égalité entre citoyens et l'exercice de la liberté naturelle » et qu'il fallait « consacrer pour la première fois sur la « terre, dans les institutions d'un grand peuple, toute « l'égalité de la nature » (1). La société n'est qu'un mécanisme, n'est qu'une forme, qui doit permettre l'exercice des droits individuels. Le développement de l'individualisme est le résultat nécessaire de ces principes.

(1) Rapport de Condorcet sur la Constitution. *Choix de Rapports*, t. XII, p. 228 et 264.

Disons tout de suite, avant d'entrer dans l'étude des droits de famille accordés aux enfants naturels par le législateur de la Révolution, que les déchéances dont ils étaient frappés en droit public avaient été supprimées par le fait même des décrets du 4 Août portant abolition du régime féodal. De plus, l'Assemblée Constituante par sa loi du 20 Avril 1791, avait déclaré (art. 7) que le droit de bâtardise n'aurait plus lieu au profit des ci-devant seigneurs.

La Constituante ne s'occupa point des droits successoraux des bâtards. Son attention n'avait pas été attirée sur ce point par les cahiers de baillage où n'était renfermée aucune protestation relative à la situation précaire qui leur était faite par les coutumes et la jurisprudence. Nous ne pouvons pourtant pas expliquer par l'oubli le silence que garda l'Assemblée Constituante, sur la question des enfants naturels, d'autant plus que, dès 1790, un certain Peutet lui présentait un projet, resté sans suite, et tendant à faire accorder aux enfants naturels les mêmes droits qu'aux légitimes.

La question se pose à la Législative dans sa séance du 25 mars 1792. Une femme vient à la barre de l'Assemblée lire une pétition dans laquelle, après avoir critiqué vivement la législation appliquée aux enfants naturels, elle fait une demande en ces termes :

« Je viens vous demander une loi qui permette aux
« mères d'enfants naturels de leur laisser leur succes-
« sion et qui rende les enfants naturels *habiles* à rece-
« voir des legs universels. Tirés de l'indigence par
« cette loi salulaire, les enfants naturels recevront une

« éducation plus soignée : la patrie acquerra des
« hommes précieux par leurs lumières et par leurs
« talents. » On applaudit.

« *M. le Président.*— Les lois de la nature sont les pre-
« mières lois d'un peuple libre. L'Assemblée applaudit
« aux précieux sentiments qui ont dicté votre pétition.
« Elle la prendra en grande considération. Elle vous
« invite aux honneurs de la séance (1). »

La Convention se réunit le 21 septembre 1792, et le 4 juin 1793, sur un rapport présenté par Cambacérès au nom du comité de Législation, l'Assemblée « décrète pour principe que les enfants nés hors du mariage seront admis à succéder à leurs père et mère, de la manière qui sera prescrite par les articles subséquents du décret » (2).

Nous avons dit en commençant que les principes des législateurs de 1792 tendaient au développement de l'individualisme. Ils devaient arriver fatalement, en les appliquant, à affaiblir beaucoup la famille, qui est, pour l'individu, une source de devoirs. L'on sait avec quelle facilité les mariages purent être contractés et dissous ensuite par le divorce, considéré comme un moyen pour l'individu de reprendre sa liberté primitive. Ces théories devaient aussi faire supprimer les différences qui existaient entre les enfants légitimes et les enfants naturels.

Dans son rapport du 4 juin, voici comment s'exprimait Cambacérès : « La différence qui existe entre les

(1) *Moniteur* du 25 mars 1792.

(2) *Moniteur* du 6 juin 1793.

enfants naturels et les enfants légitimes est-elle juste?... Peut-il y avoir deux sortes de paternité?... Présenter ces questions à des législateurs philanthropes, c'est préjuger leur solution. Ce serait leur faire injure que d'oser croire qu'ils fermeront l'oreille à la voix incorruptible de la nature, pour consacrer à la fois et la tyrannie de l'habitude et les erreurs des jurisconsultes.. Aussi, je ne crains point de vous proposer de placer dans la famille les enfants naturels nés de personnes libres presque au même rang que les enfants légitimes, sauf *quelque différence* en faveur de ceux-ci et uniquement dans la vue de favoriser l'institution du mariage... »

Avec cette hâte fiévreuse qui caractérise la Convention, elle commence par défaire avant de pouvoir remplacer. Elle décrète en principe qu'il y a lieu de faire des enfants naturels simples des héritiers légitimes. Un décret suivant règlera les droits qu'ils auront dans la succession de leurs père et mère. Pour sanctionner cette différence que Cambacérès, dans son rapport, considérait comme nécessaire en faveur du mariage, la Convention, en décrétant l'assimilation, l'avait établie seulement en ce qui touchait la succession des père et mère, sans établir aucun droit au profit des bâtards dans la succession des parents de leurs auteurs, et sans s'occuper encore des adultérins.

Ce fut par son décret du 12 brumaire, an II, que la Convention régla d'une façon définitive les droits des enfants naturels dans la succession de leurs parents, Cambacérès, cette fois encore, rapporteur du Comité

de Législation, exprime de nouveau la théorie de l'assimilation et va plus loin en demandant que cette assimilation soit entière. « A l'égard des enfants naturels « simples, nous aurions été en contradiction avec « nous-mêmes si nous n'avions pas reconnu que « leurs droits doivent être les mêmes que ceux des « enfants légitimes. »

En ce qui concerne les enfants adultérins, avant de rapporter les décisions du Comité, Cambacérès exprime que personnellement il est d'avis qu'il devraient être assimilés eux aussi aux descendants légitimes : « Dans « un gouvernement basé sur la liberté, les *individus* ne « peuvent être la victime des fautes de leur père. L'ex- « hérédation est la peine des grands crimes ; l'enfant « qui naît en a-t-il commis ? » Et il ajoute : « Mais ce « n'est pas de mes propres pensées que je devrais vous « entretenir, c'est de la discussion du Comité. On a « pensé presque unanimement que le respect des mœurs, « la foi du mariage, les convenances sociales, ne per- « mettaient pas de comprendre, dans la disposition, les « enfants nés de ceux qui étaient déjà liés par des en- « gagements ».

§ 1. — QUOTITÉ DU DROIT DES ENFANTS NATURELS

La Convention Nationale adopta les vues de son comité de législation qu'elle fit passer dans son décret du 12 Brumaire, an II, auquel elle donna effet rétroactif

à partir du 14 juillet 1789. Elle établit tout d'abord l'assimilation des enfants naturels aux enfants légitimes :

« Art. 1^{er}. — *Les enfants actuellement existants, nés hors mariage, seront admis aux successions de leurs père et mère, ouvertes depuis le 14 Juillet 1789. Ils le seront également à celles qui s'ouvriront à l'avenir sous la réserve portée par l'art. 10 ci-après.*

« Art. 2. — *Leurs droits de successibilité sont les mêmes que ceux des enfants légitimes.* »

La loi de Brumaire fait donc des enfants naturels des héritiers légitimes qui viennent à la succession de leurs auteurs en concours avec les descendants légitimes et avec des droits égaux aux leurs. Nous reviendrons sur la question de l'effet rétroactif donné par cette loi de Brumaire.

Disons tout de suite que les enfants incestueux sont aussi admis à la succession de leurs auteurs avec les mêmes droits que les enfants issus du mariage. Nous tirons cette conséquence par argument *a contrario* de l'art. 13, qui restreint les droits des seuls enfants adultérins.

« Art. 13. — *Sont exceptés ceux de ces enfants dont le père ou la mère était, lors de leur naissance, engagé dans les liens du mariage.* »

« *Il leur sera seulement accordé, à titre d'aliments, le tiers en propriété de la portion à laquelle ils auraient eu droit s'ils étaient nés dans le mariage.* »

Et l'art. 14 considère comme des enfants naturels simples tous ceux issus de personnes séparées de corps,

pourvu que leur naissance soit postérieure à la demande en séparation.

Du moment que le législateur donnait à la parenté naturelle les mêmes effets qu'à la parenté légitime, il était amené à donner aux enfants naturels des droits dans la succession des parents de leurs auteurs. C'est ce qu'il fit dans son art. 9.

Art. 9. — *Les enfants nés hors du mariage, dont la filiation sera prouvée de la manière qui vient d'être déterminée, ne pourront prétendre aucun droit dans les successions de leurs parents collatéraux, ouvertes depuis le 14 Juillet 1789;*

Mais, à compter de ce jour, il y aura successibilité réciproque entre eux et leurs parents collatéraux, à défaut d'héritiers directs.

Mais, la rétroactivité de la loi ne devait pas avoir effet pour ces successions collatérales.

L'article 16 consacrait le droit de représentation au profit des enfants bâtards, conséquence forcée de l'assimilation complète établie par l'art. 1^{er}.

« Art. 16. — *Les enfants et descendants d'enfants nés hors mariage représenteront leurs père et mère dans l'exercice des droits que la présente loi leur attribue.* »

Voilà l'assimilation complète établie entre les descendants légitimes et les enfants naturels. La loi de Brumaire a fait, des bâtards, des héritiers, qui ont, dans la succession de leurs auteurs, des droits égaux à ceux reconnus aux enfants nés du mariage sauf la restriction relative aux adultérins. Elle a établi un

droit de succession réciproque entre les enfants naturels et leurs parents collatéraux et elle a établi à leur profit un droit de représentation en ligne directe.

§ 2. — COMMENT L'ENFANT NATUREL PEUT
ÉTABLIR SA FILIATION . . .

Mais à quelles conditions l'enfant naturel peut-il réclamer les droits que lui accorde la loi de brumaire ? Nous sommes conduits à parler, ici, des moyens par lesquels l'enfant naturel peut établir sa filiation.

M. P. Allard voit une certaine corrélation entre la quotité du droit accordé à l'enfant naturel et la facilité plus ou moins grande avec laquelle il peut être admis à prouver sa filiation. « Une législation qui rend la recherche
« de la filiation presque impossible, dit-il, peut faire pro-
« duire à cette filiation des effets considérables, dans les
« cas exceptionnels où il est permis de la prouver, elle
« ne court pas grand risque à cela. Inversement lorsque
« la loi réduit à néant les droits de l'enfant, elle ne
« craint pas les inconvénients que peut avoir le prin-
« cipe de la libre recherche (1). »

Sous l'ancien Droit, la recherche de la paternité était admise sans restrictions. C'était un vrai fléau que les procès nombreux et scandaleux auxquels donnait lieu cette facilité avec laquelle les enfants naturels pouvaient

(1) P. Allard. *Condition et droits des enfants naturels* (Fonlemaing)

établir leur filiation. La maxime *creditur virgini parturienti*, sans être admise avec toutes ses conséquences, permettait à toute femme d'obtenir au moins de l'homme qu'elle disait être le père de son enfant une provision pour les frais de gésine et d'accouchement. Et ensuite le procès s'engageait sur le fond, la preuve testimoniale étant admise sans aucune restriction. On voit tout le danger auquel on était exposé sous une législation de ce genre.

La Convention qui, par sa loi de Brumaire, affaiblissait le lien de la famille en donnant aux enfants naturels le titre d'héritiers légitimes se montrait, au contraire, d'une prudence très grande en réglementant d'une façon sévère la recherche de la paternité. Voici en quels termes s'exprime l'art. 8 de la loi de Brumaire sur ce sujet :

« Article 8. — Pour être admis à l'exercice des Droits ci-dessus, dans la succession de leur père décédé, les enfants nés hors du mariage seront tenus de prouver leur possession d'état. Cette preuve ne pourra résulter que de la représentation d'écrits publics ou privés du père, ou de la suite des soins donnés, à titre de paternité et sans interruption, tant à leur entretien qu'à leur éducation.

« La même disposition aura lieu pour la succession de la mère. »

Immédiatement après la publication de la loi de Brumaire, des discussions s'élevèrent sur le point de savoir dans quel sens devait être appliqué cet article 8, les uns soutenant que tous les modes de preuve visés

par l'art. 8 continuaient à être autorisés, les autres disant, au contraire, que les modes de preuve autres que la représentation d'écrits publics étaient valables seulement pour permettre aux enfants naturels, dont les parents étaient morts avant la loi, d'établir leur filiation. Nous pensons que c'est en ce sens que doit être entendu cet article 8, c'est d'ailleurs l'interprétation qu'en donna une circulaire officielle du 12 ventôse, an IV.

« La loi du 12 Brumaire, an II, offre une ligne de démarcation qu'il ne faut pas méconnaître et que les juges ne doivent jamais dépasser.

« Elle sépare les successions ouvertes de celles qui s'ouvriront à l'avenir.

« Elle distingue, par conséquent, les enfants dont les pères sont décédés avant la loi et les enfants dont les pères viendraient à décéder après la publication de la loi.

« Les successions ouvertes sont déclarées appartenir aux enfants nés hors le mariage, dont les pères sont décédés, à la charge par eux de faire la preuve qui leur est imposée.

« Les successions non encore ouvertes sont renvoyées à l'article 10.

« Pour les pères morts avant la loi, le législateur n'exige qu'une preuve supplétive, résultant soit d'écrits publics ou privés, soit de soins donnés, à titre de paternité et sans interruption, pour l'éducation et l'entretien.

« Pour les pères encore existants, le législateur exige une reconnaissance authentique, puisqu'il entend que

l'état et le droit de leurs enfants soient, en tous points, réglés par les dispositions du Code civil.

« Relisez les articles 1, 10, 11 et 12 de la loi du 12 Brumaire an II, et vous y trouverez cette intention manifestée jusqu'à l'évidence...

« C'est pour les enfants dont les pères n'existaient plus que la loi a fixé, dans cet article, un mode de reconnaissance, et ce mode ne saurait s'appliquer à ceux dont les pères existaient encore et avaient par conséquent la faculté de les reconnaître (1). »

Remarquons toutefois que les art. 11 et 12, en permettant au père naturel de désigner la mère de son enfant, dans le cas où elle serait morte ou absente avant la publication du Code, consacrait un droit exorbitant à son profit.

§ 3. — RÉTROACTIVITÉ DE LA LOI DU 12 BRUMAIRE

Cette loi de Brumaire, quelle qu'ait été sa valeur, allait tellement à l'encontre de toutes les idées reçues auparavant, qu'elle devait s'imposer difficilement à un peuple qui avait reçu une éducation chrétienne. En posant le principe de la rétroactivité, le législateur donnait déjà une raison d'attaquer son œuvre. Il avait pourtant essayé d'arrêter les reproches en expliquant comment il avait pu faire rétroagir certaines lois : « Il « n'y a point d'effet rétroactif — était-il dit par la Con-

(1) *Moniteur* du 15 ventôse, an II.

« vention à l'occasion d'un décret de ventôse an II —
« à dater du 14 Juillet, parce que la loi n'a fait que
« développer les principes proclamés par un grand
« peuple qui s'est ressaisi de ses droits. L'effet rétroactif
« commencerait là seulement où l'on dépasserait cette
« limite. »

Des protestations nombreuses et violentes s'élevèrent dès le début contre la loi de Brumaire, mais la disposition de la loi emportant la rétroactivité était celle de toutes qui était le plus critiquée. C'est aussi sur ce point le premier que les critiques aboutirent. Elles furent si nombreuses que le législateur fut obligé de les prendre en considération et de modifier lui-même son œuvre. Il le fit d'abord par la loi du 3 Vendémiaire an IV dont l'art. 13 supprimait l'effet rétroactif de la loi du 12 Brumaire an II.

« Art. 13. — La loi du 12 Brumaire an II, concernant
« le droit de succéder des enfants nés hors mariage,
« n'aura d'effet qu'à compter du jour de sa publica-
« tion. »

Cette première atteinte portée à l'effet rétroactif de la loi de brumaire disparaît, elle-même, peu de temps après. Le 26 Vendémiaire an IV, en effet, « la Convention Nationale décrète que l'exécution de l'art. 13 de la loi du 3 de ce mois, relatif aux enfants nés hors mariage, demeure suspendue, et renvoie à son Comité de Législation, pour en faire un rapport sous trois jours, la proposition faite d'examiner s'il y a lieu à rapporter la loi du 12 Brumaire an II ».

Cette seconde loi de Vendémiaire, tout en rétablis-

sant l'effet rétroactif de la loi de Brumaire, met en question son existence même ou sa suppression. Ces hésitations mêmes du législateur nous montrent bien comment était attaquée la législation nouvelle relative aux enfants naturels. Après cette loi du 26 Vendémiaire, c'en est une nouvelle du 15 Thermidor de la même année qui vient abroger alors d'une façon définitive l'effet rétroactif de la loi de Brumaire, en rapportant, en même temps, les dispositions des deux lois de Vendémiaire.

« Art. 1. — Le droit de succéder à leurs père et mère, accordé aux enfants nés hors le mariage par la loi du 4 juin 1793, n'aura d'effet que sur les successions échues postérieurement à la publication de ladite loi.

« L'effet rétroactif attribué à ce droit par la première disposition de l'art. 1^{er} de la loi du 12 Brumaire an II est aboli.

« L'art. 13 de la loi du 3 Vendémiaire dernier, et la loi du 26 du même mois, en ce qui concerne l'exercice de ce même droit, sont abrogés, sans qu'ils puissent être opposés comme moyen de nullité contre les procédures exercées pour l'exécution de la loi du 4 juin 1793 ».

Cette loi de Thermidor dépouillait les enfants naturels qui avaient recueilli des successions, sous l'empire du décret de Brumaire, des biens qu'ils avaient ainsi acquis. L'article 3 les dédommageait, il est vrai, des résultats nuisibles de cette résolution de leurs droits.

« Art. 3. — Les enfants déchus par l'effet de la présente résolution jouiront à titre d'aliments, sur les suc-

cessions de leurs père et mère, d'une pension égale au revenu du tiers de la portion qu'ils y auraient prise s'ils étaient nés dans le mariage. Les donations ou autres avantages qui leur auraient été faits par leurs père et mère entreront en compensation de cette pension, les fruits et revenus exceptés ».

La loi de Brumaire n'avait donc plus d'effet rétroactif. La Convention ne l'avait-elle faite que pour le passé et à titre transitoire, ou devait-elle continuer à être appliquée dans l'avenir ? Telle est la question qui se posa après sa publication. Si la première solution doit être admise, comme la loi de Brumaire reste dénuée de tout effet rétroactif après celle de Thermidor, nous nous trouvons alors en présence d'un acte qui restera sans conséquence pratique. N'oublions pas que la loi de Brumaire devait figurer comme un appendice au Code civil, qui était déjà élaboré et qui allait être promulgué, lorsque la Convention le renvoya à une nouvelle commission, pour le faire *réviser* et *retoucher*. La loi de Brumaire fut mise seule à exécution, et c'est un peu ce qui fut la cause de toutes ses difficultés d'application. Le législateur, qui voulait imposer cette idée nouvelle de l'assimilation des enfants naturels aux enfants légitimes, manquait d'autorité, à cause des hésitations nombreuses qu'il montrait et qui étaient la preuve de l'imperfection de son œuvre ; c'est ainsi que l'idée d'assimilation perdit du terrain et que les tribunaux n'appliquèrent pas, pour le temps qui suivit sa promulgation, le décret de Brumaire.

Deux de ses articles réglaient son étendue d'appli-

cation ; l'article 1^{er}, déjà cité, et l'article 10, où il était dit que : à l'égard des enfants nés hors du mariage, dont le père et la mère seront encore existants lors de la promulgation du Code civil, leur état et leur droit seront en tous points réglés par la disposition du Code.

La controverse s'est ouverte sur le point de savoir si les droits des enfants naturels devaient être réglés d'après la loi de Brumaire, ou d'après les dispositions à venir du Code civil.

La jurisprudence, en général, avec l'appui de la Cour de cassation, fut d'avis que l'application de la loi de Brumaire devait être restreinte à la période antérieure à sa promulgation. Les partisans de cette opinion la justifiaient, en fait, par cette idée que la loi de Brumaire n'avait jamais eu pour le législateur que l'importance d'un acte transitoire, ne devant pas régler l'avenir, pour lequel les dispositions du Code civil devaient seules avoir d'effet. Si, par des circonstances que ne pouvait pas prévoir le législateur de 93, la promulgation du Code civil fut retardée, il n'appartenait pas au pouvoir judiciaire de combler la lacune qui existait de ce fait dans la loi. D'après cette première opinion, qui, nous l'avons dit, était consacrée par le Tribunal de cassation, la loi de Brumaire n'avait pas songé à faire une loi applicable à l'avenir, il n'avait voulu faire une loi que pour le passé. Le deuxième alinéa de l'article 1^{er} — « ils seront admis aux successions de leurs père et mère qui s'ouvriront à l'avenir, sous la réserve portée par l'art. 10 » — semble en effet, ajoutait-on,

comprendre les successions intermédiaires dont il s'agit ; mais, en réalité, l'alinéa ne s'y applique pas, puisque les mots *sous la réserve portée par l'art. 10* montrent bien que le deuxième alinéa de l'art. 1^{er} n'entendait parler que des successions qui s'ouvriront à l'avenir, après la promulgation du Code.

La conséquence de cette jurisprudence était de tenir en suspens toutes les successions auxquelles des enfants naturels prétendaient. Les arrêts disaient formellement que le pouvoir législatif s'étant réservé de statuer lui-même sur la question, la justice ne saurait, sans empiéter sur le domaine du législateur, fixer la part qui doit revenir aux enfants (1).

Nous croyons, pour notre part, que la jurisprudence adopta le système de la non application du décret de Brumaire, parce qu'elle était hostile à ses dispositions. Il paraissait aux magistrats que le principe voté au plus fort du mouvement révolutionnaire ne pourrait pas être maintenu par le Code civil et ils attendaient ainsi la loi de réaction qui devait leur permettre de ne pas faire venir les bâtards dans la succession de leurs parents, avec les mêmes droits que les enfants légitimes.

Nous ne pouvons admettre l'interprétation du Tribunal de Cassation, car elle est en contradiction avec le texte et l'esprit du décret de Brumaire. En effet, le

(1) Trib. Cass., 24 prairial, an vii, Deville, *Collect. nouv.* I, p. 213 ; — 4 pluviôse, an viii, p. 296 ; — 4 nivôse, an x, p. 571 ; — 4 germinal, an x, p. 617 ; — 23 messidor, an x, p. 666 ; — 4 ventôse, an xi, p. 706.

second alinéa de l'article 1^{er} ne se comprend pas dans l'opinion que nous combattons. Son addition à la première partie relative aux successions antérieures à la loi et à l'art. 10 qui dispose pour le cas de successions postérieures au Code témoigne de l'intention où était le législateur de prévoir et de régler notre hypothèse. De plus, nous considérons comme tout à fait blâmable la jurisprudence du Tribunal de Cassation. Le pouvoir judiciaire étant chargé d'appliquer la loi, quelque mauvaise qu'il la juge, le Tribunal de Cassation aurait dû se conformer à l'esprit du décret de Brumaire qui était favorable aux enfants naturels.

La réaction fut provoquée sous la Convention par la situation précaire des bâtards dans l'ancien Droit. N'oublions pas, en effet, qu'ils pouvaient seulement réclamer des aliments dans la succession de leurs parents, et qu'ils étaient même privés de la capacité de recevoir d'eux à titre gratuit. Le législateur de 1793, animé d'un sentiment d'humanité à leur égard, ne sût pas rester dans la mesure, il manqua de cette sagesse et de ce calme nécessaires au législateur pour faire une œuvre utile et durable. La loi ne pouvait être appliquée parce que son application conduisait à la destruction de la famille et, par là même, de la société, dont la famille est la base. Certes Cambacérès avait raison quand il disait que l'exhérédation est la peine des grands crimes et que cette peine ne doit pas être appliquée aux enfants naturels, qui sont des innocents. Que le législateur eût considéré les bâtards comme des successeurs aux biens en leur attribuant une quotité, même

égale, à celle des descendants légitimes, sa disposition n'eût pas comporté les reproches qu'elle encourt quand il fait d'eux des héritiers légitimes. Le décret de Brumaire a été trop loin. C'est un premier motif qui explique qu'il soit resté sans effet.

La réaction avait été si violente parce qu'elle était motivée autant par les tendances antireligieuses de la Convention que par la situation précaire des bâtards sous l'ancien Droit. Nous avons vu, au début de notre étude, que la bâtardise n'avait pas été considérée primitivement comme un déshonneur ; qu'elle était devenue une tache sous l'influence de l'Église. C'est donc contre l'Église que le législateur agissait ou croyait agir quand il assimilait l'enfant naturel au légitime, quand il décidait, par son art. 19 de la loi de Brumaire, que les bâtards auraient droit au secours voté en faveur des défenseurs de la Patrie, et quand il votait des récompenses en faveur des filles-mères (1).

La Loi, nous le répétons, ne peut être bonne que si elle est faite par un législateur calme et qui ne se laisse pas entraîner à faire des lois de combat. Le décret de Brumaire an II fut voté dans cet esprit, c'est le second motif qui explique pourquoi elle ne pût pas être durable.

(1) Décr. du 28 Juin 1792. 17 pluviôse, an II.

CHAPITRE VII

LÉGISLATION DU CODE CIVIL RELATIVE AUX DROITS SUCCESSORaux DES ENFANTS NATURELS

PRÉLIMINAIRES

Les rédacteurs du Code civil étaient placés entre les décisions excessives de l'ancien Droit et de la loi du 12 Brumaire an II. Conformément à l'esprit même de leur œuvre ils n'essayèrent pas, en réglant la matière des enfants naturels, de réaliser des innovations brillantes. Ils tentèrent purement et simplement de concilier, dans la mesure du possible, les dispositions rigoureuses de l'ancien Droit avec la bienveillance excessive de la loi de Brumaire. Il ne pouvait naturellement pas venir à l'esprit des législateurs du Code civil de confirmer les dispositions de la loi de Brumaire. L'œuvre de la Convention avait été l'objet d'attaques si vives, que le pouvoir judiciaire s'était refusé à l'appliquer, en appuyant son opposition sur des raisons qui, nous l'avons vu, étaient telles qu'on pouvait bien se rendre compte qu'il en répudiait le principe.

« L'esprit de modération devant être celui du légis-

lateur; le bien politique, comme le bien moral, se trouvant toujours entre deux limites » (1), le législateur du Code civil se trouvait conduit naturellement à tenter cet essai de conciliation. La loi de Brumaire était considérée d'ailleurs comme une loi tout à fait opposée à la morale et à l'ordre public. Voici comment l'appréciait Boulay, lors de la discussion de l'art. 27 du titre de la *Paternité et de la Filiation* (Séance du Conseil d'État du 13 Brumaire an XI) : « La Loi du 12 Brumaire en assimilant les enfants naturels aux enfants légitimes avait aboli le mariage : il est donc nécessaire, pour rétablir l'ordre, de tracer, entre ces deux espèces de descendants, une ligne de séparation parfaite et de ne les assimiler les uns aux autres sous aucun rapport (2) ». Il est vrai que l'ancienne législation était aussi l'objet de critiques sévères : « L'ancienne législation, disait Chabot, dans son Rapport, fait au nom de la Section de Législation (Séance du 26 Germinal an XI), était injuste et barbare à l'égard des enfants naturels; elle ne leur accordait que de simples aliments, même alors qu'ils étaient reconnus, et la totalité des biens de leurs père et mère passait à leur préjudice aux parents collatéraux les plus éloignés et même au fisc.

« Les lois des 4 Juin et 12 Brumaire an II tombèrent dans un excès contraire; elles donnèrent aux enfants naturels tous les droits des enfants légitimes.

« Le projet de loi a pris un tempérament beaucoup plus équitable et plus moral. »

(1) Montesquieu. *Esp. des Loïs*. Liv. XXIX. Ch. 1.

(2) Fenet. *Trav. prép. du C. Civ.* t. X, p. 131.

Ce tempérament avait pour but de concilier les lois naturelles et sociales. « On a cherché dans le nouveau Code, disait Bigot-Préameneu — dans son exposé de la loi au Corps Législatif à propos de l'art. 27 — à réparer les erreurs de la période révolutionnaire et à poser enfin de justes limites entre lesquelles ni les droits de la nature ni ceux de la société ne seront violés. »

Tels étaient les principes posés par les rédacteurs du Code civil et qui devaient être la base du système successoral qu'ils allaient élever pour régler les droits des enfants naturels. Nous allons voir à quelles conclusions ces prémices les ont conduits.

Nous ne ferons de la législation du Code civil qu'un exposé succinct pour ne pas dépasser les limites de notre sujet qui est, avant tout, une étude historique. Nous établirons, en suivant le plan que nous avons adopté depuis le début, quelles sont les règles admises par le Code sur les divers points dont nous avons essayé de suivre le développement à travers les siècles. Quant aux controverses qui se sont produites sur l'interprétation à donner aux différents articles du Code en cette matière, quelques-unes ont été tranchées par la loi du 25 mars 1896 ; nous ne ferons que les indiquer. D'autres n'ont pas encore été solutionnées par la loi nouvelle pour son application, nous en renverrons l'examen au chapitre suivant ; car, puisqu'elles continuent à exister, nous les envisagerons en analysant les dispositions de la législation en vigueur.

Dans nos deux chapitres nous étudierons, à part,

les règles applicables aux enfants adultérins et incestueux parce que leur sort est bien différent de celui des enfants naturels simples.

SECTION I. — ENFANTS NATURELS SIMPLES

§ 1. — *Nature et quotité du Droit des Enfants Naturels dans la succession ab intestat de leurs parents.*

Nous avons vu qu'on avait discuté, sous l'empire de la loi du 12 Brumaire, la question de savoir si la preuve de la paternité pouvait être encore administrée, après cette loi, autrement que par la représentation d'un acte public constatant la déclaration de paternité. Nous avons adopté la négative avec une circulaire officielle rendue pour régler l'interprétation de l'article 8 de cette loi.

Le Code vint trancher cette question d'une façon formelle. La filiation paternelle ne peut être établie que par la représentation d'un acte authentique contenant la déclaration, l'aveu de la paternité, dont la recherche est interdite par l'article 340 d'une façon absolue. Une seule exception est admise pour le cas d'enlèvement dans lequel le ravisseur peut être déclaré père de l'enfant conçu au moment de l'enlèvement. La maternité étant, au contraire, un fait matériel susceptible d'être prouvé, le Code admit qu'il peut l'être par l'enfant ayant à sa disposition un commencement de preuve par écrit.

Disons tout de suite que ces dispositions du Code civil sont encore en vigueur aujourd'hui malgré les protestations nombreuses qu'elles ont provoquées. Depuis une vingtaine d'années surtout, cet article 340 a été critiqué d'une façon sévère. Le théâtre, la presse ont montré comment sa disposition trop absolue était souvent mauvaise. Un projet de loi, déposé à la Chambre depuis 1883 par M. Rivet, et repris plusieurs fois depuis, n'a pas encore abouti.

Nous croyons pourtant qu'il y aurait lieu de tenter une réforme sur ce point. Il est certain que cette matière de la recherche de la paternité est grosse de difficultés, que des écueils nombreux et dangereux peuvent surgir à chaque pas, difficiles à éviter. Mais est-ce la difficulté d'une loi qui doit la rendre impossible? Que le législateur entoure la recherche de la paternité de précautions considérables, nous le comprenons! mais qu'il l'autorise, au moins dans certains cas. Il plaît à un homme de vivre avec une femme pendant longtemps en remplissant envers les enfants qu'il a d'elle les devoirs que lui impose sa paternité, qu'il avoue ainsi et rend évidente pour tous. Qu'un jour cet homme se fatigue de ses devoirs et veuille s'en décharger, il en est libre et les enfants restent abandonnés à une mère qui, le plus souvent, est incapable de les élever. N'est-ce pas là un scandale aussi grand que la recherche de la paternité peut l'être dans certains cas? Qu'on autorise la recherche de la paternité dans des conditions telles qu'elle ne puisse pas être une occasion de « chantage », mais qu'on l'interdise d'une façon si absolue que de son

interdiction même doivent naître des scandales, c'est ce que nous ne pouvons admettre.

L'enfant est autorisé, nous l'avons dit, à rechercher sa mère, moyennant qu'il ait un commencement de preuves par écrit. Cette disposition trop restrictive est injuste, parce qu'elle est trop favorable à la mère qui peut toujours, dans ces conditions, si elle le veut, éviter tous les devoirs que sa maternité lui impose envers son enfant.

* * *

Quel est le droit établi au profit de l'enfant naturel reconnu dans la succession de ses parents? Disons tout de suite que le mot *parents* ne désigne ici que les père et mère de l'enfant naturel. L'art. 756, *in fine*, ne « leur accorde aucun droit sur les biens des parents de leur père ou mère. »

Dans ses rapports avec ses père et mère, il s'agissait d'abord de fixer quelle devait être la qualité de l'enfant naturel. Sans attendre la discussion du titre des successions, ainsi que le demandait Cambacérès, le Conseil d'État, dans sa Séance du 29 Fructidor an X, vote l'article du projet définitif qui devient l'art. 338 du Code civil : « L'enfant naturel reconnu ne pourra réclamer les droits d'enfant légitime. »

Voilà le principe nettement posé; l'assimilation des enfants naturels aux légitimes, admise par la loi de Brumaire, est abrogée; les conséquences en seront déduites au titre des successions.

Dans ce titre, l'article 42 du chapitre 4 disposait que « les enfants naturels n'ont qu'une créance sur les biens de leur père ou mère décédés ». Au cours de la discussion, Cambacérès demanda que le mot créance fut remplacé par un autre mot exprimant mieux le droit accordé aux enfants naturels, et, sur sa proposition, l'article fut modifié et devint l'article 756 du Code civil ainsi conçu :

« Les enfants naturels *ne sont point héritiers* ; la loi ne leur accorde *de droit sur les biens* de leur père ou mère décédés que lorsqu'ils ont été légalement reconnus. »

L'article 756 ayant été voté dans les conditions que nous venons d'indiquer, après l'observation de Cambacérès, il est assez surprenant que l'on ait pu soutenir que le droit de l'enfant naturel était un simple droit de créance (1). Mais avant la loi de 1896, on était d'accord pour reconnaître que, si l'enfant n'était point héritier, il avait du moins un véritable droit de succession consistant dans la vocation, soit à la totalité, soit à une partie du patrimoine (2) en toute propriété. La jurisprudence était conforme (3).

L'enfant naturel n'étant pas héritier d'après l'article 756, il en résultait qu'il ne pouvait avoir la saisine légale. C'était pour le législateur un moyen de le séparer de la famille légitime. Les héritiers légitimes

(1) Troplong. *Donat.* t. II.

(2) Merlin, *Rép. Bâtard* ; Duranton, t. VI, n° 269 ; Demante, t. III, n° 74 bis II ; Aubry et Rau. t. VI, § 605.

(3) Cass. 20 mai 1806. S. 1806. 2. 623 ; Cass. 16 juin 1847.

pouvant se mettre seuls en possession, alors que les enfants naturels ne pouvaient obtenir leur part héréditaire que par le moyen de l'envoi en possession. En un mot, l'enfant naturel ne peut être dans la succession de ses père et mère qu'un successeur aux biens, au lieu d'avoir les droits d'héritier légitime par rapport à ses auteurs et à leurs parents.

Nous devons dire, avant de terminer sur ce point, que, la qualité d'héritier ne lui étant pas accordée, l'enfant naturel bénéficiait de la faveur faite aux successeurs irréguliers de n'être pas tenus *ultra vires* des dettes et charges de la succession. Le législateur, en faisant passer dans le Code civil la distinction des héritiers et des successeurs irréguliers, l'admit avec ses caractères ordinaires. Pothier marquait cette différence en ces termes : « Les successions irrégulières sont ainsi appelées parce que ceux qui succèdent de cette manière ne succèdent pas à la personne, mais seulement aux biens ; d'où il suit qu'ils sont tenus des dettes comme charge des biens et non pas *ultra vires*, comme les héritiers ». Après avoir distingué les héritiers des successeurs irréguliers dans l'art. 723, le Code civil montre, dans l'art. 724, qu'il admet entre ces deux classes les mêmes différences que l'ancien Droit.

*
* *

Le Code civil, dans ses art. 757 et 758, a fixé la quotité du Droit des enfants naturels en partant de ce principe

que l'étendue de leur droit varie suivant la qualité des héritiers avec qui ils viennent en concours.

Avant d'entrer dans le détail des règles posées par le Code, signalons tout de suite une difficulté d'application qui a surgi au lendemain même de sa promulgation et que nous retrouverons sous l'Empire de la loi de 1896, le législateur ne l'ayant pas tranchée formellement. On s'était demandé en effet si, pour déterminer la part des enfants naturels, l'on devait considérer la qualité des parents existant au jour de l'ouverture de la succession ou si, au contraire, on devait régler les droits de l'enfant naturel seulement en tenant compte de la qualité de ceux qui venaient effectivement à la succession. Nous reparlerons de cette controverse sur la loi nouvelle; disons seulement dès maintenant que la jurisprudence avait admis que le règlement des droits de l'enfant naturel devait s'effectuer en prenant en considération la qualité des parents existant au décès du *de cujus* (1).

I. — Dans ces conditions, quels droits avaient les enfants naturels? Envisageons d'abord la première hypothèse prévue par l'art. 757. « Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, le droit de l'enfant naturel est d'un tiers de la portion héréditaire qu'il aurait eue s'il eut été légitime. » Remarquons tout de suite que le Code accorde à l'enfant naturel simple le même droit que la loi de Brumaire avait donné aux enfants adultérins. La disposition de l'art. 757 était d'une applica-

(1) Cass. 31 août 1847 S. *re*y 2, p. 95.

tion facile quand il n'y avait qu'un enfant naturel concourant avec un ou plusieurs descendants légitimes. Avec un légitime, il avait le tiers de la moitié qui lui fut revenue s'il eut été légitime, c'est-à-dire un sixième de la totalité. Avec deux ou plusieurs enfants légitimes, la base du calcul était la même, puisqu'il s'agissait purement et simplement, en vertu de l'art. 757, de commencer par considérer l'enfant naturel comme s'il était légitime, et de lui accorder ensuite le tiers de la portion que lui donnait la première opération.

Mais les difficultés prirent naissance quand il s'agit de régler les droits de plusieurs enfants naturels concourant avec des légitimes. Nous les retrouverons dans la loi de 1896 qui a consacré le même mode de calcul admis par le Code, sans trancher la controverse d'une façon expresse. Plusieurs systèmes avaient été proposés qui pourront encore être défendus avec la loi nouvelle. Indiquons seulement ici celui qu'avait consacré la jurisprudence. Elle avait admis que l'on devait compter à la fois tous les enfants naturels et leur attribuer le tiers de la portion qui leur était d'abord reconnue. D'après ce système, deux enfants naturels venant à la succession avec un enfant légitime, on disait : Si les deux premiers eussent été légitimes, leur part eût été d'un tiers ; ils doivent donc avoir le tiers du tiers, soit un neuvième chacun.

II. — Nous arrivons à l'étude du droit des enfants naturels quand ils concourent avec des ascendants ou des collatéraux. « Il est de la moitié, dit l'art. 757, 2^e *alinéa*, lorsque les père ou mère ne laissent pas de des-

cendants, mais bien des ascendants ou des frères ou sœurs. Il est des trois quarts lorsque les père ou mère ne laissent ni descendants, ni ascendants, ni frères, ni sœurs. »

Les termes de l'art. 757 2° sont formels pour dire que ce sera tantôt la moitié, tantôt les trois quarts de la succession que les enfants naturels devront se partager. C'est l'opinion qui a d'ailleurs toujours été admise, sauf par M. Valette, qui a été seul d'un avis opposé.

Mais on avait beaucoup discuté sur le point de savoir si l'art. 757, en parlant seulement des frères et sœurs, avait entendu exclure leurs descendants légitimes. On était d'accord pour dire que si le défunt avait eu des frères et sœurs dont les uns vivaient et les autres étaient prédécédés, laissant des enfants, ceux-ci devaient représenter leurs auteurs. Mais la discussion commençait sur le point de savoir si des neveux, venant seuls, devaient être assimilés à des collatéraux ordinaires. La jurisprudence avait admis l'affirmative, tandis que la plupart des auteurs protestaient contre cette assimilation. La controverse a été tranchée par la loi de 1896 qui a décidé, dans le cas de l'art. 757, que les enfants des frères et sœurs doivent les représenter suivant la règle ordinairement admise par le Code.

Nous allons retrouver aussi sur la loi de 1896 une difficulté à laquelle avait déjà donné lieu le Code civil. Doit-on ou non appliquer le principe de la fente, quand l'enfant naturel vient avec un ascendant d'une ligne et un collatéral ordinaire de l'autre ligne. Nous reviendrons sur cette question dans notre prochain chapitre.

III. — L'enfant naturel vient-il seul, ne trouvant en face de lui « aucun parent au degré successible », l'art. 758 décide qu'il « a droit à la totalité des biens de ses père et mère. »

L'enfant naturel n'est pas, dans ce cas plus que dans les autres, un héritier. L'art. 758 prouve bien qu'il a toujours une vocation virtuelle à la totalité de la succession de ses père et mère.

Mais quand il se trouve en présence d'un héritier très favorable, la quotité à laquelle a droit l'enfant naturel est peu élevée; elle augmente au fur et à mesure que devient moins fort le lien qui unit à son auteur l'héritier avec lequel il concourt. Ce qui nous prouve bien que le but du législateur du Code civil a été de favoriser la famille légitime. Quand il est seul, à part la saisine qui lui est toujours refusée, l'enfant naturel a les mêmes droits que s'il eut été légitime; mais, comme il fallait secourir la famille, l'enfant naturel voit ses droits diminuer quand il trouve en face de lui des personnes unies à son auteur par un lien de parenté légitime.

*
* *

Les descendants d'un enfant naturel peuvent exercer dans la succession de leurs aïeuls les droits que le Code civil a reconnu à leur auteur. L'art. 759 dispose : « En cas de prédécès des enfants naturels, ses enfants ou descendants peuvent réclamer les droits fixés par les articles précédents. »

Nous nous étonnons de voir que certains auteurs (1) ont pu penser que l'article 759 voulait accorder aux enfants naturels d'un enfant naturel un droit dans la succession de leurs aïeuls. Cette opinion, d'après nous, ne peut pas être soutenue, étant donné qu'elle aurait pour résultat de faire accorder aux enfants naturels se trouvant dans cette condition un droit dans la succession de leurs aïeuls, alors que l'enfant légitime ne transmet à son fils naturel aucun droit dans la succession de son père.

Les premiers mots de l'article « en cas de prédécès » ont été aussi l'objet d'une controverse. L'art. 759 vise-t-il uniquement le cas de représentation ou bien l'enfant légitime peut-il recueillir dans la succession de son aïeul les droits auxquels son père naturel a renoncé ou qu'il a été déclaré indigne d'exercer ? L'on a dit qu'en vertu de la règle *restrictio est strictissimæ interpretationis*, les mots « en cas de prédécès » ne se rapportent qu'au cas où l'enfant devrait représenter son père. Nous ne pouvons admettre cette solution. D'abord parce que la loi emploie toujours les mots sur lesquels porte la discussion, dans le sens de *à défaut de*, par exemple, dans l'art. 750. Ensuite, si l'art. 759 autorise le fils d'un enfant naturel à représenter son père, c'est que déjà existe en lui la capacité de recueillir par lui-même les droits qu'on l'appelle à acquérir par représentation. Dans notre opinion, l'art. 759 n'est qu'une application expresse et spéciale de la théorie d'après laquelle les

(1) Malleville, s. l'art. 759; Delincourt, II, p. 22; Favart. *Success.* II, 1, 14.

descendants légitimes exercent tous les droits de leurs auteurs.

*
* *

Avant de finir sur la question des droits des enfants naturels dans la succession de leurs auteurs, nous devons signaler une restriction considérable apportée aux effets que produit la reconnaissance quand celle-ci est faite durant le mariage. « La reconnaissance, dit l'art. 337, faite par l'un des époux au profit d'un enfant naturel qu'il aurait eu d'un autre que de son époux, ne pourra nuire ni à celui-ci ni aux enfants nés de ce mariage. Néanmoins, elle produira son effet après la dissolution de ce mariage, s'il n'en reste pas d'enfants. »

Bigot-Préameneu donnait au Corps Législatif le motif de cette disposition : « Il ne peut dépendre de l'un des époux de changer, après le mariage, le sort de sa famille légitime, en appelant des enfants naturels qui demanderaient une part dans les biens. Ce serait violer la foi sous laquelle le mariage aurait été contracté (1). »

Cette disposition de l'art. 337, eu égard aux paroles mêmes que nous venons de citer, ne doit avoir qu'un effet tout relatif et exclusivement en faveur de l'époux et des enfants qui pourraient pâtir de cette reconnaissance; si donc l'enfant naturel reconnu, dans les conditions prévues par l'art. 337, par l'un des époux survit à l'autre et aux enfants issus du mariage, la reconnaissance faite en sa faveur produit toutes les conséquences ordinaires et lui permet de recueillir les droits qu'établissent en sa faveur les art. 757 et 758.

(1) Fenet, X. 157.

Disons tout de suite, pour n'avoir pas à y revenir, que les articles du Code civil qui interdisent aux auteurs de l'enfant naturel de lui rien laisser, au delà de la part qui lui est assignée, sont applicables à notre espèce. L'enfant naturel reconnu pendant le mariage n'a d'abord aucun droit dans la succession de celui de ses auteurs visé par l'article 337; ensuite, en vertu de la disposition qui interdit de laisser à l'enfant naturel plus que ce qu'il n'a le droit de recueillir *ab intestat*, il se trouve privé du même coup du droit de rien recevoir de son auteur.

*
* *

Il peut se trouver une autre situation où l'enfant naturel ne bénéficie pas des dispositions ordinaires de la loi. C'est l'article 761 qui règle ce cas exceptionnel : « Toute réclamation leur est interdite lorsqu'ils ont reçu du vivant de leur père ou de leur mère la moitié de ce qui leur est attribué par les articles précédents, avec déclaration expresse de la part de leur père ou mère que leur intention est de réduire l'enfant naturel à la portion qui lui est assignée.

» Dans le cas où cette portion serait inférieure à la moitié de ce qui devrait revenir à l'enfant naturel, il ne pourra réclamer que le supplément nécessaire pour parfaire cette moitié ».

C'est le tribun Siméon qui, développant le motif de la loi, disait que cet article devait permettre au père de débarrasser sa famille d'un « créancier odieux ». Nous

n'avons pas à insister sur les discussions auxquelles a donné lieu l'application de cet article, puisque la loi de 1896 a fait justice, en l'abrogeant, de l'immoralité qu'il consacrait. Il nous faut seulement constater que la jurisprudence avait aggravé encore la rigueur du principe posé par le législateur, en autorisant les auteurs de l'enfant naturel à ne lui laisser que la moitié de la réserve qui avait été reconnue à son profit.

§ 2. — DES DISPOSITIONS A TITRE GRATUIT QUE PEUVENT
RECUEILLIR LES ENFANTS NATURELS

La même idée qui, sous l'ancien droit, avait fait restreindre la capacité des enfants naturels de recevoir de leurs auteurs se retrouve dans la législation du Code civil. Il fallait sanctionner les dispositions de la loi concernant les enfants nés hors mariage, en interdisant à leurs père et mère de leur rien donner de plus que ce qu'ils pouvaient recueillir *ab intestat*. C'est dans l'article 908 que fut consacré ce principe. « Les enfants naturels ne pourront, par donation entre vifs ou par testament, rien recevoir au delà de ce qui leur est accordé au titre des successions ».

L'article 760 avait déjà décidé que « l'enfant naturel ou ses descendants sont tenus d'imputer, sur ce qu'ils ont droit de prétendre, tout ce qu'ils ont reçu du père ou de la mère dont la succession est ouverte ». Cette disposition de l'article 760 était la garantie, comme le disait

Chabot au Tribunat, que les enfants naturels n'auraient pas plus que la loi ne leur permet de recueillir. Ils ne peuvent bénéficier d'aucune dispense de rapport ni par préciput ni par renonciation; l'imputation de l'article 760 est générale et absolue. La jurisprudence, sous l'empire du Code civil, avait décidé que l'imputation était, pour l'enfant naturel, un moyen d'éviter le rapport en nature; la conséquence en était que l'imputation devenait un véritable rapport en moins prenant, en permettant à l'enfant naturel de conserver les libéralités qui lui avaient été faites, sauf à déduire de sa part de succession une valeur égale à celle de ces biens.

On avait discuté aussi la question de savoir si l'interdiction de l'art. 208 était motivée par l'incapacité personnelle de l'enfant naturel, ou avait pour base l'indisponibilité des biens. Demolombe, Aubry et Rau, Demante étaient partisans de la théorie de l'indisponibilité et admettaient ainsi que la réduction des libéralités excessives pouvaient être demandée seulement par les parents qui pouvaient être lésés par les dispositions critiquables.

La jurisprudence ne fut pas aussi ferme que la doctrine. Elle avait admis d'abord que l'incapacité de l'enfant naturel était absolue. Un arrêt de la Cour de Paris du 9 juin 1834 (Dalloz, *success.*, 338, n° 2) déclarait caduc un legs fait à un enfant naturel, et en attribuait le montant au légataire universel, et non à l'héritier légitime non réservataire. Plus tard la jurisprudence changea de tendance, et un arrêt du 16 juin 1838 (Dalloz, *success.*, 337, n° 1) ne reconnaissait pas

à un légataire universel le droit de demander la réduction des libéralités faites à l'enfant naturel.

Nous ne voulons pas insister davantage sur l'application des règles posées par le Code civil, pour régler la capacité de recevoir des enfants naturels, la loi du 25 mars 1896 ayant modifié toute cette matière. Les développements dans lesquels nous sommes entré devaient seulement nous permettre de préciser l'esprit du Code civil en matière de dispositions à titre gratuit, faites par des parents naturels à leurs enfants.

Nous avons vu que les articles 757 et 758, en réglant comme ils l'ont fait les droits successoraux des enfants naturels, avaient pour but de protéger la famille légitime. Les articles 908 et 760 devaient permettre au législateur d'assurer l'exécution des règles qu'il avait posées. Nous croyons donc qu'il faut concilier les art. 908 et 760 de façon que la branche naturelle ne puisse pas recevoir au-delà de la part que lui assigne le Code civil ; c'est ce que disait Chabot sur l'art. 759 et sur l'art. 760. Quels que soient les expédients que puissent employer les parents, pour arriver à augmenter la part héréditaire de l'enfant naturel, toutes leurs dispositions sont annulées par application de l'art. 760, même si les donations ont été faites aux descendants des enfants naturels, qui sont considérés comme personnes interposées.

§ 3. — RÉSERVE DES ENFANTS NATURELS

En partant des principes qu'il avait admis et en suivant le système qu'il avait adopté de concilier l'ancien Droit et la loi de Brumaire, le législateur de 1804 devait nécessairement arriver à reconnaître une réserve au profit de l'enfant naturel. L'ancien droit avait toujours été fidèle à cette idée que l'enfant a droit à des aliments, et toujours il en accordait à l'enfant naturel, même alors que sa condition était tout à fait défavorable. Or la créance alimentaire n'est en somme que le fondement, l'idée première de la réserve, celle-ci étant la sanction des devoirs que certains parents sont tenus de remplir envers certains autres. Sous la loi de Brumaire, les enfants naturels ayant les mêmes droits que les légitimes bénéficiaient aussi de la même réserve que ceux-ci.

Le législateur de 1804, constatant que toujours l'enfant naturel avait eu le droit de réclamer à la succession de ses auteurs une portion de biens, à titre alimentaire, ne devait pas manquer de lui constituer une réserve. Pourquoi ne le fit-il pas? Nous l'ignorons. En tout cas, aucun des articles consacrés aux enfants naturels ne crée *expressément* une réserve à leur profit.

Nous disons *expressément*, parce que une jurisprudence constante a tiré de nos textes, en les triturant, il est vrai, une théorie de la réserve pour permettre à l'en-

fant de ne pas être exclu par ses auteurs de leur succession. Mais pourtant, s'il est difficile de trouver dans les articles de notre matière une théorie complète de la réserve, nous allons voir que les diverses dispositions du Code montrent nettement que le législateur a décidé comme s'il en admettait le principe.

On arrive à ce résultat en s'appuyant sur les articles 757, 761 et 762. Du moment que l'on reconnaît en faveur de l'enfant naturel l'existence d'un droit analogue à celui du légitime, la quotité seule différant, on est conduit à admettre en même temps que ce droit pourra être restreint comme peut l'être celui de l'enfant légitime, mais qu'il ne pourra jamais être supprimé. D'ailleurs, l'article 761 ne se comprendrait pas si le père pouvait exclure l'enfant naturel de sa succession en disposant de ses biens. Et la meilleure preuve qu'une réserve existe, c'est que si l'enfant a reçu, en avance-ment d'hoirie, moins que la moitié de sa part héréditaire, il peut en réclamer le complément. Et puis enfin, si le Code n'avait pas pensé que l'enfant naturel dût avoir une réserve, il aurait consacré à son profit un droit aux aliments comme il l'a fait pour les enfants adultérins et incestueux dans l'article 762. S'il ne l'a pas fait, c'est qu'il considérait l'enfant naturel à l'abri de toute atteinte.

Ce sont les arguments que la doctrine et la jurisprudence avaient invoqués pour attribuer une réserve à l'enfant naturel en l'absence de toute disposition formelle la leur accordant. Des complications devaient se produire fatalement dans les calculs auxquels

allait donner lieu la fixation de la réserve de l'enfant naturel, dans les diverses hypothèses qui pouvaient se présenter. Elles ont été nombreuses. Constatons seulement la règle admise par la jurisprudence. On calculait d'abord la part héréditaire de l'enfant naturel comme s'il eût été légitime et ensuite, suivant l'article 757, on lui accordait le tiers, la moitié ou les trois quarts de cette portion ainsi calculée. La loi de 1896 a posé le principe de la réserve et a déterminé son étendue d'application, supprimant d'un coup toutes les incertitudes et tous les doutes que faisait naître le système arbitraire de la jurisprudence, car ce système, adopté dans le silence de la loi, était sujet à des critiques d'autant plus vives qu'on arrivait par lui à des conséquences souvent injustes.

Nous retrouverons sur la loi de 1896 la question de savoir sur quels biens la réserve doit être calculée. Cette difficulté existait déjà sous l'empire du Code civil et elle n'a pas été tranchée par la loi nouvelle.

SECTION II. — DES ENFANTS ADULTÉRINS ET INCESTUEUX

Le Code civil maintint l'ancienne division des enfants naturels en naturels simples, adultérins et incestueux. L'art. 762 porte : « Les dispositions des art. 757 et 758 ne sont pas applicables aux enfants adultérins ou incestueux. La loi ne leur accorde que des aliments. »

Les enfants naturels de cette catégorie se trouvent

donc réduits à un simple droit de créance dans la succession de leurs auteurs. La dette qu'ont les père et mère de nourrir leurs enfants devient simplement, pour les adultérins et les incestueux, exigible par le décès de leurs auteurs.

« Art. 763. — Les aliments sont réglés, eu égard aux facultés du père ou de la mère, au nombre et à la qualité des héritiers légitimes. »

Remarquons que la loi ne fait pas entrer en ligne de compte le besoin de l'enfant d'être secouru. L'art. 208, au contraire, en s'occupant de pensions alimentaires, pose formellement la règle du *quantum indiges*. Doit-on appliquer l'art. 763 en se soumettant à la règle générale de l'art. 208? La majorité des auteurs admettent l'affirmative : « qui parle de dette alimentaire, disent-ils, suppose nécessairement le besoin du créancier ».

Ils tirent aussi argument de l'art. 764 : « Lorsque le père ou la mère de l'enfant adultérin ou incestueux lui auront fait apprendre un art mécanique, ou lorsque l'un d'eux lui aura assuré des aliments de son vivant, l'enfant ne pourra élever aucune réclamation contre leur succession. »

Si les parents, disent-ils, cessent d'être tenus de fournir des aliments à l'enfant, du moment où celui-ci a été mis en état de gagner sa vie, c'est que la condition du besoin de l'enfant est nécessaire pour faire naître son droit aux aliments (1).

Ces arguments ont certes une grande valeur, mais

(1) Aubry et Rau VI, p. 225, note 28. Remolombe XIV, p. 127.

nous préférons admettre avec Demante l'opinion contraire. La loi traite déjà trop durement les enfants adultérins et incestueux pour qu'on puisse encore aggraver la rigueur de sa disposition. D'ailleurs, si l'enfant n'est pas dans le besoin, au décès de ses auteurs, les aliments qu'il recueillera à ce moment pourront lui servir dans l'avenir, puisqu'il est seul, privé de toute famille et de tout secours.

Terminons sur cette matière, en disant que les enfants adultérins et incestueux ont été traités d'une façon trop sévère par le Code civil. Les dispositions des articles que nous avons étudiés ont pour effet de faire supporter à des innocents le poids de la faute commise par leurs auteurs. Que le législateur, pour éviter le scandale, interdise la reconnaissance de ces enfants, nous l'admettons. Mais le scandale, une fois complet, pourquoi l'augmenter en faisant que l'enfant de l'homme riche soit réduit à n'avoir de son père que juste ce qu'il faut pour vivre ? Les protections accordées à la famille légitime se justifient. Mais les dispositions de la loi contre les adultérins et les incestueux sont trop absolues et n'ont pas toujours pour but l'intérêt de la famille qui pourrait peut-être à la rigueur les justifier. Quand l'enfant n'a en sa présence aucun héritier légitime cet intérêt n'existe pas, la législation du Code civil ne se comprend plus : les mœurs n'ont rien à gagner à ce que la loi maltraite un innocent.

CHAPITRE VIII

DES DROITS SUCCESSORAUx DES ENFANTS NATURELS D'APRÈS LA LOI DU 25 MARS 1896.

PRÉLIMINAIRES

Les principes du Code civil n'étaient pas approuvés par tous, et l'application de ses dispositions trop concises avait donné naissance, ainsi que nous l'avons dit, à des difficultés considérables. Le 18 mars 1888, une proposition était déposée à la Chambre des députés par MM. Letellier, Jullien et Rivet, qui avait pour but de modifier la législation en vigueur, relative au droit des enfants naturels. Cette proposition, reprise en 1890, ne fut discutée et votée que bien plus tard; c'est elle qui devint la loi de 1896.

Cette loi ne supprime pas toutes les difficultés qui avaient surgi sous l'empire du Code civil, ainsi que déjà nous l'avons montré. Nous nous bornerons, en les indiquant, à noter surtout les modifications qu'ont subies les règles posées en 1804 et la jurisprudence à laquelle elles avaient donné naissance.

*
* *

Le Code civil avait voulu arriver à une transaction

entre les rigueurs du droit coutumier et la libéralité du décret de Brumaire qu'il avait jugée excessive. Sans aller aussi loin que l'ancien droit, le législateur du Code civil était resté sévère à l'égard des enfants naturels, et depuis longtemps des protestations s'étaient élevées contre sa trop grande rigueur. L'on avait beaucoup répété que l'effet principal des dispositions du Code était d'entraîner une punition contre les enfants innocents de la faute de leurs auteurs. M. H. Coulon appréciait en ces termes une de ses parties, celle relative à l'imputation : « Disposition injuste et dangereuse, aussi bien au point de vue juridique qu'au point de vue moral, puisqu'elle tend à restreindre la liberté de tester, à écarter les reconnaissances d'enfants naturels si conformes au cœur humain, et qu'elle tend à rejeter hors de la légalité de pauvres innocents et à les traiter, s'ils rentrent dans les termes de la loi, d'une façon plus désavantageuse même que s'ils étaient étrangers à ceux qui leur ont donné le jour (1). »

Ce sont ces idées qui étaient le point de départ de la proposition de loi de 1888 : « Les enfants naturels sont mis, pour ainsi dire, au ban de la société, en punition de la faute commise par leurs parents, alors que cependant personne ne méconnaît cette vérité fondamentale de la morale, que chacun n'est et ne peut être responsable que de son fait. » Telles étaient les raisons de l'exposé des motifs. La proposition déposée à la Chambre des députés, en partant de ces principes, demandait

(1) Henri Coulon. *De la Condition des enfants naturels, reconnus dans la succession de leurs père et mère*, p. 10.

l'assimilation complète, au point de vue successoral, de l'enfant reconnu avec les enfants légitimes. Elle n'allait pourtant pas aussi loin que la loi de Brumaire, n'accordant, à la différence de celle-ci, de droits à l'enfant naturel que dans la succession de ses père et mère.

Les inconvénients du système consacré par le Code civil étaient reconnus d'une façon générale. C'est pourquoi, si la Chambre des députés ne vota pas en son entier la proposition qui lui était soumise, accepta-t-elle du moins facilement d'introduire des modifications profondes dans la législation alors en vigueur.

Nous allons suivre le même plan que nous avons adopté en traitant de la législation du Code civil. Disons toutefois, dès maintenant, que nous n'aurons plus à revenir sur les droits des enfants adultérins et incestueux, qui n'ont point été modifiés par la loi nouvelle, celle-ci s'étant bornée à dire dans l'art. 908, *in fine*, qu'elle confirmait purement et simplement les dispositions des articles 762, 763 et 764 relatives à cette classe d'enfants naturels.

§ 1. — MODIFICATIONS APPORTÉES A LA NATURE ET A LA QUOTITÉ DU DROIT DE L'ENFANT NATUREL

I. — Nous avons vu que, sous l'empire du Code civil, l'on avait discuté la question de savoir si l'enfant naturel devait être considéré comme le créancier de la part qui lui était accordée dans les biens de ses parents

ou si, au contraire, il était, dès le décès de ses auteurs, propriétaire de la part qu'il devait recueillir. Cette dernière qualité lui avait été unanimement reconnue. Mais, même propriétaire, sa qualité de successeur irrégulier le mettait dans une situation désavantageuse, puisqu'il était obligé de demander, tantôt la délivrance, tantôt l'envoi en possession.

La jurisprudence, il est vrai, avait interprété, tout à l'avantage des enfants naturels, les dispositions trop concises du Code. Sauf certains droits qu'ont les héritiers légitimes, et qui découlent directement de leur qualité, l'enfant naturel était presque traité comme un véritable héritier. La tendance à l'assimilation était si sensible que M. Dauphin, Rapporteur de la loi au Sénat, pouvait s'exprimer ainsi : « Dans ces circonstances, il n'a point paru bon à notre commission de conserver entre les enfants légitimes et les enfants naturels une distinction sans intérêt pratique, qui hérisse la matière de difficultés et n'est plus qu'un stigmate et une manifestation législative de mépris » (Rapport Dauphin).

La loi de 1896 admit donc la règle de l'assimilation des enfants naturels aux légitimes, mais seulement quant à la nature de leur droit, sans tirer du principe d'autres conséquences. Elle fit, des enfants naturels, des héritiers et modifia d'abord, pour fixer la nature de leurs droits, l'art. 756. L'ancien texte portait *in principio* : « Les enfants naturels ne sont point héritiers. » Le nouvel article, au contraire, décide que « les enfants naturels légalement reconnus sont appelés, en qualité d'héritiers, à la succession de leur père ou de leur

mère décédés ». Le législateur de 1896, en admettant le principe nouveau, en faisant de l'enfant naturel un héritier, devait modifier les autres articles où il était parlé des enfants naturels.

C'est d'abord l'art. 723, où il était dit que « la loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes ». La loi nouvelle porte : « La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes et *les héritiers naturels*. »

Comme la saisine est la première conséquence de la qualité d'héritier, le législateur de 1896 était amené à étendre à l'enfant naturel la disposition de l'ancien article 724, qui fut donc ainsi modifié : « Les héritiers légitimes et *les héritiers naturels* sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession. L'époux survivant et l'État doivent se faire envoyer en possession. »

L'époux survivant et l'État, voilà donc les deux seuls successeurs irréguliers qui restent depuis la loi de 1896. Les enfants naturels ont la saisine et bénéficient de tous les avantages faits à l'héritier par la loi. Quelques privilèges leur avaient déjà été accordés par la jurisprudence, mais on pouvait toujours en discuter le fondement juridique.

La loi nouvelle supprime toutes les discussions. Les enfants naturels ont le droit de provoquer le partage, de faire apposer les scellés, de réclamer un inventaire, de prendre part au tirage au sort des lots, d'exercer le retrait successoral, d'attaquer les actes du défunt dans les cas où la loi le permet aux héritiers.

Mais, en compensation de ces privilèges qui lui sont accordés par l'art. 724, l'enfant naturel, étant absolument assimilé aux héritiers, va se voir contraint, comme eux, « d'acquitter toutes les charges de la succession ». L'article 724, ayant fait de l'enfant naturel un héritier auquel il a donné la saisine, le considère en même temps comme continuateur de la personne et lui impose l'obligation aux dettes *ultra vires successionis*.

Remarquons d'ailleurs que la loi nouvelle, comme le Code civil, ne donne de droit à l'enfant naturel que dans la succession de ses père et mère et non dans les biens des parents de ses auteurs à l'égard de qui il continue à demeurer un étranger.

*
* * *

II. — La modification de la loi de 1896 porta non seulement sur la nature du droit qui permet à l'enfant naturel de venir recueillir les biens de ses auteurs, mais encore sur la quantité des biens qui lui sont attribués et qui est plus considérable que sous l'empire du Code civil.

Le projet de loi déposé à la Chambre par MM. Letellier, Jullien et Rivet accordait aux enfants naturels des droits égaux à ceux des enfants légitimes. Il s'y trouvait un article ainsi conçu : « Les droits des enfants naturels légalement reconnus, dans la succession de leurs père et mère, sont assimilés aux droits des enfants légitimes ». Et M. Jullien développait et expliquait son projet en ces termes : « Quelle objection

sérieuse pourrait-on faire à cette assimilation de l'enfant naturel à l'enfant légitime? N'est-il pas la chair et le sang de celui qui l'a reconnu hautement, volontairement et librement comme sien, plus même peut-être que l'enfant légitime qui peut n'avoir dû sa place au foyer domestique qu'à la maxime *pater is est quem nuptiæ demonstrant*? Pourquoi continuer à le sacrifier à la famille, à la parenté légitime, alors que ce sacrifice est demeuré inutile? »

Au Sénat, la même proposition qu'à la Chambre était faite par MM. Demôle et Tolain. M. Dauphin, rapporteur, de la loi, protestait contre la demande d'assimilation en ces termes : « La famille n'est pas seulement un groupement qu'un père ou une mère composent à leur gré; les lois, la morale, les religions, les mœurs, dans le monde entier, ne l'entendent pas ainsi. Dans le sens vrai et universellement accepté, c'est une institution sociale qui procède du mariage; elle lui est invinciblement attachée. Le législateur n'a pas le droit de l'ébranler ». Et le rapporteur continuait en protestant contre l'assimilation, qui fut rejetée par la Chambre et le Sénat. On se contenta d'augmenter la quotité assignée par le Code civil.

Si l'enfant naturel se trouve en face d'un enfant légitime, au lieu d'avoir, comme précédemment, le tiers de la portion qu'il aurait eue, s'il eût été légitime, le nouvel article 758 lui en accorde la moitié. « Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, ce droit est la moitié de la portion héréditaire qu'il aurait eue s'il eût été légitime. » La fixation de cette quotité

n'entraîna aucune observation ni à la Chambre ni au Sénat.

En présence d'ascendants ou de collatéraux privilégiés, le droit de l'enfant naturel fut fixé moins facilement. La commission de la loi à la Chambre avait proposé d'abord, et cela avait été accepté, d'appeler les enfants naturels à l'exclusion de tous les collatéraux, même des frères et sœurs. Ensuite, il avait été attribué aux illégitimes, en concours avec des ascendants, la moitié en pleine propriété et l'autre moitié en nue-propriété, l'usufruit étant donné aux ascendants.

La Commission du Sénat repoussa la disposition votée par la Chambre pour le cas de concours d'ascendants avec l'enfant naturel. M. Demôle défendit sans succès le texte dont on proposait la modification ; l'article voté par la Chambre fut quand même transformé. De même aussi fut transformée la disposition par laquelle les collatéraux étaient toujours exclus. La question de savoir si les frères et sœurs du défunt, en présence d'un enfant naturel, devaient succéder souleva au Sénat un débat considérable dont la solution fut affirmative. La discussion fut plus vive encore sur le point de savoir si les descendants devaient prendre la place de leurs auteurs, ne pas être traités comme des collatéraux ordinaires. Quelques-uns des plus ardents défenseurs de la théorie qui tendait à ne pas exclure les ascendants et les collatéraux privilégiés n'allaient pas jusqu'à demander que les descendants des frères et sœurs eussent les mêmes droits que ceux-ci ; les enfants des frères et sœurs furent pourtant assimilés à

leurs auteurs. La loi nouvelle, avec ses tendances libérales, empirait ainsi la situation des enfants naturels dans cette hypothèse, la jurisprudence ayant toujours considéré les descendants des frères et sœurs comme des collatéraux ordinaires. Les décisions prises sur ces différents points furent consignées dans l'art. 759 : « Le Droit est des trois quarts lorsque les père et mère ne laissent pas de descendants, mais bien des ascendants ou des frères ou sœurs, ou des descendants légitimes de frères ou sœurs ». L'art. 760 fut voté sans discussion ; il consacrait l'exclusion complète des autres collatéraux.

Il a été dit formellement au Sénat, lors de la discussion de la loi, que sur tous les points non résolus d'une façon expresse le législateur entendait s'en rapporter aux décisions de la jurisprudence. Sur la loi nouvelle, doivent se produire les mêmes difficultés d'application que nous avons signalées sous l'empire du Code civil. La pratique continuera probablement à suivre les décisions de la jurisprudence, mais bien qu'il ait été dit formellement au Sénat que la jurisprudence devait être suivie, les paroles prononcées dans ce sens par le rapporteur de la loi n'ont pas la valeur d'une disposition législative et les controverses ne sont pas supprimées.

Il est par exemple regrettable que la loi de mars 1896 n'ait pas tranché expressément la controverse qui, sous l'empire du Code civil, s'était élevée, sur l'application de l'article 757, fixant la quotité des droits que peut avoir l'enfant naturel en concours avec des

descendants légitimes. Nous avons indiqué, au précédent chapitre, la solution adoptée par la jurisprudence, et qui consistait à considérer les enfants naturels comme légitimes et à leur donner le tiers de la part qui leur était d'abord attribuée par ce premier calcul. Ce système était très simple et pratique, mais il avait vu s'élever contre lui des objections graves. En effet c'étaient les légitimes seuls qui profitaient de l'illégitimité des enfants naturels et l'application du principe faisait avoir aux enfants naturels bien moins que le tiers de la part que leur donnait l'art. 757, résultat manifestement contraire à l'équité.

D'autres systèmes ont été proposés par la doctrine, celui qui consiste à supposer légitimes, non pas simultanément, mais de façon successive, les enfants naturels. Ce second système entraîne à des complications de calculs qui le rendent inapplicable.

Le troisième système a été proposé par M. Gros. Il est très logique mais pas véridique, parce qu'il ne tient nul compte du texte de la loi. Il part de cette idée que le Code ne prévoit pas l'hypothèse de plusieurs enfants naturels venant en concours avec des descendants légitimes. Et alors, il tient compte de la décision de l'art. 757 seulement à titre de renseignement, pour accorder aux enfants illégitimes, quand ils sont plusieurs, un droit proportionnel à celui que donne le Code à un seul enfant naturel en concours avec des descendants légitimes. Donc, la base du système est tout à fait logique mais inapplicable, parce qu'il laisse de côté, et cela d'une façon systématique, le texte même de la loi.

Il faudra décider encore, comme avant la loi, que les père et mère, venant en concours avec un enfant naturel et des frères et sœurs, se partageront la portion qui leur est attribuée et que les autres ascendants seront primés par les frères et sœurs.

L'on avait aussi beaucoup discuté, sous l'empire du Code, la question de savoir si un enfant naturel, venant en concours avec un ascendant d'une ligne et un collatéral ordinaire de l'autre ligne, devait recueillir la moitié de la portion attribuée à la ligne où se trouvait l'ascendant, et les trois quarts de la portion attribuée au collatéral ordinaire. La jurisprudence avait tranché la controverse dans le sens de la négative (1). Elle avait admis, avec la doctrine (2), que l'enfant naturel devait recueillir seulement la moitié, comme s'il n'avait en présence de lui que des ascendants. Depuis la loi de 1896, des protestations plus vives encore se sont élevées contre cette jurisprudence qui, pour ses adversaires, encourt le reproche d'attribuer au collatéral ordinaire une part de l'hérédité, alors que la loi l'exclut quand il vient en concours avec un enfant naturel. En effet, une portion de l'hérédité étant accordée à l'ascendant, comme s'il était seul, le principe de la fente doit être appliqué, et le collatéral ordinaire de l'autre ligne recueille la moitié de la part d'abord donnée à l'ascendant. Si, au contraire, on tenait compte, pour partager, de la pré-

(1) Bordeaux, 5 mai 1856. Sirey 56, 2, 673. Amiens, 5 décembre 89. Sirey 90, 2, 126. Cass. 5 juin 93. Sirey, 93, 1, 348.

(2) Demolombe, t. 14, n° 76 ; Aubry et Rau, t. 6, p. 605 : Baudry et Walt, t. I, n° 653.

sence de l'ascendant et du collatéral, l'ascendant recueillerait la moitié de ce qui lui échet d'abord, et, le principe de la fente appliqué, l'autre moitié irait à l'enfant naturel qui excluerait ainsi le collatéral.

La loi nouvelle n'a pas tranché non plus la question de savoir si la part de l'enfant naturel doit être évaluée d'après la qualité des parents existant au décès du *de cujus* ou la qualité de ceux qui se portent héritiers.

La doctrine avait pensé, presque'unanimentement, que l'on devait ne tenir compte que de la qualité des successibles se portant héritiers. La jurisprudence, décidant le contraire contre les enfants naturels, doit-elle être suivie, sous l'empire d'une loi libérale, d'une loi qui veut améliorer le sort des enfants nés hors mariage?

Nous croyons, pour notre part, que la jurisprudence ne devrait pas persister à évaluer les droits des enfants naturels d'après le nombre de successibles même ne se portant pas héritiers. Ces décisions pourraient être défendues sous une législation hostile aux enfants naturels où on pourrait s'appuyer, pour le faire, sur la règle *in dubio contra liberos naturales*; mais, sous l'empire d'une loi libérale, la jurisprudence, qui déjà n'était pas admissible sous l'empire du Code, parce que l'héritier renonçant ou indigne est considéré comme n'ayant jamais été héritier, doit être regardée comme absolument mauvaise.

L'art. 337, dont nous avons analysé la disposition, relative aux reconnaissances faites pendant le mariage, subsiste.

Sans difficulté, l'art. 761 autorisant le père à réduire

son enfant naturel à la moitié de la portion déjà si faible que lui donnait la loi, est abrogé par l'art. 1, *in fine*.

§ 2. — PRINCIPE DE LA RÉSERVE POSÉ PAR LA LOI
DE 1896.

Le silence du Code civil, sur la question de la réserve à accorder aux enfants naturels, avait donné naissance à des controverses; mais on avait fini par admettre, tant en doctrine qu'en jurisprudence, comme nous l'avons dit, qu'une réserve devait être accordée aux enfants naturels. La loi de 1896 ne se contenta pas, sur ce point, de renvoyer à la jurisprudence; elle posa, dans l'art. 913, le principe de la réserve et en détermina la quotité.

Il était absolument nécessaire de fixer cette règle de la réserve, puisque l'article 761, sur lequel s'appuyait la jurisprudence pour l'admettre dans le silence du Code, avait été abrogé. A la Chambre déjà, le principe de la réserve avait été admis et avait été déterminé en ces termes : « La réserve appartenant aux enfants naturels légalement reconnus est fixée à la moitié de celle des enfants légitimes ».

Le Sénat repoussa cette disposition qui, dans certaines hypothèses, faisait obtenir à l'enfant naturel moins encore que sous l'ancien régime, et, par une addition à l'article 913, il décida que : « L'enfant naturel

reconnu a droit à une réserve. Cette réserve est une quotité de celle qu'il aurait eue s'il eût été légitime, calculée en observant la proportion qui existe entre la portion attribuée à l'enfant naturel, au cas de succession *ab intestat*, et celle qu'il aurait eue dans le même cas s'il eût été légitime ».

L'article fut voté en ce sens sans discussion, consacrant législativement la jurisprudence bien fixe qui s'était formée, dans le silence du Code civil.

§ 3. — DISPOSITIONS A TITRE GRATUIT

Nous avons vu, en étudiant la législation du Code civil, que le législateur avait eu pour but d'arriver à ce que l'enfant naturel ne put pas avoir, dans les biens de ses auteurs, une part plus considérable que celle qui lui était accordée par la loi. L'art. 760 obligeait l'enfant naturel à imputer, sur la portion à laquelle il avait droit, *tout* ce qu'il avait reçu de ses parents. Cette sévérité du Code, qui mettait l'enfant naturel dans une situation plus désavantageuse qu'un étranger, poussait beaucoup de personnes à ne pas reconnaître leurs enfants. Le mal que l'on avait voulu éviter était moindre que celui que l'on causait.

La loi de 1896 changea cette situation. L'ancien art. 760 fut d'abord abrogé, et l'interdiction absolue faite aux père et mère naturels de rien laisser par donations entre vifs ou testamentaires fut levée, du moins en

partie. L'article 908, qui contenait la prohibition, fut modifié dans ces termes :

« Art. 908. — Les enfants naturels reconnus légalement ne pourront rien recevoir par donation entre vifs au-delà de ce qui leur est accordé au titre des successions. Cette incapacité ne pourra être invoquée que par les descendants du donateur, par les ascendants du donateur, par ses frères et sœurs et les descendants légitimes de ses frères et sœurs.

« Le père ou la mère qui les ont reconnus pourront leur léguer tout ou partie de la quotité disponible, sans toutefois qu'en aucun cas, lorsqu'il se trouve en concours avec des descendants légitimes, un enfant naturel puisse recevoir plus qu'une part d'enfant légitime le moins prenant.

« Les enfants adultérins ou incestueux ne pourront rien recevoir par donation entre vifs ou par testament au-delà de ce qui leur accordé par les art. 762, 763 et 764. »

Les donations entre vifs restaient défendues parce qu'elles pouvaient être l'effet d'un entraînement, tandis qu'au contraire les donations testamentaires donnent la preuve d'une volonté plus réfléchie et plus ferme. Ce sont les motifs qui déterminèrent la Chambre, d'abord, et le Sénat ensuite.

La disposition de l'article 908 est très sage, en ce qu'elle concilie bien les droits des enfants naturels avec ceux des descendants légitimes. Le 2^e paragraphe, qui n'autorise pas l'enfant naturel à avoir plus que son frère

légitime le moins prenant, évite des inégalités qui pourraient être une source de querelles et d'ennuis.

Citons enfin, pour terminer sur cette question des dispositions à titre gratuit, l'art. 915 qui est venu modifier la réserve des ascendants pour le cas où ils viennent en concours avec un ou plusieurs enfants naturels.

« Art. 915. — Lorsqu'à défaut d'enfants légitimes, le défunt laisse à la fois un ou plusieurs enfants naturels et des ascendants dans les deux lignes ou dans une seule, les libéralités par actes entre vifs et par testament ne pourront excéder la moitié des biens du disposant, s'il n'y a qu'un enfant naturel, le tiers s'il y en a deux, le quart s'il y en a trois ou un plus grand nombre. Les biens ainsi réservés seront recueillis par les ascendants jusqu'à concurrence d'un huitième de la succession, et le surplus par les enfants naturels. »

Le législateur établit d'abord, en considérant les enfants naturels comme s'ils étaient légitimes, une réserve égale à celle fixée en faveur des enfants nés du mariage, puis sur cette quotité réservée, accorde $\frac{1}{8}$ de la succession aux ascendants. Cette réserve du $\frac{1}{8}$ est comme la compensation de la créance alimentaire que l'ascendant pouvait exercer contre son descendant. Même en favorisant sérieusement l'enfant naturel, le législateur accorde une dernière protection, d'ailleurs très juste, à la famille légitime.

ERRATUM

A la page 107, à la fin du premier alinéa, les lignes suivantes ont été omises :

La controverse fut tranchée par la loi du 14 floréal an XI, votée un peu après les dispositions du Code civil relatives aux enfants naturels.

« Art. 1. — L'état et les droits des enfants nés hors mariage, dont les pères et mères sont morts depuis la promulgation de la loi du 12 Brumaire an II jusqu'à la promulgation des titres du Code civil, sur la paternité et la filiation et sur les successions, sont réglés de la manière prescrite par ces titres.

« Art. 2. — Néanmoins, les dispositions entre vifs ou testamentaires, antérieures à la promulgation des mêmes titres du Code civil, et dans lesquelles on aurait fixé les droits de ces enfants naturels, seront exécutées, sauf la réduction à la quotité disponible, aux termes du Code civil, et sauf aussi un supplément, conformément à l'article 51 de la loi sur les successions, dans le cas où la portion donnée ou léguée serait inférieure à la moitié de ce qui devrait revenir à l'enfant naturel, suivant la même loi.

« Art. 3. — Les conventions et les jugements passés

en force de chose jugée, par lesquels l'état et les droits desdits enfants naturels auraient été réglés, seront exécutés selon leur forme et teneur ».

La théorie du Tribunal de Cassation était consacrée. La loi de Floréal donnait au Code civil cet effet rétroactif dont l'article 2 du même Code, voté un peu auparavant, le déclarait incapable, « la loi ne devant disposer que pour l'avenir ». Elle dépouillait en même temps de tout effet la loi de Brumaire qui, ne devant pas s'appliquer à la période antérieure à sa promulgation d'après la loi de Thermidor, ne devant pas non plus s'appliquer au temps qui l'avait suivie aux termes de la loi de Floréal, restait ainsi tout à fait lettre morte.

*
* *

La loi de Brumaire était une loi de réaction contre l'ancienne législation relative aux enfants naturels et aussi une manifestation anti religieuse.

CONCLUSION

Nous terminons notre étude par une appréciation de la loi de 1896 qui nous permettra en même temps d'exprimer notre appréciation sur ce que l'on peut faire encore pour les enfants nés hors mariage.

L'on a beaucoup insisté, pour faire accorder la saisine aux enfants naturels, sur cette idée qu'elle ne procure qu'un avantage théorique. Nous croyons, au contraire, que la saisine devrait rester l'avantage exclusif des enfants légitimes, parce que, en l'accordant aux enfants naturels, la loi fait naître l'occasion de querelles nombreuses dans la famille qu'elle ouvre à des étrangers. Sur ce point, nous considérons que la loi de 1896 s'est montrée imprudente. La famille, qui est le fondement de la société, doit être fortement constituée, et pour cela il ne faut pas qu'elle soit ouverte à des enfants non issus du mariage qui en est la base.

Tout en critiquant cette disposition, ne pourrions-nous pas, allant en cela plus loin que la loi de 1896, admettre que l'enfant naturel puisse avoir les mêmes droits accordés à l'enfant légitime sur les biens de ses père et mère? Il serait certainement désirable de pouvoir accorder à l'enfant naturel les mêmes droits qu'à ceux issus du mariage. Mais il est difficile d'atteindre ce

résultat sans arriver à des conséquences inadmissibles. Il est certain, par exemple, que du jour où tous les enfants auraient les mêmes droits, cela conduirait à une diminution des mariages, et cette conséquence n'est pas à désirer pour les raisons que nous avons exposées. Il y a aussi, à notre avis, une autre raison qui est définitive. Si l'enfant naturel était assimilé au légitime, les ascendants seraient toujours exclus par lui, et si l'exclusion de l'ascendant par le descendant légitime permet toujours à ces ascendants de retrouver dans les biens de leurs petits enfants les ressources nécessaires à leur vie et à leur entretien, elle serait mauvaise du moment que, par la vocation de l'enfant naturel, les ascendants devraient perdre tout droit sur les biens de leurs enfants.

Nous croyons pourtant que les mêmes droits pourraient être accordés à l'enfant naturel qu'à l'enfant légitime en présence des frères et sœurs. En un mot, malgré le désir que l'on a de voir accorder à tous les enfants la même situation dans la succession de leurs parents, l'on doit renoncer à pouvoir réaliser cette égalité. C'est qu'il y a une autre nécessité que l'on ne doit pas oublier : la société n'est forte que lorsque la famille est bien organisée, et c'est à la conciliation de ces idées que doit tendre le législateur.

VU :

Le Président de la thèse,

E. CHÉNON.

VU :

Le Doyen

GARSONNET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I. — Droits successoraux des enfants naturels à Rome	5
Section I. — Droits des enfants naturels dans la succession de leur père... ..	6
Section II. — Droits des enfants naturels dans la succession de leur mère.....	15
CHAPITRE II. — Droits successoraux des bâtards sous la période Franque.....	23
Section I. — Période Mérovingienne.....	25
Section II. — Période Carlovingienne	31
CHAPITRE III. — Des règles du droit Coutumier ancien relatives aux droits successoraux des enfants naturels... ..	44
CHAPITRE IV. — Droits successoraux des bâtards d'après les coutumes rédigées	56
CHAPITRE V. — Droits successoraux des bâtards dans les pays de Droit Ecrit	83
CHAPITRE VI. — Droits des enfants naturels dans la succession de leurs parents pendant la période intermédiaire (Loi du 12 Brumaire an II). ..	91
§ 1. — Quotité du Droit des enfants naturels	95
§ 2. — Comment ils peuvent établir leur filiation.....	98
§ 3. — Rétroactivité de la loi du 12 Brumaire.....	101

CHAPITRE VII. — Législation du Code civil relative aux droits successoraux des enfants naturels.....	109
PRÉLIMINAIRES.....	109
Section I. — Enfants naturels simples.....	112
§ 1. — Nature et quotité du Droit des enfants naturels dans la succession <i>ab intestat</i> de leurs parents.	112
§ 2. — Des dispositions à titre gratuit que peuvent recueillir les enfants naturels...	124
§ 3. — Réserve des enfants naturels.....	127
Section II. — De enfants adultérins et incestueux.....	129
CHAPITRE VIII. — Des Droits successoraux des enfants natu- rels d'après la loi du 25 mars 1896.....	132
PRÉLIMINAIRES.....	132
§ 1. — Modifications apportées à la nature et à la quotité du droit de l'enfant naturel.	134
§ 2. — Principe de la réserve posé par la loi de 1896.....	144
§ 3. — Dispositions à titre gratuit....	145
ERRATUM.....	148
CONCLUSION.	150

